

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Syndicats de Fonctionnaires

EN ANGLETERRE

(Fonctionnaires Nationaux)

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 7 juin 1929, à 14 heures

PAR

BERNARD LÉGER

Lauréat de l'Ecole libre des Sciences Politiques

JURY

Président : M. MESTRE, Professeur.

Suffragants : { M. GIDEL, Professeur.
M. BARTHÉLEMY, Professeur.

PARIS

IMPRIMERIE
LES PRESSES MODERNES
45, Rue de Maubeuge
Ateliers à Troyes (Aube)

—
1929

LES SYNDICATS
DE FONCTIONNAIRES
EN ANGLETERRE
(Fonctionnaires Nationaux)

Les Syndicats de Fonctionnaires

EN ANGLETERRE

(Fonctionnaires Nationaux)

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 7 juin 1929, à 14 heures

PAR

BERNARD LÉGER

Lauréat de l'Ecole libre des Sciences Politiques

JURY

Président : M. MESTRE, Professeur.

Suffragants : { M. GIDEL, Professeur.
M. BARTHÉLEMY, Professeur.

PARIS

IMPRIMERIE

LES PRESSES MODERNES

45, Rue de Maubeuge

Ateliers à Troyes (Aube)

1929

*La Faculté n'entend donner ni approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses,
ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.*



Je prie :

M. Herbert BRIAN,

Secrétaire-Adjoint de la « Civil Service Confederation » (Parliament Mansions, Victoria Street. S. W. 1, Londres)

et M. Reynald BERRY,

Secrétaire du « Joint Central Committee » de la « Police Federation of England and Wales » (Midland Bank Chambers, Beckenham),

de trouver ici l'expression de ma vive gratitude pour l'aimable et généreux concours apporté par eux dans ma documentation.

Paris, 95, Rue du Bac (7^e).

Le 20 Avril 1929.

AVANT-PROPOS

Notre Etude des *Syndicats de Fonctionnaires en Grande Bretagne* sera limitée aux Syndicats de Fonctionnaires Nationaux. Les « Fonctionnaires Nationaux » sont les agents employés par le Gouvernement de la Grande Bretagne dans ses divers services administratifs ou industriels d'intérêt général, de façon permanente ou temporaire. Nous n'examinerons pas la question des Syndicats de Fonctionnaires des « *Autorités locales* » qui présente des aspects tout à fait différents.

Les « Syndicats de Fonctionnaires » existent Outre-Manche, comme chez nous. Depuis une cinquantaine d'années les fonctionnaires nationaux de la Grande Bretagne se sont groupés en « associations professionnelles » ou « Trade-Unions » (correspondant, sous quelques réserves, à nos « syndicats » français) à l'instar des autres travailleurs britanniques.

L'étude des Syndicats de fonctionnaires nationaux de la Grande Bretagne offre un *triple intérêt* :

D'abord, le mouvement syndical des fonctionnaires nationaux s'est développé *de façon prodigieuse*. Les premières *Trade-Unions de fonctionnaires nationaux* sont nées aux approches de l'année 1890 : on en comptait seulement 9 à la

fin de 1891 ; mais elles ne tardèrent pas à se multiplier ; en 1906, elles étaient passées de 9 à 68. En 1913, à la veille de la Guerre, elles atteignaient un total de 80 trade-unions. Après la Guerre, en 1919, on les retrouve au nombre de 194 ; malgré les fusions de trade-unions (amalgamations) qui eurent lieu dans les années d'après guerre, les Trade-Unions de fonctionnaires nationaux étaient 214 en 1925. Enfin, en 1928, le « Registrar of Friendly Societies », astreint en vertu des dispositions nouvelles du Règlement du 30 Août 1927, à délivrer à toute Trade-Union de fonctionnaires nationaux des « certificats d'autorisation », n'avait pas distribué moins de 255 certificats.

Le développement du syndicalisme chez les fonctionnaires nationaux de Grande Bretagne est encore plus frappant si l'on considère, non plus le total des Trade-Unions mais la somme de leurs effectifs : les Trade-Unions de fonctionnaires nationaux qui groupaient seulement 16.000 individus environ en 1890 — 60.000 environ en 1906 — en réunissaient plus de 160.000 en 1923, et près de 200.000 en 1928.

En second lieu, le mouvement syndical des fonctionnaires nationaux est susceptible d'apporter dans la situation juridique des fonctionnaires nationaux de Grande Bretagne, et, de là, dans le caractère de la structure juridique britannique, de profonds bouleversements.

Il est curieux de constater, en effet, qu'en dépit de son extension remarquable, le mouvement syndical des fonctionnaires nationaux n'ait guère préoccupé l'opinion publique britannique, au moins jusqu'à la Guerre. Jusqu'en 1919, si l'on fait exception des répulsions éprouvées à l'origine,

par quelques ministres à l'égard de certaines Trade-Unions de fonctionnaires, le syndicalisme des fonctionnaires nationaux semble n'avoir pas beaucoup troublé les gouvernants ou la presse d'Outre-Manche. A fortiori, n'a-t-il jamais intéressé l'opinion française.

L'indifférence, longtemps persistante, de l'opinion publique britannique à cet égard nous paraît d'autant plus étrange que le syndicalisme des fonctionnaires français a au contraire frappé les esprits chez nous depuis longtemps. Il faut trouver l'explication de cette opposition dans la *disparité des conceptions françaises et britanniques* sur la nature de la *fonction publique*.

En France, le fonctionnaire apparaît placé dans une situation juridique telle, qu'aucune assimilation ne serait tolérée avec le travailleur de l'industrie privée. Il n'est pas réputé lié à l'Etat comme le serait un employé à son employeur : l'Etat fixe seul, à son gré, les conditions de travail des agents de ses services d'intérêt général (« les services publics » nationaux). Il établit *unilatéralement* les droits et les devoirs des fonctionnaires et peut les modifier au cours de l'exécution du service. L'Etat est même en droit de supprimer leur emploi. Ce qui crée la situation des fonctionnaires français, en définitive, ce n'est pas l'accord de deux volontés, se réalisant par un contrat, mais la seule volonté des pouvoirs publics. Aussi existe-t-il, en droit français, des dispositions spéciales à leur égard. Les fonctionnaires se trouvent de la sorte très éloignés des employés de l'industrie privée, soumis au régime du contrat. De telles dispositions n'ont rien d'étrange. Cela tient à l'existence, en France, de *règles de droit exceptionnelles* que certains au-

teurs ont voulu rattacher aux caractères particuliers des *services publics* : ceux-ci, en effet, ne sauraient, sans faillir à leur mission, se trouver arrêtés dans leur marche ; la nécessité d'un fonctionnement continu et régulier de ces services d'intérêt général aurait ainsi provoqué, conjointement avec des influences historiques, l'apparition en France, d'un *droit « public »* — régissant les agents, les biens, les finances et l'activité des services publics, *en dehors* du droit commun qui régit l'activité privée.

Aussi, lorsque le législateur français se décida, *dans la loi du 31 Mars 1884*, à conférer aux travailleurs le droit syndical, depuis longtemps revendiqué par eux, il exclut tout naturellement du champ d'application de sa législation les fonctionnaires publics. Et, par la suite, si les fonctionnaires français, bravant la loi, se sont groupés en syndicats, le législateur n'en est pas moins resté sur ses positions. Le syndicat de fonctionnaires est toujours *illégal en France*.

En Grande Bretagne, la situation est tout autre. Le fonctionnaire national est, comme nous le verrons, dans la situation d'un *employé privé* de la Couronne (*servant of the Crown*). Il se trouve, vis-à-vis de la Couronne, dans la situation d'un employé vis-à-vis de son patron, c'est-à-dire dans une situation *contractuelle*. Les obligations respectives des parties sont déterminées, sinon dans tous leurs éléments, du moins dans leurs grandes lignes, par un accord de volontés. Dès lors, le fonctionnaire national anglais pouvait, sans attirer excessivement l'attention, et sans désobéir à la loi, bénéficier des principaux avantages reconnus aux salariés par la législation du travail *en matière d'association*.

L'Angleterre, en effet, ne possède pas de réglementation

spéciale pour le fonctionnement de ses services d'intérêt général. Elle ne connaît pas, comme nous, de droit public : tous les citoyens, quels qu'ils soient, sont soumis au droit commun, sous le contrôle du « pouvoir judiciaire » (il n'existe pas en Angleterre de tribunaux administratifs comme en France). C'est ainsi que le mouvement « *trade-unioniste* » des fonctionnaires nationaux ne causa pas beaucoup d'émoi, lors de son apparition outre Manche.

Après la Guerre, les *doctrines politiques*, dites « *syndicalistes* » (dont nous verrons, au cours de cette étude, les principaux objectifs) pénétrèrent dans le monde des Trade-Unions et gagnèrent les Trade-Unions de fonctionnaires comme les autres. Les chefs syndicalistes se prévalurent des pouvoirs qu'ils avaient su acquérir sur les Trade-Unions de fonctionnaires pour leur prêcher l'indiscipline : en deux occasions, ils poussèrent les fonctionnaires à se mettre en grève (en 1919, grève des Policemen) ou à sympathiser avec les grévistes (en 1926, grève générale).

A la suite de tels événements, l'opinion et les pouvoirs publics s'émurent. Le *législateur* édicta des *mesures exceptionnelles* à l'égard des Trade-Unions de fonctionnaires, et les autorités administratives leur appliquèrent des Règlements en conséquence. Ces faits récents sont d'une importance capitale. Ils témoignent de la crainte des gouvernants britanniques de voir leur échapper un contrôle indispensable sur les agents des services d'intérêt national. Le législateur se reconnaît dans l'obligation de réglementer spécialement les groupements composés de fonctionnaires nationaux ; il crée à l'intention particulière de la fonction publique, des règles de droit exceptionnelles, règles de droit

inspirées, comme en France, de la nécessité du fonctionnement régulier et continu des services publics. La réglementation nouvelle des Trade-Unions de fonctionnaires en Grande Bretagne nous paraît, avec d'autres faits, l'indice d'une évolution possible du législateur anglais vers la constitution d'un corps de principes juridiques spéciaux à la marche de l'administration. L'obligation de garantir le bon fonctionnement des services publics contre les tendances politiques nouvelles ne va-t-elle pas conduire la Grande Bretagne à l'adoption d'un « droit public » ?

C'est précisément l'apparition des conceptions politiques, dites syndicalistes, qui donne à l'étude des Syndicats de fonctionnaires nationaux en Grande Bretagne, *un autre intérêt*. Les Trade-Unions se composant de fonctionnaires de l'Etat sont l'objet d'une attraction particulière de la part des milieux syndicalistes et cela pour deux raisons :

D'abord, en assurant leur mainmise sur les Trade-Unions de fonctionnaires, les chefs syndicalistes dérobent aux pouvoirs publics leurs propres troupes : ils se procurent des gages précieux pour dicter leurs volontés à des gouvernants hostiles ou pour tenter un jour la transformation constitutionnelle convoitée par eux.

Ensuite, en favorisant l'extension du syndicalisme dans le corps des fonctionnaires, ils développent leurs champs d'expérience : le syndicat de fonctionnaires est le véritable « cobaye » des théoriciens du syndicalisme. Il représente, en effet, la véritable cellule sociale de l'avenir. Le rôle de l'Etat syndicaliste de demain doit se borner à coordonner l'activité d'une multiplicité de syndicats, contrôlant les diverses branches de l'industrie nationale ; tous les ~~tr~~-ail-

leurs seraient des fonctionnaires et tous les syndicats seraient des syndicats de fonctionnaires.

M^r G. D. H. Cole, l'animateur du mouvement syndicaliste anglais (qui a pris le nom de « *Guild Socialism* ») écrit à ce sujet : « C'est le privilège des travailleurs du Post Office, qui sont *déjà* des travailleurs de l'Etat, de montrer, à ceux qui sont destinés à leur ressembler, la route à suivre. Les Trade-Unions de Postiers (dans une demi-inconscience, sans doute) travaillent à édifier les méthodes qui permettront aux travailleurs de passer d'un état d'organisation servile à un état de liberté ». (*Self Government in Industry*, p. 177).

L'étude des *Syndicats des fonctionnaires nationaux de la Grande Bretagne* soulève ainsi maintes questions sociales, juridiques et politiques d'une très grande actualité et d'une importance capitale pour l'avenir d'une nation.

Avant d'aborder l'examen des Trade-Unions de Fonctionnaires nationaux en Grande Bretagne, il importe d'envisager, d'une part, la situation et l'organisation des *Fonctionnaires Nationaux de Grande Bretagne*, et, d'autre part, le développement historique et le statut juridique des *Trade-Unions*, dont les groupements de fonctionnaires ont épousé la forme.

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE

LES FONCTIONNAIRES NATIONAUX DE LA GRANDE BRETAGNE

§ 1. — La Décentralisation Administrative de la Grande Bretagne

En Angleterre, comme en France, les services destinés à satisfaire des besoins généraux sont généralement assurés par les collectivités intéressées, soit l'Etat lui-même, si le besoin est d'ordre national, soit une circonscription locale, si le besoin est d'ordre particulier. L'Etat ou les localités, représentés par des organes politiques élus ou par la masse des électeurs, nomment ou élisent les agents administratifs nécessaires à la direction, au contrôle et à la gestion des services d'intérêt général.

Ces agents ont reçu, en France, le titre de « *Fonctionnaires* », au moins lorsqu'ils répondent à certaines conditions, telles que l'*appartenance* aux *cadres* de l'Administration et la *permanence* de l'emploi.

Selon la nature de la collectivité qui les emploie, les fonctionnaires français se divisent naturellement en *Fonctionnaires de l'Etat* (ou fonctionnaires nationaux) et en *Fonctionnaires locaux* (fonctionnaires départementaux, ou communaux). Mais il importe ici de préciser la portée de cette distinction : en réalité, les Fonctionnaires, en France, qu'ils appartiennent aux cadres de l'Administration nationale ou de l'administration locale, sont tous plus ou moins soumis au gouvernement national. Pour des raisons d'origine historique, le pouvoir central s'est trouvé chez nous, tenir en sa dépendance immédiate ou médiate la plupart des fonctionnaires affectés à des besoins d'ordre régional ou local. Cette concentration des pouvoirs sur les agents administratifs entre les mains du gouvernement central est précisément le trait fondamental de la *centralisation* qui marque notre administration. Quel est le fonctionnaire français qui échappe à l'influence du Préfet, et de là au contrôle du Ministre ? Quelques fonctionnaires communaux sans doute, mais ils ne sont guère nombreux. Les fonctionnaires nationaux sont ainsi, en France, la grande majorité. Les fonctionnaires des administrations centrales des ministères, les agents des services extérieurs, les instituteurs, les gendarmes, les fonctionnaires de l'assistance publique, les ingénieurs des ponts et chaussées, tous ces fonctionnaires dépendent du pouvoir central directement, ou par l'intermédiaire des préfets.

En *Angleterre*, au contraire, la *centralisation* n'existe pas, ou très peu. Les autorités locales (bourgs, comtés, municipalités) ont un champ d'action plus vaste qu'en France : Elles ont la direction des services d'intérêt général fort

importants : services *administratifs*, tels que la police, l'instruction publique, l'assistance publique, l'hygiène, etc... ou services d'ordre *industriel* tels que les transports, l'entretien des ponts et chaussées, etc... Elles ont, par suite, sous leurs ordres, une véritable armée de fonctionnaires locaux, sur lesquels elles détiennent un pouvoir de nomination, de direction et de révocation presque absolu. Les *agents locaux* (sur lesquels le pouvoir central a, en France, un pouvoir exclusif ou quasi-exclusif) sont soumis, de la part du gouvernement national anglais, à la simple *surveillance* de quelques « Inspecteurs », rattachés à divers départements ministériels (par exemple : les routes et la distribution d'électricité dépendent du « Ministry of transports » ; l'instruction publique du « Board of Education » ; les usines à gaz et les tramways du « Board of Trade » ; l'hygiène et l'assistance publique du « Ministry of Health » ; la police du « Home Office »). — Le « Ministère du Gouvernement local » (« Local government Board »), institué en 1861, a été supprimé en 1919. — Le corps des « Inspecteurs » est donc le seul lien existant entre le pouvoir central et l'autorité locale. Les fonctionnaires locaux (dont l'effectif peut facilement atteindre six cent mille individus) sont donc assurés, en Angleterre, d'une indépendance presque complète. Il est de la sorte impossible de les confondre avec les fonctionnaires employés par le gouvernement national.

§ 2. — *Statut juridique des Fonctionnaires Nationaux de la Grande Bretagne*

Les « *Fonctionnaires Nationaux* » constituent donc — Outre-Manche — une corporation, affectée à la seule ges-

tion des intérêts proprement nationaux, et très bien définie, dans sa nature, comme dans son organisation.

Par leur nature, d'abord, les fonctionnaires nationaux forment une « *classe à part* » : cela tient à l'origine de leur corporation. Le Roi avait jadis, en Angleterre, sous ses ordres immédiats, d'une part, les officiers de la Marine royale et de l'armée, ainsi que leurs troupes, et d'autre part, les « *serviteurs du Service Civil de la Couronne* », ainsi que les juges. — Nous ferons abstraction, dans cette étude, des fonctionnaires militaires et des juges, pour nous livrer au seul examen de la situation des « *serviteurs du Service Civil* » de la Couronne — ou « *serviteurs de la Couronne* » (*Servants of the Crown*).

Les « *serviteurs de la Couronne* » étaient les agents — placés sous les ordres des Lords ou des Secrétaires d'Etat — auxquels avaient été confiée la direction d'un, ou de plusieurs « *départements ministériels* ». L'ensemble des « *serviteurs de la Couronne* » constituait le « *Service Civil* » de la Couronne, — ce que nous appellerons désormais le « *Civil Service* ». Les *serviteurs de la Couronne* sont les ancêtres des fonctionnaires nationaux actuels (l'expression de « *Servants of the Crown* » leur est d'ailleurs restée) et le terme de *Civil Service* continue à désigner le *personnel* « *non parlementaire* » des *administrations centrales de Londres*.

En raison de leur origine, les fonctionnaires du « *Civil Service* », sont (on l'a vu) *juridiquement*, des « *employés de la Couronne* ». Ils sont liés à « Elle » comme l'est tout employé de l'industrie privée à son employeur, « par un contrat ». — Ils jouissent, en principe, de tous les droits reconnus aux employés engagés par un employeur privé. Toute-

fois, certaines restrictions leur sont imposées dans l'exercice de leurs droits, par diverses dispositions d'ordre législatif ou réglementaire. Le statut des fonctionnaires du Civil Service n'est pas en effet réglé par un texte législatif général comme la loi italienne du 25 Juin 1908 par exemple, mais seulement par quelques réglementations éparses contenues dans des « *Orders in Council* » (ordonnances, règlements).

Il convient d'étudier en quoi ces règles peuvent arriver à différencier le fonctionnaire du Civil Service de l'employé de l'industrie privée. Il existe des *réglementations spéciales aux fonctionnaires* en ce qui concerne leur nomination, leurs droits, et leur révocation.

En ce qui concerne leur *nomination*, il faut relever trois grands principes :

D'abord, sauf de très rares exceptions, le pouvoir de nomination des fonctionnaires du Civil Service n'appartient qu'à la Couronne.

Ensuite, le pouvoir de nomination est, aujourd'hui, limité par *deux règles* importantes :

En premier lieu, les anciennes pratiques, connues sous le nom de « nomination de parti » (*patronage system*), par lesquelles le pouvoir politique s'immisçait dans l'administration, sont abandonnées, depuis la fameuse ordonnance du 21 Mai 1855.

En second lieu, et comme suite logique à cette réforme, diverses dispositions réglementaires, et même législatives, ont établi le principe de la sélection des candidats (*proficiency system*) non plus d'après leurs services politiques,

mais d'après leurs mérites, reconnus par des concours (ordonnance du 4 Juin 1870).

Enfin, troisième principe fort intéressant, la nomination des fonctionnaires du « Civil Service » n'intervient généralement qu'après une période de stage (*probation*). Pendant la durée du stage, le candidat est soumis à l'examen de ses supérieurs hiérarchiques, qui peuvent conclure à sa « titularisation », en lui conférant un certificat, ou à son transfert dans d'autres cadres, ou encore à sa démission d'office.

En ce qui touche la *situation juridique* du fonctionnaire du « Civil Service », notons seulement quelques règles particulièrement importantes :

Le fonctionnaire du Civil Service a droit à son emploi, comme tout employé privé, une fois nommé (*right to office*) — il peut faire valoir ce droit contre un usurpateur devant les tribunaux ordinaires ou des tribunaux spéciaux. Il a également droit au « traitement » de la part de la Couronne. Mais *il ne saurait*, sur ce point, comme sur aucun autre point — notons-le — *poursuivre la Couronne en justice*, au cas où il ne serait pas satisfait. *En Angleterre, la Couronne ne peut être poursuivie* (The King can do no wrong) ; il doit, dès lors, employer la procédure de la « pétition à la Couronne » (petition of rights). Si la Couronne accepte les revendications de la « pétition », le fonctionnaire sera en droit d'exprimer ses doléances devant les tribunaux, qui trancheront le débat. C'est peut-être sur ce point qu'il faut voir la principale *différence* existant entre le fonctionnaire et l'employé de l'industrie privée.

Mais, d'autre part, le fonctionnaire du Civil Service est responsable devant les tribunaux judiciaires ordinaires, comme les autres citoyens ; il ne l'est que dans des cas déterminés (on a vu qu'il n'existait pas, en Angleterre, de tribunaux spéciaux, comme les tribunaux administratifs français).

Le Fonctionnaire du Civil Service est soumis à des règles spéciales d'avancement.

Enfin — et c'est un point important — *les droits politiques* des fonctionnaires du Civil Service reçoivent quelques *limitations*. Ils ont le libre exercice du droit de vote, mais une vieille coutume leur interdit « de se mêler ouvertement aux campagnes politiques », et certains ministres défendent à leurs agents de figurer dans des comités électoraux ou de parler ou d'écrire pour ou contre un candidat. D'autre part, les fonctionnaires du Civil Service sont inéligibles à la Chambre des Communes. — Le règlement du 29 Novembre 1884 a exprimé cette règle officiellement, mais l'inéligibilité des fonctionnaires était admise par la coutume depuis longtemps. C'est un principe particulièrement digne d'être relevé, dans la coutume anglaise, que *le Civil Service est tenu de rester à l'écart des luttes politiques* : aucun de ses agents n'est autorisé à sortir de l'attitude de neutralité politique parfaite qui convient à un serviteur de la Couronne. Les fonctionnaires ne se sont pas toujours pliés de bonne grâce à de tels principes, mais les gouvernants n'ont pas cédé. Nous verrons plus loin de quelle façon le gouvernement anglais a lutté énergiquement contre les *déviation politiques des groupements de fonctionnaires*.

Une *Commission du Trésor*, présidée par Lord Blanesburgh, a procédé à une enquête approfondie et publié un rapport sur ce sujet des droits politiques des fonctionnaires en 1925 : « La question des droits politiques des fonctionnaires, dit cette *Commission*, est seulement une question de bonne marche de l'administration. La disposition, de plus en plus marquée, du Parlement, à confier l'exercice de fonctions quasi-judiciaires à des départements exécutifs de l'administration centrale, sans veiller aux précautions indispensables pour prévenir l'arbitraire, aussi bien que les divisions profondes qui existent entre les partis politiques, — toutes ces raisons réunies, rendent hautement désirable le maintien de la réputation d'impartialité qui a toujours été le privilège du Civil Service ». Le principe de l'inéligibilité fut maintenu.

Enfin, les fonctionnaires du « Civil Service », bien qu'engagés par la Couronne selon un mode analogue à celui de l'industrie privée, ne peuvent prétendre à une durée de service délimitée et garantie. La Couronne possède, en vertu de ses privilèges, le droit absolu de révocation sur ses serviteurs, sans avoir à observer de délai-congé, ni à justifier d'aucun motif. La Couronne ne pourrait même pas, *par contrat*, se lier au point de renoncer à son pouvoir de révocation à l'égard d'un individu, pour un laps de temps déterminé. Cependant, la rigueur de la règle est atténuée par certaines « conventions » dont les nécessités pratiques ont fait de véritables règlements : la révocation n'existe actuellement que dans deux cas : dans le cas d'*incompétence notoire* du fonctionnaire, et dans le cas de « *conduite reprehensible* » (*misconduct*), notion assez large, où l'on peut

grouper tous les actes d'opposition passive ou active du fonctionnaire au gouvernement.

De cette esquisse rapide de la situation juridique des fonctionnaires du « Civil Service » on peut conclure à une antinomie avec la position légale des fonctionnaires français : Les uns sont des « Serviteurs de la Couronne » (leur Employeur). Ils sont unis à Elle par un contrat dont les dispositions principales ont été assez minutieusement réglementées par le pouvoir exécutif ; ils sont dans une situation contractuelle « d'employés de la Couronne ». — Les autres, on le sait, sont dans une situation purement légale ou réglementaire : ils ne tiennent leur emploi que de la loi qui peut modifier à son gré toutes les modalités de cet emploi.

§ 3. — *Organisation de l'Administration Centrale de la Grande Bretagne*

Après l'examen de la nature juridique des fonctionnaires du Civil Service, il importe de jeter un coup d'œil rapide sur l'*Organisation* spéciale des Fonctionnaires nationaux en Angleterre :

Il y a, d'une part, les *Fonctionnaires du « Civil Service proprement dit »* qui sont exclusivement employés dans les services *administratifs* de l'Etat. Ce sont tous les employés des divers *Départements* de l'Administration Centrale, et des *services extérieurs* de l'Administration Centrale, qui résident soit à Londres (à Whitehall) soit en province. Ils correspondent aux agents de nos administrations centrales de Ministères et de certains de leurs services extérieurs, en France.

Il y a, d'autre part, les Fonctionnaires du « Civil Service — *lato sensu* » ou « *Employés du Gouvernement* » (Government Employees) qui sont occupés dans des services d'ordre industriel. — Ce sont les employés du « Post Office », des « Arsenaux Royaux », des services extérieurs du Département des Forêts ou du Département des Travaux Publics. Il faut ranger aussi, parmi eux, les *membres de la « Metropolitan Police »*, c'est-à-dire les Policemen de Londres, qui se trouvent sous les ordres directs du « Home Secretary » (Les Policemen de la Cité de Londres sont soumis à un régime spécial : ils dépendent du Lord-Maire de Londres. D'ailleurs toutes les forces de police de l'Angleterre dépendent, on le verra, indirectement, du « Home Secretary »).

Les *Fonctionnaires du Civil Service proprement dit* sont actuellement au nombre de 110.000 environ. Sur ce total on en compte 50.000 à Whitehall, et 60.000 dans les différents services de l'extérieur.

Quant aux *Employés du Gouvernement*, on compte environ 186.000 fonctionnaires dans le *Post-Office* (administration centrale et multiples bureaux de poste de province) et 100.000 fonctionnaires environ dans les *autres Services* ;

(Les agents de la « Metropolitan Police » sont au nombre de 20.000 environ.)

Soit un total de 416.000 *Fonctionnaires Nationaux* en Grande Bretagne.

A) — FONCTIONNAIRES DU CIVIL SERVICE PROPREMENT DIT

Envisageons, *en premier lieu*, les *Fonctionnaires du « Civil Service » proprement dit* et examinons leur *organisation externe et interne* :

1) — ORGANISATION EXTERNE

L'Administration Centrale britannique se divise en plusieurs ministères (Ministers) et « Départements publics » (Public Departments). Ces diverses branches de l'Administration Centrale diffèrent, par leur source historique et leur situation légale, mais elles ont toutes évolué vers un type d'organisation commun, en raison des exigences pratiques. Partout on retrouve, *à leur tête*, des membres du gouvernement responsables, assistés de plusieurs secrétaires parlementaires, qui suivent leur destinée politique, et, *dans leur cadre*, le corps des fonctionnaires du « Civil Service » (Fonctionnaires permanents et sans caractère politique) qui accomplissent la vaste besogne administrative.

En raison de l'*origine* variée des divers Départements de l'Administration Centrale, il est possible de distinguer *quatre types principaux* de Départements :

a) *Anciennes Charges Publiques*

Il y a, d'abord, les *Départements* issus des *anciennes Charges Publiques* confiées à l'aristocratie anglaise : d'abord le *Département de la Maison du Roi* (*King's House-hold*) dont le caractère est surtout honorifique. — *Ensuite les Lords directeurs de trois grands départements* : La Chancellerie,

la Trésorerie, et l'Amirauté. Il existe toujours, en effet, un Lord Haut Chancelier, qui a conservé la plus importante partie de son ancienne autorité, le premier lord et les « quatre lords de l'Amirauté », et les « Lords Commissionners » de la Trésorerie ».

Le Lord Haut Chancelier est le plus ancien et le plus élevé des dignitaires politiques du Gouvernement britannique. Parmi ses fonctions qui sont très nombreuses, les plus importantes se réfèrent à l'administration de la Justice.

La *Chancellerie* occupe peu de fonctionnaires. Mais il convient d'annexer, à la Chancellerie, d'autres Départements, coopérant, avec elle, à l'exercice des fonctions judiciaires et groupant un nombre important d'employés.

Le « Département des *Juristesconsultes* » de la Couronne (*Law Officers department*) à la tête duquel se trouve l'*Attorney General*, assisté d'un *Solicitor General*.

Le « Département du Lord Avocat » (Lord Advocate Department).

Le « Département du Directeur des Poursuites Publiques » (Department of the Director of Public Prosecutions).

En raison de son rôle financier, la *Trésorerie* est la pièce maîtresse de l'Administration Centrale. Elle se tient en contact avec tous les autres Départements, et exerce sur eux un contrôle financier permanent. (Nous verrons plus loin les rapports de la Trésorerie avec le *Civil Service*).

La *Trésorerie proprement dite* ne comprend, avec les organes directeurs [Lords Commissionners : premier lord

de la Trésorerie (Premier ministre) — Chancelier de l'Echiquier — Lords juniors] que quelques lieutenants parlementaires, et très peu de fonctionnaires.

La Trésorerie est en effet un département de direction financière : Elle prépare le budget, surveille la perception des recettes et contrôle leur emploi, mais son action ne s'étend pas à la perception effective des recettes, ou à la dépense elle-même. — Elle n'a donc pas à proprement parler de besogne administrative et ne dirige pas un grand nombre de fonctionnaires propres.

Mais elle a, sous son autorité, la plupart des Départements, affectés à la perception, ou à l'emploi, des ressources publiques. — Ces départements, qui ont une organisation spéciale et un personnel abondant de fonctionnaires, peuvent se diviser en deux catégories :

1) — *Les Départements Subordonnés à la Trésorerie :*

a) Le Département du Revenu Intérieur (*Board of Inland Revenue*) qui compte environ 20.000 fonctionnaires.

b) Le Département des Douanes et de l'Accise (*Board of Customs and Excise*) qui comprend environ 11.000 fonctionnaires.

c) Le Département des Forêts (*Forestry Commission*).

d) Le Département des Domaines de la Couronne (*Commissioners of Crown Lands*).

e) Le Département des Revenus Fonciers (*Office of Land Registry*).

2) — *Les Départements annexés à la Trésorerie :*

a) Le Département de la Cour des Comptes (*Exchequer and Audit Department*).

b) Le Département du Maître-Payeur Général (« *Paymaster General* » Office).

c) Le Département de la Monnaie (*Royal Mint*).

d) Le Département de la Dette Nationale (*National Debt Office*).

e) Le Département des Emprunts pour Travaux Publics (*Public Work Loan Board*).

f) Le Département du Procureur Général et des Avocats du Trésor (*His Majesty Procurator General and Treasury Solicitor Department*).

g) Le Département du Conseil Parlementaire (*Office of the Parliamentary Council*).

h) La Commission du Service Civil (*Civil Service Commission*).

L'*Amirauté* est le Département employant (avec le Post Office) le plus grand nombre de fonctionnaires et d'employés en province ; elle ne compte que 8.000 fonctionnaires dans les bureaux de Londres.

b) *Les Secrétariats d'Etat*

Les « *Secrétariats d'Etat* » étaient autrefois chargés des relations avec les puissances étrangères. Pendant la plus grande partie du xvii^e siècle, il n'y eut que deux « *Secrétaires d'Etat* » : l'un avait, dans ses attributions, les relations avec les puissances du Nord ; l'autre s'occupait des rapports avec les puissances du Sud, mais il réglait en même temps les affaires intérieures et les questions coloniales. Au début du xix^e siècle une série de réformes porta le nombre des secrétaires d'Etat à trois : un pour les Affaires Etrangères, un

pour les Affaires Intérieures, et un pour la Guerre et les Colonies. La Guerre de Crimée eut pour effet en 1854 de scinder le troisième secrétariat en deux fractions : le secrétariat de la Guerre et le secrétariat des Colonies. D'autre part, lorsque le Gouvernement de l'Inde revint à la Couronne, un cinquième secrétariat fut institué en vue de diriger les affaires de l'Inde. La direction des affaires d'Ecosse était confiée, avant la guerre, à un sixième secrétariat. Enfin, après la guerre, la nécessité de coordonner les forces de l'aviation britannique, reconnues d'une importance vitale pour la Grande Bretagne, a provoqué la création d'un septième secrétariat : le Secrétariat de l'Air.

(La situation des sept *Secrétaires d'Etat* offre la particularité suivante : en droit, ils exercent tous une fonction unique, et chacun d'eux peut valablement accomplir les fonctions de tous les autres, à moins que la loi n'en ait disposé autrement.)

On compte aujourd'hui sept *Secrétariats d'Etat* :

1) — *Secrétariat d'Etat pour les Affaires Intérieures* (*Home Office*) à la tête duquel se trouve le « *Home Secretary* ». Le « *Home Secretary* » est le *chef* des Secrétaires d'Etat. Il est, en principe, chargé de toutes les fonctions non attribuées spécialement aux autres secrétaires d'Etat. Aussi ses fonctions sont-elles disparates.

On peut cependant les grouper sous trois chefs distincts auxquels correspondent les subdivisions de ses services :

a) Rapports entre la Couronne et ses sujets (c'est à lui que sont adressées, par exemple, les *pétitions des fonctionnaires*).

b) Maintien de l'ordre sur le territoire britannique (il

a autorité *directe* sur les *Agents de la « Metropolitan Police »*, et *indirecte*, sur les forces de police des autorités locales, par voie d'inspection et même de réglementation).

c) Réglementations diverses et contrôle des Autorités locales.

Le Home-Office compte environ 6.000 fonctionnaires dans ses bureaux.

(Deux principaux Départements sont *rattachés* au Home Office : le *Secrétariat de la Police métropolitaine* (Metropolitan Police Office) et le *Comité des Prisons*.)

2) — *Secrétariat d'Etat pour les Affaires Etrangères* (*Foreign Office*) qui ne comprend pas beaucoup de fonctionnaires.

3) — *Secrétariat pour la Guerre* (*War Office*) qui compte plus de 4.000 fonctionnaires en dehors des agents militaires qui lui sont attachés.

4) — *Secrétariat d'Etat pour les Affaires Coloniales* (*Colonial Office*) qui compte environ 2.000 fonctionnaires.

5) — *Secrétariat d'Etat pour l'Inde* (*India Office*) : un millier de fonctionnaires environ.

6) — *Secrétariat d'Etat pour l'Ecosse* (*Scottish Office*) auquel sont rattachés des départements subordonnés : le Secrétariat de l'Instruction publique pour l'Ecosse (*Scottish Education Department*), le Secrétariat de l'Hygiène pour l'Ecosse (*Scottish Board of Health*) et le Secrétariat pour l'Agriculture (*Department of Agriculture for Scotland*).

7) — *Secrétariat d'Etat pour l'Air* (*Air Ministry*) qui compte près de 2.000 fonctionnaires.

c) *Les Boards et les Comissions*

La Troisième source, (dont dérivent les Départements de l'Administration Centrale), se trouve dans la création récente d'une série de Bureaux (*Boards*) ou de Comités (*Commissions*) qui, pour la plupart, ont surtout pour mission de contrôler l'activité privée ou les autorités locales.

On compte actuellement *quatre Boards et deux principaux Comités* :

1) *Quatre Boards* :

a) *Le Ministère du Commerce (Board of Trade)* dont l'activité est sans cesse croissante. — On peut grouper ses fonctions sous trois rubriques : enquêter, enregistrer, surveiller certaines entreprises. (Ses nombreuses « *Divisions* » correspondent à ses différentes missions) : 1) *Enquêter* : Département du Commerce extérieur (Department of Overseas Trade development and intelligence) — Département de la Statistique (Department of Statistic) — Département des Indices Généraux (Department of General Standards) — Département des Affaires et des Conventions commerciales (Department of Commercial relations). — 2) *Enregistrer* . Département de la Propriété industrielle (Patent Office and Industrial Property). — 3) *Surveiller* : Département des Mines (Mines Department) — Département de la Marine (Mercantile Marine Department) — Département des Sociétés (Companies Department).

b) *Le Ministère de l'Instruction Publique (Board of Education)*.

c) *Le Ministère des Travaux Publics et des Bâtiments*

(Board of Works and Public Buildings) qui compte 3.000 fonctionnaires.

d) *Le Ministère du Contrôle.*

2) *Deux principaux Comités :*

a) Comité de Bienfaisance (Charity Commission).

b) Comité d'Encouragement (Development Commission).

d) *Départements d'Après-Guerre*

Enfin, une Quatrième catégorie de Départements — (appelés Ministères (Ministry) ou Offices (Offices) selon leur importance) — est née des nécessités de la guerre ou de l'après guerre :

D'abord, cinq *Ministères* :

1) — Ministère des Transports (Transport Ministry).

2) — Ministère de l'Hygiène (Health Ministry).

3) — Ministère de l'Agriculture et des Pêcheries (Agriculture and Fisheries Ministry).

4) — Ministère du Travail (Labour Ministry).

5) — Ministère des Pensions (Ministry of Pensions).

Ensuite, six *Offices* :

a) Office des Chimistes du Gouvernement (Government Chemists Department).

b) Office des Recherches Industrielles (Department of scientific and industrial Researchs).

c) Office de l'Arbitrage (Assurance contre le chômage) [Office of the Umpire. (Unemployment Insurance).]

d) Office de la Papeterie (Stationery Office).

e) Office des Administrateurs Publics (Public Trustee Office).

f) Office des Actuaire's du Gouvernement (Government Actuaries Department).

2) — ORGANISATION INTERNE

Quant à l'*Organisation Interne* du Civil Service proprement dit, elle est la suivante :

En 1922, les anciennes « Divisions » du Civil Service ont été remaniées, et les *Fonctionnaires* de l'Administration Centrale sont aujourd'hui répartis en huit classes principales :

1) — En premier lieu, la *Classe Administrative* (*Administrative Grade*), l'ancienne « première division ». — Ces fonctionnaires ont pour mission de rédiger les projets de loi ou de règlement, de fournir aux Ministres la matière de leurs discours, etc... — Ils constituent l'élite du Service (Directeurs, Secrétaires Généraux). — Les fonctionnaires de cette classe se recrutent par la voie du concours à l'extérieur, ou chez les fonctionnaires de la « classe exécutive » qui ont satisfait à un stage dans une section spéciale (*L'Administrative Cadet Grade* », qui leur sert d'Ecole d'application). — Cette classe compte aujourd'hui 1.600 fonctionnaires environ.

2) — En deuxième lieu, la *Classe Exécutive* (*Executive Grade*), chargée du travail technique d'application des règlements et des opérations de comptabilité. — Cette classe se subdivise en deux catégories : les Employés supérieurs et les Stagiaires. Les Stagiaires se recrutent au concours, à l'extérieur, ou chez les fonctionnaires de la classe des Employés. Cette classe contient actuellement 6.000 fonctionnaires environ.

3) — En troisième lieu, la *Classe des Employés* (*Clerical*

Class) divisée en plusieurs catégories. — Les *Employés* se recrutent à la suite d'un examen parmi les jeunes gens âgés de dix-huit ans au plus. On compte 18.000 *Employés* dans cette classe.

4) — En quatrième lieu, *la Classe des Expéditionnaires* (*Assistant Class*) chargée des simples travaux de copie. — Les *Expéditionnaires* tiennent des fichiers, enregistrent et expédient le courrier, etc... — L'élément féminin y est d'ailleurs plus nombreux que l'élément masculin. Les *Expéditionnaires*, dont le nombre s'accroît sans cesse, sont au nombre de 10.000 environ.

5) — En cinquième lieu, *la Classe des Dactylographes et Sténo-Dactylographes*. (Chaque Département ne peut en avoir plus de la moitié du nombre total de ses fonctionnaires).

6) — Enfin, existent Trois *Classes* de fonctionnaires spéciaux :

a) — La *Classe des Fonctionnaires Techniciens* (*Professional Civil Servants*) au nombre de 6.000.

b) — La *Classe des Inspecteurs* (*Surveyors*).

c) — La *Classe des Fonctionnaires auxiliaires temporaires*, dont l'effectif s'élève à 10.000 individus environ.

3) — RÔLE DE LA TRÉSORERIE

C'est la « Trésorerie » qui a la haute main sur l'organisation du « Civil Service ». — La Trésorerie est partagée — depuis 1919 — en trois divisions : La *Division des finances*. — La *Division des crédits* (crédits exigés par les divers départements). — La *Division des établissements* : c'est cette

dernière division, qui, (d'accord avec la Division des crédits, pour toutes les répercussions financières de ses mesures) réglemente les conditions du travail du personnel du Civil Service (répartition, avancement, etc...) Elle coordonne l'activité des divers bureaux chargés du « personnel » dans les différents départements. La Trésorerie s'assure ainsi un contrôle de premier plan sur les traitements et le statut général du personnel en activité dans le Civil Service. Cette prééminence s'explique par le rôle de *direction et de responsabilité financière de la Trésorerie*. (La Trésorerie est, en effet, responsable des dépenses que les « Départements » présentent au Parlement.)

La suprématie de la Trésorerie est consacrée par une *Ordonnance de 1920* : « Le Trésor pourra édicter des règlements, concernant les établissements civils de Sa Majesté, classer le personnel, fixer les salaires et autres conditions de service de toute personne employée dans lesdits établissements à titre permanent ou temporaire ». On verra, plus loin, que les *Trade-Unions de Fonctionnaires* furent visées (à la suite du « Trade-Dispute and Trade-Union Act » du 29 juillet 1927) par des « *Règlements* » rédigés par les *Services de la Trésorerie*, sur l'initiative du Chancelier de l'Echiquier — (Mr W. Churchill) — chef suprême de la Trésorerie. [Le Secrétaire permanent de la Trésorerie s'appelle d'ailleurs le directeur du « Civil Service ».]

Mais, parmi les départements subordonnés à la Trésorerie, figure — on l'a vu — la « *Commission du Civil Service* ». — Cette commission exerce, sous le contrôle plus ou moins direct de la Trésorerie, des attributions importantes sur le personnel du « Civil Service ». Instituée par l'*Ordonnance*

du 21 mai 1855, et réorganisée par la suite, elle comprend trois « commissaires » directement nommés par la Couronne. Elle a pour mission particulière de décider les conditions d'admission au « Civil Service ». Elle réglemente les conditions des concours et décerne, dans les conditions convenues, les « certificats » nécessaires à la « titularisation » des fonctionnaires.

B. — EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT

En dehors du personnel du « Civil Service » proprement dit — il reste à ranger — parmi les fonctionnaires nationaux — les « Employés du Gouvernement » et notamment les agents de la « Metropolitan Police ».

Les « Employés du Gouvernement » comprennent, on le sait, les fonctionnaires du « Post Office », les travailleurs des « Arsenaux Royaux » et les Agents de la « Metropolitan Police » ; nous n'en dirons que quelques mots :

Le « Post-Office » est un vaste organisme à caractère industriel. Il a le monopole des Postes et des Télégraphes. Il a également celui des Téléphones et de la Radio-diffusion, (mais il peut concéder des « licences d'exploitation » à des entreprises privées en ce qui touche ces deux services). Le « Post-Office » étend sur tout le territoire de la Grande Bretagne un immense réseau de « Bureaux ».

Les « Arsenaux Royaux » (Royal Dockyards) sont affectés à la Marine de Guerre. Ils dépendent du Département de l'Amirauté. Les plus importants se trouvent à Portsmouth, Pembroke, Rosyth, Chatham, Sheerness, Devonport, etc...

La « Metropolitan Police » est une des Sections du

« Service de la Police d'Angleterre et du Pays de Galles ».

Le « *Service de la Police d'Angleterre et du Pays de Galles* » comprend toutes les forces publiques de la Police de Grande Bretagne — et se divise en 4 principales « Sections », distinctes par leur organisation, et par les « Autorités Civiles » qui les dirigent. Mais le « Secrétaire d'Etat » du Home-Office (le Home Secretary) a — sur l'ensemble des « Sections » — un pouvoir supérieur de contrôle. Les 4 « Sections » sont :

1) — La *Police de Comté* (County Police).

2) — La *Police de Bourg* (Borough Police).

3) — La *Police de la Cité de Londres* (City of London Police).

4) — La *Police de la Métropole* (Londres et environs) (Metropolitan Police).

Ces diverses « Sections » se subdivisent en « *Corps de Police* » (*Police Forces*). Ces « Corps » se partagent parfois, à leur tour, en « *Divisions* » (c'est le cas de la Metropolitan Police).

Dans chaque « Corps de Police », la *Hiérarchie* est la suivante :

A la tête du « Corps » se trouve l'« Officier en chef » (Chief Officer). Après lui viennent les « Superintendants de la Police » (Superintendents). Puis, ce sont les 3 *grades* (*ranks*) classiques :

1) — Les Inspecteurs de Police (Inspectors).

2) — Les Brigadiers de Police (Sergeants).

3) — Les Agents de Police (Constable).

Seuls — avons-nous dit — les membres de la « Metropolitan Police » peuvent être considérés — à proprement par-

ler — comme des « fonctionnaires nationaux », puisqu'ils dépendent directement du « *Commissaire-Directeur du Département de la Metropolitan Police* » (Département lui-même subordonné au Home Office). C'est donc le « *Home Secretary* » qui a, en définitive, la haute main sur eux, bien que la loi, en raison de la particularité signalée plus haut, ne désigne pas expressément le « Home Secretary », comme « Autorité civile de la Police » mais seulement : « l'un des principaux Secrétares d'Etat » de Sa Majesté. (*One of His Majesty's Principal Secretaries of State*).

DEUXIEME PARTIE

LES TRADE-UNIONS EN GRANDE BRETAGNE

Pour bien comprendre le développement des *Trade-Unions de Fonctionnaires, en Angleterre*, il est indispensable d'avoir un aperçu de l'Histoire et du Statut juridique des *Trade-Unions en général* puisqu'aussi bien, les groupements de Fonctionnaires n'en sont que des exemplaires, doués de caractères spéciaux.

§ 1. — *Aperçu Historique du Mouvement Trade-Unioniste en Grande Bretagne*

On peut distinguer *cinq grandes phases* dans l'Histoire des Trade-Unions : La Période (dite des Origines) d'abord, qui s'étend du début à la fin du XVIII^e siècle. — Une seconde Phase, ensuite, de 1800 à 1824, celle dite du « Combat pour l'Existence ». — De 1824 à 1842, on assiste ensuite à la « Période révolutionnaire » qui coïncide avec les premières années du Chartisme. — Une quatrième Période s'étend de 1842 à 1870, c'est l'époque de formation des grandes Trade-

Unions, répondant au type classique du « *Vieux Trade-Unionisme* ». — Enfin en 1870 s'ouvre la Période « contemporaine » avec l'apparition du « *Néo Trade-Unionisme* », et l'établissement de la législation définitive des Trade-Unions. Pour saisir, dans leur essence, les caractères propres des Trade-Unions actuelles, il convient de suivre leur évolution à travers l'histoire et de relever les faits principaux auxquels elles ont dû leur orientation actuelle.

A) — *Première Période (Origines)*

L'Expression « *Trade-Union* » a désigné pour la première fois, officiellement, quelques associations professionnelles du début du XVIII^e siècle, mais on a voulu établir des liens de parenté entre les Trade-Unions ainsi apparues et certaines institutions plus anciennes. L'origine des Trade-Unions a été longtemps débattue. M. Howell voit dans les « *craft guilds* » — (les corporations de métier du Moyen Age en Angleterre) — la véritable source du mouvement trade-unioniste. Il semble cependant plus juste d'admettre la théorie de M. Brentano, qui, dans une série d'articles, a mis en œuvre les ressources d'une érudition consommée pour établir que les Trade-Unions du XVIII^e siècle, et, par hérédité, les Trade-Unions actuelles, sont issues de certaines « fraternités de salariés » apparues au Moyen Age, au sein des « *craft guilds* » ou à côté d'elles. — Ces « fraternités » seraient des institutions semblables aux « compagnonnages » des pays continentaux, où l'on voit, avec raison, l'origine du mouvement syndicaliste continental. Il est en effet bien admis aujourd'hui que les *craft guilds* étaient des

associations d'artisans, propriétaires de leurs moyens de production ; or les Trade-Unions actuelles sont, par essence, des groupements de salariés.

Les premières associations revêtues du titre de Trade-Unions sont en effet exclusivement des *associations de salariés*, groupés par profession, en vue de défendre ou d'améliorer les conditions de leur travail, et notamment de leur salaire.

La loi ne veut pas d'ailleurs les reconnaître. Au début du XVIII^e siècle, c'est en effet la législation du travail édictée par la Reine Elisabeth qui continue à régir l'Angleterre : or, elle prohibait les coalitions et les associations professionnelles ouvrières.

Mais au cours du XVIII^e siècle, *trois faits importants* vont modifier de fond en comble la situation des salariés :

La révolution industrielle substitue la vaste manufacture à l'atelier : l'employé perd le contact avec son employeur, et ne peut plus discuter aussi aisément que jadis les conditions de son emploi.

Le développement démographique considérable de l'Angleterre au XVIII^e siècle provoque un fort accroissement de la demande de main-d'œuvre : il en résulte une baisse sensible des salaires.

D'autre part, les conditions économiques sont peu favorables : l'agriculture est moins active ; les denrées alimentaires sont chères ; l'Angleterre est en guerre avec les pays continentaux ; il résulte de ces faits une augmentation considérable du coût de la vie dont les salariés sont les premières victimes.

Les ouvriers des manufactures se trouvent dans une si-

tuation très critique : Coïncés entre la baisse des salaires et la hausse du coût de la vie ils sont aux prises avec les pires difficultés. — S'associer, pour opposer à la puissance économique et politique des manufacturiers la force de l'action commune, et pour leur arracher des augmentations de salaires, leur paraît la seule voie de salut. *Dès le milieu du XVIII^e siècle, les Trade-Unions se reforment et se développent.* Mais le Parlement anglais veut appliquer la loi : Il la renforce même de mesures répressives, prohibant expressément le droit de coalition et le droit d'association dans un but professionnel, notamment par la loi du 12 Juillet 1799. *Toutefois, il tolère les sociétés de secours mutuel (Friendly Societies)* qui (abandonnant toute idée de défense professionnelle) se consacrent aux institutions de prévoyance.

B) — *Deuxième Période (1800-1824)*

L'attitude du Parlement hostile aux Trade-Unions donne naissance aux deux faits principaux de la seconde phase de l'histoire des Trade-Unions.

D'abord, l'*Institution d'organismes de prévoyance*. — Les Trade-Unions avaient bien pour but originaire la sauvegarde des intérêts professionnels. Mais, persécutées sous cet aspect par des lois sévères, *elles durent se réfugier sous la législation plus hospitalière des « Friendly societies »*. — Elles constituèrent des « caisses permanentes de chômage » auxquelles s'annexèrent *diverses « caisses de prévoyance »* (Caisses de maladies, caisses d'accidents, caisses de retraites) ou d'assistance (caisses pour secours funéraires). — Elles surent ainsi, au moins temporairement, dissimuler aux yeux du législateur leur véritable caractère. *Mais ce fait*

historique a son importance car aujourd'hui encore (même depuis l'apparition du Néo Trade-Unionisme) les Trade-Unions combinent un système de prévoyance avec une organisation de défense professionnelle.

Ensuite, *l'élaboration d'une nouvelle législation*. Le véritable caractère des Trade-Unions ne tarda pas à se manifester néanmoins au cours de cette période : quelques *grèves* éclatèrent dues à leur action : Elles sont sévèrement réprimées par les lois en vigueur ; *les associations ouvrières réclament dès lors, avec véhémence, l'abrogation de cette législation*. Elles accompagnent leurs revendications d'actes de violence.

Grâce à l'énergique intervention du parti radical, le premier Ministre d'alors, Sir Robert Peel, ordonna une enquête sur la condition des ouvriers : les commissaires enquêteurs se déclarèrent nettement favorables à l'abrogation des lois répressives. *Sur leur proposition furent votées deux lois* : la loi du 21 Juin 1824 et la loi du 6 Juillet 1825 qui donnèrent satisfaction partielle aux Trade-Unions. La législation des Trade-Unions fait désormais partie de la « Common Law ». *Ces lois ouvrent une ère nouvelle dans l'histoire du Trade-Unionisme* : elles accordent (pour la première fois) une certaine liberté d'action aux salariés. C'est, d'ailleurs, à cette époque, que sont nées la plupart des grandes Trade-Unions actuelles.

Cette législation édictait deux mesures essentielles :

D'abord elle reconnaissait pour la première fois le droit de coalition. L'antique délit de coalition (« conspiracy ») était effacé ; mais certains actes de violence ou d'intimidation gardaient leur qualification de délits (notamment le picke-

ting, c'est-à-dire le fait de la part de grévistes de placer des piquets de surveillance pour intimider les non grévistes à la sortie de leur atelier ou de leur domicile).

Ensuite elle *concéda* (pour la première fois également) *le droit d'association dans un but professionnel*. La loi n'ignorait plus les Trade-Unions ; *mais ce n'était pas encore la consécration légale des Trade-Unions*. — La loi ne les reconnaissait que « dans la *mesure* où leur activité n'aboutissait pas à *restreindre la liberté individuelle du travail* » (principe fondamental du droit anglais). — Seule donc, une Trade-Union (ne contenant aucune disposition « *in restraint of trade* ») était légale, et pouvait jouir d'une certaine personnalité morale. — Or il apparaît tout de suite (qu'en raison de leur nature même) la majorité des Trade-Unions, fatalement amenée à restreindre les droits des tiers dans l'intérêt de la profession qu'elles représentent, ne répondait pas à cette disposition. Elles n'existaient donc pas aux yeux de la loi.

C) — *Troisième Période* (1824-1842)

La reconnaissance du droit de coalition et du droit d'association favorisa la *multiplication des Trade-Unions* dans tout le Royaume. (Les unes locales, les autres étendant leur rayon d'action dans tout le pays). *Un fait important se produit alors : la naissance du mouvement de concentration des Trade-Unions*. (Les animateurs du mouvement trade-unio-niste projettent la réunion de toutes les trade-unions en une vaste fédération qui serait la « Trade-Union » : ce projet aboutira plus tard à la constitution du *Trades-Unions Congress*).

D'autre part, la jurisprudence interprétait favorablement la loi sur les Trade-Unions. — On pouvait se croire parvenu à une période d'apaisement.

Malheureusement (de 1825 à 1830) l'Angleterre, affaiblie par la guerre contre Napoléon, subit une *crise économique* particulièrement grave. Les salaires baissèrent de nouveau, et le chômage atteignit plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers.

Ces deux faits : prospérité croissante, et concentration des Trade-Unions, d'une part, crise économique et baisse des salaires, d'autre part, vont déterminer le caractère de la *troisième période*, qui s'étend de 1824 à 1842, la « période révolutionnaire ».

Le rôle *grandissant des Trade-Unions* dans la vie économique portait ombrage aux éléments patronaux, qui durent fréquemment céder devant des grèves organisées. — Ils intercédèrent auprès des pouvoirs publics en vue d'une répression plus vigoureuse de l'activité des « Trade-Unions », dont ils faisaient ressortir le caractère illégal.

Aussi bien, les gouvernants étaient-ils inquiets de la fréquence des conflits industriels dûs aux *difficultés économiques*. Les poursuites contre les Trade-Unions recommencèrent. — (C'est à ce moment que se place (en mars 1834) la célèbre condamnation de six ouvriers de Dorchester à sept années de déportation pour le seul délit d'avoir fait prêter serment de fidélité à une Trade-Union, condamnation qui fut un coup de foudre pour tout le monde ouvrier et le point de départ d'une vaste agitation, entretenue d'ailleurs par Robert Owen, le célèbre réformateur). De telles rigueurs eurent exactement les mêmes effets qu'au commencement du

siècle : les attentats terroristes recommencèrent. — L'agitation devint non seulement économique, mais politique avec le Chartisme, et puis sous le règne de la Reine Victoria.

D) — *Quatrième Période (1842-1870)*

Mais, à la fin du Chartisme, l'Angleterre entre dans une période de *prospérité économique*, et ne connaît pas encore de concurrence sérieuse.

Deux conséquences en résultent :

D'une part, les capitalistes peuvent vendre à haut prix et perfectionner leurs modes de production, ce qui abaisse le prix de revient. Une marge plus grande est ainsi laissée au salaire.

D'autre part, les travailleurs, *mieux payés*, vont, dès lors, orienter spécialement leurs efforts vers la conservation des progrès matériels, dont ils jouissent, par le *développement des institutions de prévoyance*, nées, on l'a vu, au sein même des Trade-Unions, à l'origine de leur histoire.

Les dirigeants des Trade-Unions exigent de leurs adhérents le versement de grosses cotisations en vue d'accroître les ressources des diverses « caisses » de prévoyance. *Les Trade-Unions sont alors réservées à une élite d'ouvriers*, particulièrement bien rémunérés en raison de leurs connaissances techniques (ouvriers spécialisés : « skilled labourers ») et deviennent les cadres d'une véritable « aristocratie du travail ». — Les travailleurs anglais sont divisés en deux camps : la catégorie des « Unionistes », comprenant les ouvriers techniciens, et la catégorie des « Non-unionistes », travailleurs n'ayant pas accès aux Trade-Unions, majorité

des salariés, englobant les ouvriers n'ayant pas un réel apprentissage technique (ouvriers des docks, par exemple) — (unskilled labourers).

On pénètre dès lors dans l'ère classique de l' « *Ancien Trade-Unionisme* ». — C'est l'époque d'organisation et de consolidation des Trade-Unions qui (aujourd'hui encore) sont les plus riches, et les plus puissantes, et qui passent pour le type le plus accompli de l'association ouvrière.

La possession même de fonds importants va rendre difficile la situation des Trade-Unions, dont il ne faut pas oublier le caractère illégal (du moment qu'elles restreignaient la liberté individuelle du travail). En effet, la loi qui, dans ce cas-là, ne les reconnaissait pas, ne leur conférait pas la personnalité morale. Les Trade-Unions ne pouvaient donc, ni posséder un patrimoine propre, ni ester en justice.

Pendant longtemps, les Trade-Unions se considéraient néanmoins en sûreté, et vécurent dans une sécurité trompeuse.

Mais, en 1866, un cas se posa devant les tribunaux, qui devait révéler la précarité d'une telle situation légale. A cette époque, en effet, le trésorier d'une Trade-Union de Bradford détourna les fonds de la Trade-Union qui lui avaient été confiés ; poursuivi devant les juges, il excipa du *caractère illégal* de la « Trade-Union » : ses statuts, disait-il, consacraient une atteinte à la liberté du travail. L'objection prévalut. La Trade-Union fit appel devant la Cour du Banc de la Reine ; la décision des premiers juges fut confirmée. La loi ne tenait aucun compte d'une association qui violait ses prescriptions.

Les Trade-Unions entamèrent dès lors une campagne en vue d'une reconnaissance légale complète.

Par ailleurs, l'Angleterre voit s'intensifier prodigieusement son développement économique. Les entreprises se multiplient, et le nombre des salariés s'accroît sans cesse : ce sont surtout les ouvriers « non qualifiés » qui viennent grossir la troupe. — Mais l'adaptation des conditions du travail aux conditions économiques, dont le rythme s'accélère, ne va pas sans difficultés. — Les années comprises entre 1857 et 1866 sont fertiles en grèves parfois violentes : en 1866, l'« attentat de Sheffield » émut l'opinion publique.

E) — *Cinquième Période (1870-1927)*

Cet ensemble de difficultés juridiques et économiques aboutit, *d'une part* (grâce aux efforts énergiques d'un fameux comité, la « Junta ») à *l'établissement d'un statut législatif des Trade-Unions* (par la loi du 29 Juin 1871) ; *d'autre part*, *au déclin de « l'Ancien Trade-Unionisme »*.

La loi de 1871 comprenait deux sections :

La première section établit le *statut fondamental des Trade-Unions* (Nous en verrons ultérieurement la portée). Des lois postérieures, notamment la loi de 1876, la modifièrent du reste sur certains points.)

La deuxième section réprimait les actes de violence commis à l'occasion des grèves. Elle maintenait notamment la prohibition du « picketing ». (Les dispositions furent sévèrement interprétées par la jurisprudence et durent être corrigées par le législateur dans un sens favorable aux « Trade-Unions » à deux reprises, en 1875 et en 1906).

Les *travailleurs « non qualifiés »* entreprirent, au même moment, la constitution de « Trade-Unions » qui différaient des anciennes Trade-Unions, par leur organisation, et surtout par leur esprit. La grande grève des dockers de Londres, d'où naquit en 1889, l'« Union des Dockers », le plus puissant organisme de l'époque, fut le signal du mouvement nouveau (*le Néo-Trade-Unionisme*). — Ce fut ensuite la constitution de l'« Union des Matelots et des Chauffeurs » aussi puissante que la précédente. — Désormais, une masse des travailleurs non qualifiés, de jour en jour plus importants [*travailleurs manuels, ou employés des entreprises privées et — (fait à souligner) — fonctionnaires nationaux et fonctionnaires locaux* (dès l'année 1890)] se groupera en de vastes et puissantes Trade-Unions, qui, peu à peu, se réuniront par le procédé de l'« Amalgamation » ou de la « Fédération », obéissant ainsi au mot d'ordre de la « *Politique syndicaliste* ».

LA POLITIQUE « SYNDICALISTE »

C'est en effet, aux abords de l'année 1890 que se dessine, en Angleterre, parallèlement aux mouvements analogues sur le continent, *la poussée syndicaliste*. Les théories syndicalistes ont marqué de leur empreinte le « *Néo-Trade-Unionisme* » dès son origine. Les nouvelles Trade-Unions poursuivaient bien des buts professionnels, et, à cet égard, leur programme pouvait se résumer en trois aspirations, successivement satisfaites : fondation de bourses de travail, organisation municipale des travailleurs, établissement de la journée de huit heures. Mais les Trade-Unions ne tardèrent

pas à formuler un programme *politique*, inspiré de la considération de leur propre constitution et de leur puissance acquise. *Ce programme n'est autre que celui du « Syndicalisme intégral »* (prôné en France par des personnalités telles que MM. Paul Boncour, Maxime Leroy ou Amédée Berthod) et adopté en Angleterre, avec des caractères particuliers, sous le nom de « *Guild Socialism* » sous l'impulsion de M. G. D. H. Cole (Self Government in Industry). L'idée fondamentale du « *Guild Socialism* » est de substituer aux organes de représentation politique (tels qu'ils fonctionnent dans le régime constitutionnel actuel de l'Angleterre) un vaste mécanisme de *représentation économique* des diverses forces productives de la nation, *par l'intermédiaire des Trade-Unions*. Dans ce but, le mouvement Trade-Unioniste aura à intensifier ses efforts dans deux directions : Il doit, d'abord, atteindre un état de *Concentration* tel que chaque branche d'industrie soit représentée par un seul organisme ouvrier. En second lieu, chaque *Trade-Union* devra viser à s'assurer un *Contrôle* de plus en plus efficace *sur la gestion de l'industrie qui emploie ses adhérents*. — Ce contrôle sera assez puissant pour que la Trade-Union représente, non plus seulement une masse de salariés, mais une branche de la production nationale elle-même, et devienne ainsi un véritable organe de représentation sociale. En d'autres termes, il s'agirait, comme en France, de mettre fin aux méfaits des gouvernements oligarchiques, en instituant le véritable gouvernement *représentatif*. Dans ce but, il conviendrait de *décentraliser* l'action des pouvoirs publics, non plus sur la base territoriale, mais sur la *base plus rationnelle de la profession* représentée par la Trade-Union, petit

gouvernement démocratiquement organisé, et tout prêt à agir.

La diffusion de ces idées, et leur adoption par la majorité des animateurs des Trade-Unions explique *le caractère particulier du mouvement « Trade-Unioniste » de l'Angleterre contemporaine* : le désir de « *concentration* » aboutit à la création du « Trades-Union-Congress » (T.U.C.) dont le rôle est capital sur le mouvement « trade-unioniste » actuel. Le souci du « *contrôle* » sur l'industrie se manifeste par de nombreuses revendications des Trade-Unions, et par l'orientation prise par les « Conseils mixtes de conciliation » (*Whitley Councils*) dans l'industrie privée *comme dans la fonction publique*. Il se traduit aussi dans diverses méthodes par lesquelles les Trade-Unions réalisent leur souveraineté sur les membres de la profession qu'elles veulent représenter. Les tendances politiques l'emportent désormais sur les aspirations professionnelles, dans l'action des Trade-Unions. L'affiliation d'un grand nombre de Trade-Unions au « *Labour Party* », et les faits récents de la « *Grève générale* » (grève de sympathie) en sont des preuves saisissantes. Mais la tournure politique du mouvement syndical devient particulièrement grave lorsqu'elle atteint *les organes mêmes du gouvernement « politique », c'est-à-dire les Fonctionnaires*.

2) — STATUT JURIDIQUE DES TRADE-UNIONS

A) *Légalité des Trade-Unions*

On a vu (au cours de l'aperçu historique du mouvement trade-unioniste) que la *reconnaissance légale* des Trade-Unions s'est faite en deux étapes :

La loi du 6 Juillet 1825 avait reconnu en premier lieu le droit d'association dans un but professionnel, mais la poursuite d'un tel but ne devait pas aboutir à restreindre directement ou indirectement la liberté individuelle de travail. Cette mesure rendait en fait illégale la majorité des Trade-Unions.

C'est seulement *la loi du 29 Juillet 1871* qui donne au *droit d'association* — sous la forme de la Trade-Union — son *caractère pleinement légal* (*Perfectly lawful*) en prescrivant dans son article 2 : « Nul ne peut être poursuivi pour le fait de son adhésion à une Trade-Union bien que ces unions soient de nature à faire obstacle à la liberté du commerce ». Et dans son article 3 : « Malgré le caractère d'entrave à la liberté du commerce que présentent les Trade-Unions, les

Note : Les principales Lois régissant les Trade-Unions sont :

1. — Trade-Union Act (2 juin 1871).
2. — Trade-Union Amendment Act (30 juin 1876).
3. — Conspiracy and Property Act (13 août 1875).
4. — Trade Dispute Act (21 décembre 1906).
5. — Trade-Union Act (7 mars 1913).
6. — Trade-Union Amalgamation Act (10 juillet 1917).
7. — Trade Dispute and Trade-Union Act (29 juillet 1927).

contrats civils passés entre les membres de ces unions sont valables ».

La loi du 29 Juillet 1871 est ainsi amenée à préciser les buts dont la poursuite par une association confère à celle-ci la qualité de Trade-Union conforme à la loi. *La Définition des Trade-Unions* se trouve non pas au début de l'Act comme on pourrait le croire, mais dans l'avant-dernier article (article 23). La Trade-Union est définie de la sorte :

« Une Trade-Union est toute combinaison temporaire ou permanente, faite en vue de régler les rapports entre travailleurs et maîtres, ou entre travailleurs et travailleurs, ou entre maîtres et maîtres, ou en vue d'imposer des conventions restreignant l'exercice de quelque industrie ou affaire (business) — conventions qui (sans le présent Act) auraient été illégales, comme faisant obstacle à la liberté du travail. »

La loi de 1871 ajoutait cependant que toute Trade-Union, visant dans ses statuts l'un des trois objets suivants : Arrangements entre ouvriers pour leur travail ; — Conventions entre maîtres et travailleurs ; — Conventions touchant le salaire et les gratifications, — ne serait pas légale.

Cette disposition a été abrogée par la loi de 1876 qui est venue rendre légales même les Trade-Unions dont les statuts viseraient un de ces objets.

« Il faut remarquer que la loi de 1871 fait des Trade-Unions reconnues des *corporations ouvertes*, où tout travailleur est libre d'entrer ou de ne pas entrer. — Cette législation libérale, analogue à la législation française, en matière de syndicats, est toujours en vigueur en Angleterre.

La loi de 1913 reprend, et met au point, la *définition* des

Trade-Unions dans son article 1, paragraphe 2 : « L'expression « buts légaux » (statutory objects), employée dans la présente loi, désigne (dit-elle) les objets mentionnés dans la loi de 1876, à savoir : Réglementation des rapports entre maîtres et travailleurs, ou entre travailleurs et travailleurs, ou entre maîtres et maîtres, ou la fixation des conditions restrictives à l'exercice de toute industrie ou affaire, ou (et ceci est une innovation de la loi de 1913) distribution de secours à des membres de la Trade-Union. »

La Trade-Union Act de 1871 prévoyait pour les Trade-Unions la *formalité de l'Enregistrement* — au « Registrar des Friendly societies » — qui leur conférait certains avantages, et leur *reconnaissait publiquement* leur caractère de Trade-Union. Mais cet Enregistrement demeure purement facultatif et n'est pas indispensable pour donner à des Associations professionnelles, le caractère de Trade-Union — qu'elles tirent de leur objet.

B) *Personnalité juridique et Capacité juridique des Trade-Unions*

Il semble qu'il faille analyser le caractère juridique des Trade-Unions (c'est-à-dire des Associations constituées en vue de répondre à l'un des objets qui viennent d'être énoncés) de la façon suivante, pour se conformer aux intentions du législateur :

On sait que les associations anglaises se répartissent en *deux grandes catégories* (subdivisées elles-mêmes en plusieurs espèces) :

Ces deux grandes catégories sont : d'une part, les Cor-

porations ; d'autre part, les Associations Volontaires (Voluntary Associations).

1)- Les *Corporations* doivent uniquement leur existence à un acte du pouvoir royal ou à un statut parlementaire. *Elles ont la personnalité morale.*

2) Les *Associations Volontaires*, au contraire, tiennent leur existence non pas d'un acte des pouvoirs publics, mais de la seule volonté de leurs adhérents. Elles sont soumises non pas à un acte spécial, comme les Corporations, mais à la loi commune, purement et simplement (common law) ; elles ressemblent aux associations non déclarées en France.

— *Elles n'ont pas la personnalité morale.*

Or, on s'accorde à ranger les *Trade-Unions* dans cette seconde catégorie ; et cela pour deux raisons : D'abord, parce que l'intention (implicitement manifestée par le législateur de 1871) est de ne pas ranger les *Trade-Unions* dans les *Corporations* : une loi de 1862 sur les « Compagnies » réglemeute longuement la formalité de l'Enregistrement, et elle déclare : « Que le seul *enregistrement* fait de la Compagnie une *Corporation* ». Or, les articles 7 et suivants qui prévoient (dans la loi de 1871) la même formalité d'Enregistrement, pour les *Trade-Unions*, reproduisent presque intégralement le texte de la loi de 1862, mais se gardent bien d'attribuer à l'enregistrement des *Trade-Unions* le même effet. — Le texte semble avoir été volontairement abrégé.

[Et il demeure bien entendu que la législation applicable aux autres associations (telles que les Compagnies ou les *Friendly societies*) ne s'applique pas aux *Trade-Unions* : c'est ce qui ressort de l'article 5 de la loi du 29 Juin 1871.]

En second lieu, les *règles de fond* des Associations Volon-

taires sont l'application même des principes généraux du droit anglais. Prenons, par exemple, les règles qui gouvernent la matière du contrat d'association, du mandat, de la propriété.

L'Association Volontaire est un contrat : les clauses de ce contrat d'association sont insérées dans des Statuts. Ceux-ci, bien entendu, ne doivent violer aucune disposition législative ; ils doivent recevoir le « consensus » unanime des premiers adhérents, mais peuvent être modifiés, par la suite, avec le seul consentement de la majorité.

Les dignitaires des Associations Volontaires (les « Officers ») agissent en qualité de « mandataires » de l'association. La validité de leurs actes et les conséquences de ces actes (responsabilité de l'association) sont réglées par les principes généraux relatifs au « mandat » (agency).

Enfin la détention des biens de l'association (conformément à des règles générales propres à l'Angleterre) prend la forme du fidéicommiss ou du « trust ». Les biens meubles et immeubles sont entre les mains d'un certain nombre de « Trustees », propriétaires de ces biens aux yeux de la loi ; les membres de l'association n'ont, sur ces biens, qu'un droit d'« usus » et de « fructus ».

Or, le Régime, qui sert de base aux Trade-Unions, n'est autre que celui dont viennent d'être tracées les grandes lignes. Les Trade-Unions ne sont donc pas des Corporations, mais bien des Associations Volontaires. Il s'ensuit — et le fait est à noter — que les *Trade-Unions n'ont pas la personnalité morale*.

Il reste à faire deux remarques intéressantes, comme

suite logique à ce qui vient d'être dit précédemment : l'une sur la responsabilité civile des Trade-Unions ; l'autre sur les actes juridiques des Trade-Unions.

En ce qui concerne *la responsabilité civile* des Trade-Unions, il a été longtemps admis en Angleterre, par différents auteurs, que les Trade-Unions ne pouvaient pas être poursuivies en justice en réparation des dommages qu'elles causaient à des tiers. Cependant, la Chambre des Lords, statuant comme Cour Suprême, rendit, sur ce sujet, un arrêt contraire à cette tradition : il s'agit du fameux arrêt du « Taff Vale Railway » rendu le 23 Juillet 1902 : le personnel de la Compagnie de Chemin de Fer (le Taff Vale Railway) était affilié à une Trade-Union. Ce personnel se mit en grève. Pour le remplacer, la compagnie engagea au loin les ouvriers. Mais à l'arrivée de ceux-ci, les délégués de la Trade-Union les décidèrent par la corruption et l'éloquence à rompre leur contrat de travail et à repartir. La Compagnie assigna aussitôt la Trade-Union en dommages et intérêts pour le préjudice subi par sa faute. Elle gagna son procès en première instance, mais le perdit en appel. La cause fut alors portée devant la juridiction la plus élevée, la Chambre des Lords siégeant au Contentieux. Or, dans son arrêt, la Chambre des Lords donnait raison à la Compagnie : elle jugeait que la Trade-Union, en débauchant les ouvriers engagés par la Compagnie, avait causé à celle-ci un dommage dont elle devait réparation selon le droit commun. La Trade-Union fut condamnée au paiement d'une forte somme à titre de dommages-intérêts.

Cet arrêt qui ruinait la théorie de l'irresponsabilité civile des Trade-Unions fit sensation dans le monde des Trade-

Unions. A vrai dire, s'il paraissait normal qu'une Association puisse être poursuivie et condamnée pour les faits préjudiciables dont elle est l'auteur volontaire, l'arrêt n'en était pas moins contraire aux intentions du législateur qui avait refusé au Trade-Union la personnalité morale.

Pour éviter le retour d'une semblable jurisprudence, les Leaders syndicalistes, soutenus par la majorité libérale parvenue au pouvoir en 1906, obtinrent le vote du « *Trade-Dispute Act* » de 1906 qui (dans sa section 4) pose le *principe de l'irresponsabilité civile des Trade-Unions* :

« Toute action en Justice contre une Union de salariés ou d'employeurs, ou contre un de ses membres ou de ses agents, qui tendrait à la réparation d'un préjudice qu'on prétendrait avoir été causé par la Trade-Union ou pour son compte, doit être déclarée irrecevable par les Tribunaux ».

Cette législation (*dont bénéficiaient les Trade-Unions de fonctionnaires, comme toutes les autres Trade-Unions*) était on le conçoit extrêmement favorable au mouvement Trade-Unioniste. Mais elle a soulevé maintes protestations par la suite ; après la Grève générale de 1926 en Angleterre, le législateur dans le « *Trade-Dispute and Trade-Union Act du 29 Juillet 1927* » (clause 1 et clause 2) a *limité* la portée de son principe.

Les Trade-Unions, notons-le finalement, ne peuvent accomplir des actes juridiques que par l'intermédiaire de certains administrateurs, les « *Trustees* », jouant le rôle de fidéicommiss.

Les « *Trustees* » ont la gestion de tous les biens de la Trade-Union. En cette qualité, ils ont le droit de représenter en justice la Trade-Union, pour tous les litiges relatifs à ses

biens. Etant donné l'importance du rôle imparti aux Trustees, le Trade-Union Act de 1871 ordonne aux Trade-Unions de fixer dans leurs statuts, de façon précise, les droits et les obligations des Trustees, leur mode de nomination et le système de renouvellement ou d'annulation de leur mission. Les Trustees sont enfin responsables, comme dépositaires, et non comme débiteurs, des capitaux de la Trade-Union. Les actes juridiques permis aux Trade-Unions (par le canal des Trustees) sont énumérés par la loi de 1871 — qui établit par ailleurs une liste de contrats interdits aux Trade-Unions.

Ce régime juridique s'applique aux Trade-Unions de fonctionnaires comme aux autres.

Les Trade-Unions de Fonctionnaires Nationaux en Grande Bretagne

AVANT PROPOS

Les Fonctionnaires Nationaux de la Grande Bretagne se sont groupés en Trade-Unions : Si l'on feuillette l' « *Annuaire des Associations Industrielles* » (1) on relève un grand nombre d'Associations dans le corps des Fonctionnaires : (tantôt associations amicales, tantôt sociétés de secours mutuel) sous la *rubrique* suivante : « *Employés du Gouvernement* ». Or, ces diverses Associations de Fonctionnaires sont, en réalité, presque toutes, des « *Trade-Unions* ». Quelques-unes sont *enregistrées* en qualité de « Trade-Union », la plupart ne sont pas enregistrées du tout ; mais, dès qu'elles se proposent dans leurs statuts la « défense des intérêts professionnels de leurs membres », elles deviennent ipso facto, des « Trade-Unions », puisque c'est l'objet que la loi reconnaît précisément à ces associations (Trade-Union Act du 29 Juin 1871, art. 23) ; or, la plupart des Associations de

(1) « Directory of Industrial and other Associations ».

Fonctionnaires, non-enregistrées comme Trade-Unions, ont inséré la clause de « défense professionnelle » dans leurs statuts — ou agissent dans ce sens. (Seules, les associations qui ne s'occupent nullement des intérêts professionnel de leurs membres ne peuvent être considérées comme des Trade-Unions. Mais elles ne sont guère nombreuses).

Les Fonctionnaires Nationaux de Grande-Bretagne se sont donc groupés en Trade-Unions (c'est-à-dire — sous réserve des restrictions déjà exprimées — en « *Syndicats* »).

Il importe d'étudier, *en premier lieu*, l'organisation, l'action et les méthodes de ces Trade-Unions, *en second lieu*, leur développement, et, *en troisième lieu*, l'attitude des pouvoirs publics.

SECTION I

Organisation, Action et Méthodes des Trade-Unions de Fonctionnaires

PREMIERE PARTIE

I. — ORGANISATION DES TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES

CHAPITRE PREMIER

Organisation administrative

Par leur organisation administrative, et par leur *forme de gouvernement*, les *Trade-Unions de Fonctionnaires* sont, comme les Trade-Unions de l'industrie privée, *essentiellement démocratiques et représentatives*. Sitôt inscrits, les membres des Trade-Unions sont placés sur un pied d'égalité absolue avec tous les autres membres de l'Association, pour tout ce qui concerne la marche du groupement. Les *Constitutions* des Trade-Unions sont rédigées par elles avec une certaine liberté ; la loi leur impose cependant quelques res-

trictions, dont les principales sont l'œuvre de la loi récente, le fameux « *Trade Dispute and Trade-Union Act* » du 29 Juillet 1927. On pourrait en conclure à une disparité dans les formes constitutionnelles des *Trade-Unions de Fonctionnaires*, comme des autres Trade-Unions. Or il n'en est rien. Toutes ces Trade-Unions ont comme *trait commun* d'être de véritables gouvernements autonomes doués, on le verra, d'une triple souveraineté, *exécutive, législative et judiciaire*.

Les seules variations dans le mode de constitution des Trade-Unions de Fonctionnaires proviennent des modifications survenues dans les constitutions primitives, soit par suite d'une *expansion géographique*, soit en raison de leur *concentration* dans une même localité (par suite de la similitude ou de la connexité des professions exercées par leurs membres respectifs).

§ 1. — *Trade-Unions de Fonctionnaires avec ou sans*
« *Branches Locales* »

L'expansion géographique des Trade-Unions a abouti à la *création* de deux types distincts :

I. — TRADE-UNIONS LOCALES

Il y a, en premier lieu, les Trade-Unions se composant d'une seule branche [(*Single Branche Union*), (*Trade-Union locale*)] ne dépendant que d'elles-mêmes, et douées d'une parfaite autonomie.

Elles peuvent résulter, soit de la création spontanée d'une Trade-Union par les membres de la même profession, soit

de la fusion de deux ou plusieurs Trade-Unions en une seule, par le procédé de l'Amalgamation (qui est, on le verra, un mode de concentration des Trade-Unions).

Ces Trade-Unions se rencontrent encore aujourd'hui dans le *Civil Service*. Les constitutions de ces Trade-Unions ont servi de *modèle* aux organismes plus complexes qui se sont développés par la suite. Il est donc intéressant d'insister sur leur organisation : on y distingue les organes exécutifs et les organes législatifs. (Le pouvoir judiciaire appartient tantôt à ces deux organes à la fois, tantôt à un organe spécial).

A). — *Organe Exécutif*

L'*Organe Exécutif* comprend deux éléments principaux :

D'abord un *Elément de direction* : le *Comité exécutif* (*Executive Committee*) composé d'un certain nombre d'individus élus par l'ensemble des membres de la Trade-Union. Le Comité exécutif se compose d'un *président* et d'un *secrétaire* (assisté parfois de secrétaires adjoints).

Il y a ensuite, une *Elément administratif d'exécution*, formé par l'ensemble des « *Employés* » (*Officials* » ou « *Officers* ») de la Trade-Union, et les *Trustees*, chargés de la besogne administrative et financière. Ces employés sont nommés généralement par le Comité Exécutif. Dans le cas d'une « *Single Branche Union* », ce sont généralement des Fonctionnaires, comme les autres, qui emploient une partie de leur journée à de telles fonctions. Ils reçoivent à ce titre une gratification généralement légère (quelques shillings par semaine) mais variant en raison de l'importance de la beso-

gne qui leur est confiée. Toutefois dans les « *Single Branche Unions* » les mieux organisées (c'est le cas de la plupart d'entre elles dans le Civil Service), les *Employés (Officials)* de la Trade-Union sont des administrateurs de carrière consacrant tout leur temps à leurs fonctions administratives et financières : ce sont des « *Full time Officials* ».

Les *attributions* de l'*Organe Exécutif* de ces Trade-Unions sont parfois considérables. Le Comité Exécutif est un *véritable organe de gouvernement*. Dans la Single Branche Union, il siège d'une façon quasi-permanente. Convoqué par son président, il se réunit généralement chaque semaine. Il interprète les statuts dans le silence des textes ; il fait des *règlements* et veille à leur application ; il règle les questions *financières* ; il assigne au secrétaire général sa besogne hebdomadaire et le tient fréquemment sous sa dépendance. Il établit les *rapports* mensuels et le bilan annuel. Il juge les conflits d'ordre secondaire.

Les « *Officials* » ont des *fonctions* nombreuses et souvent assez délicates : confection et mise à jour des dossiers, des fiches, des registres, des statuts ; travail de correspondance ; de publicité ; rédaction de bulletins, d'avis, etc... ; comptabilité ; opérations budgétaires diverses ; rédaction de rapports ; service de Caisse, etc...

B.). — *Organe législatif*

L'*Organe Législatif* des Trade-Unions de Fonctionnaires n'est autre que l'*Assemblée générale* de tous les membres de la Trade-Union (*General Meeting*). On ne peut concevoir de démocratie plus directe. Les *Assemblées Générales* (qui

se réunissent assez souvent (une fois par mois dans les Single Branch Unions) ont les *attributions* suivantes :

a) Election du *Comité exécutif* (généralement à main levée).

b) Examen des Rapports du *Comité Exécutif* et du bilan annuel.

c) Surveillance de la gestion générale du *Comité Exécutif* et des *Officials*.

d) Pouvoir de réclamer la *Referendum* — (institution qui se répand de plus en plus dans les Trade-Unions) — sur les questions déterminées par elles — et de se prononcer par voie de *Referendum* sur les décisions les plus importantes.

e) Pouvoir de trancher les *litiges* graves et tous différends en dernier ressort.

Les Fonctions Judiciaires n'appartiennent pas nécessairement à un organe spécial. Le pouvoir judiciaire suprême appartient, en principe, on vient de le voir, au *Comité Exécutif* (qui juge les différends d'ordre secondaire) et à l'*Assemblée Générale* qui juge les litiges les plus importants et tous « différends » en dernier ressort. Mais il peut arriver — et il arrive quelquefois — qu'un *Conseil spécial* (*Advisory Council*) ait pour mission de recevoir les plaintes (*appeals*) des membres de la Trade-Union. C'est un véritable *petit tribunal* ; à telle enseigne que certains de ces « *Conseils spéciaux* » ont reçu la dénomination de « *Cours* » (par exemple dans l'organisation de « *l'Union of Post Office Workers* »).

II. — TRADE-UNIONS « NATIONALES »

Il y a, en *second lieu*, les Trade-Unions comprenant *plusieurs Branches locales* sur l'ensemble du territoire national (*National Unions*).

Ces « Unions nationales » peuvent être soit des Trade-Unions proprement dites, soit des Fédérations de Trade-Unions (fédérées suivant le mode que l'on verra plus loin). *Ces Unions nationales sont moins fréquentes dans le Civil Service que dans les autres branches de l'activité nationale en Angleterre.* Les fonctionnaires sont, en effet, groupés pour la plupart à Londres. Néanmoins, de nombreuses fractions du Civil Service existent *en province* dans les services extérieurs. (C'est le cas du Post-Office, de l'Amirauté, du Département des Forêts et des Travaux Publics, ou des Départements financiers).

Les « Unions Nationales » laissent à leurs *Branches locales* l'organisation dont nous avons examiné le mécanisme : comité exécutif, officials, assemblées générales, etc. *Mais elles leur superposent une organisation*, dont le but est de coordonner entre elles les diverses branches locales.

Il y a d'abord les « *Comités de District* » (*District Committee*). Les *Districts* sont en Angleterre des subdivisions administratives analogues à nos arrondissements. *Le Comité de district* exerce une certaine autorité sur les diverses branches locales du District. Il est surtout le lien entre les Branches locales et le Pouvoir Central. Dans « *l'Union of Post Office Workers* », les Comités de district qui ont pris le titre de « *Conseils de district* » (*District Councils*), ont seu-

lément un rôle de propagande et n'ont aucun pouvoir sur la réglementation des branches locales. Les pouvoirs des Comités de district sont plus larges dans la « *Civil Service Confederation* ».

Enfin, il y a, au sommet (à Londres), pour les National Unions du Civil Service, le *Pouvoir Central*. La constitution des organismes centraux est généralement *calquée* sur la constitution des branches locales précédemment décrites. Le *pouvoir exécutif* est en principe entre les mains d'un *Comité exécutif national*. Ce « *Comité exécutif national* » se compose des *représentants* des diverses Branches locales suivant le mode de représentation en usage dans les fédérations : Les diverses Trade-Unions locales sont groupées en « *sections* » sur une base géographique, et chaque *section* élit un nombre de représentants proportionnel à son effectif. En fait ces représentants ne peuvent, en raison de leur éloignement, venir siéger fréquemment et les séances du Comité Exécutif se tiennent, contrairement à ce qui existe pour les branches locales, à des intervalles assez éloignés.

Par suite, ce sont les dirigeants du Comité : le *Président* et le *Secrétaire* (*Head Office Officials*) qui détiennent en fait tous les pouvoirs reconnus au Comité Exécutif, pouvoirs qui se résument en une mission de surveillance et de coordination générale des branches locales, par le canal des *Comités de district*.

Il y a, de plus, la besogne administrative (propre à l'organisme central) confiée à des « *Officials* ».

Des « *Assemblées générales nationales* » ont lieu chaque année dans lesquelles les diverses branches locales sont représentées par des délégués. Ces assemblées ont une mis-

sion de législation générale, elles discutent de questions d'ordre national les plus importantes, d'après les dispositions d'un ordre du jour rédigé par le Comité Exécutif qu'elles sanctionnent par un vote.

§ 2. — *Modes de Concentration des Trade-Unions de Fonctionnaires*

La Concentration des Trade-Unions, sur la base de la similitude ou de la connexité des professions exercées par leurs membres est un des traits caractéristiques du mouvement syndical, en Angleterre, comme ailleurs. Le mouvement de concentration s'est fait sentir dans les Trade-Unions du Civil Service, avec une intensité plus marquée que dans les autres branches de l'activité nationale, en raison de l'énergie et de la clairvoyance des chefs du mouvement syndicaliste dans le Civil Service. Il s'est opéré suivant le procédé de l' « Amalgamation » ou le procédé de la « Fédération ».

I) *Amalgamation*

Le Procédé de l' « Amalgamation » consiste à faire fusionner complètement deux ou plusieurs Trade-Unions anciennes — (soit qu'elles n'aient qu'une seule branche (Single Branch Union) soit qu'elles aient déjà réuni plusieurs branches locales (National Union) en une nouvelle Trade-Union, qui prend un nouveau nom — et s'organise suivant des bases différentes. Toutefois la Nouvelle Trade-Union conserve généralement la structure précédemment décrite : Comité exécutif, etc. Les Amalgamations doivent

être décidées par le commun accord des membres des Trade-Unions désireuses de fusionner : Les projets d'amalgamation sont soumis à l'Assemblée Générale (de la Trade-Union ou des branches) qui délibère et vote sur la question. Si deux Trade-Unions différentes ont émis, chacune de leur côté, un vote favorable, l'Amalgamation est acquise. Mais le procédé de l'Almagamation se heurte à des *obstacles* de la part du législateur, ou de la part des *Trade-Unions* elles-mêmes.

Le législateur anglais n'a jamais vu d'un bon œil les amalgamations. Aussi avait-il réglementé de façon rigoureuse les conditions du *scrutin* nécessaire à l'amalgamation dans le *Trade-Union-Act-Amendment de 1876* : Pour que le vote fût valable, la majorité en faveur de l'Amalgamation devait être des 2/3 -- non pas des votants -- mais des inscrits. Cela rendait malaisées les Amalgamations. Par le *Trade-Union-Amalgamation Act de 1917*, le législateur a imposé des conditions moins sévères : La validité du vote est subordonnée aux conditions suivantes : le nombre des votants doit atteindre 50 % du nombre des inscrits ; et les votes *en faveur* de l'Amalgamation doivent dépasser de 20 % les votes *hostiles* à l'Amalgamation.

En second lieu, des difficultés peuvent surgir, soit au point de vue financier — car il faut faire fusionner les Caisses (funds) (et, dans les cas où des caisses spéciales de secours ont été fondées, les difficultés sont encore plus grandes, car il faut tenir compte des contributions déjà versées aux anciennes Trade-Unions), *soit au point de vue administratif*, car les statuts doivent être révisés, *soit* encore du point de vue du *personnel*, car des susceptibilités s'éveil-

lent lorsqu'il s'agit de constituer l'administration de la nouvelle Trade-Union avec les cadres anciens.

Enfin le procédé de l'*Amalgamation* devient très *malaisé* lorsque, bien qu'appartenant à la *même profession*, des employés sont affectés à des *besognes de nature différente*. Le *sentiment de la hiérarchie est en effet très sensible parmi les Fonctionnaires*, en raison du caractère de leur profession et du tempérament anglais. Les uns sont de simples ouvriers ou employés. Les autres sont des « surveillants » (surveyors). D'autres sont des Techniciens ou des Ingénieurs. Il est difficile d'arriver à faire fusionner de tels éléments. Ces obstacles se sont fait particulièrement sentir dans le Civil Service et dans le Post Office. Les « Techniciens » du Civil Service ont formé une organisation à *part* tandis que dans le Post-Office, les Surveillants et les Ingénieurs s'associaient également *chacun de leur côté*. Tout projet d'amalgamation entre ces divers éléments du Post Office a échoué jusqu'à ce jour.

Néanmoins, le mouvement d'amalgamation, au sein de chaque branche, s'est développé dans le Civil Service, surtout depuis la guerre.

II) *Fédération*

Le procédé de la « *Fédération* » diffère essentiellement du précédent en ce qu'il conserve aux Trade-Unions « fédérées » leur parfaite autonomie administrative et financière. Ce mouvement de *concentration* a été favorisé par l'introduction des « *Conseils Whitley* » dont l'organisation incite à la formation de puissantes associations représentatives du

personnel et par la *législation de la Guerre* (règlementations collectives des salaires, par exemple). Le *Civil Service*, dans lequel a été établi le « Whitley System », a vu de la sorte se développer de *puissantes Fédérations*.

Les « Fédérations » peuvent englober des Trade-Unions situées dans des localités différentes ou dans la même localité. Dans le premier cas, elles sont des « National Unions », telles que nous les avons étudiées. (A ce type appartient la « Civil Service Confédération »). Dans le second cas, au lieu de réunir des Trade-Unions de la même profession, mais de localité différentes, elles concentrent des Trade-Unions de professions connexes, mais dans la même localité (à Londres, par exemple). (A ce type appartient l'« Institution of Professional Civil Servants »).

CHAPITRE II

ORGANISATION FINANCIERE

§ 1. — Dépenses

Les Trade-Unions ordinaires ont à effectuer des Dépenses de diverses catégories :

Il y a, d'abord, les Secours (Benefits). [Les Trade-Unions ont ceci de particulier — il ne faut pas l'oublier — qu'elles jouent également pour leurs adhérents un rôle analogue à celui des *sociétés de secours mutuels* pour leurs membres.] La plupart des Trade-Unions prélèvent sur le montant de leurs cotisations des sommes destinées à alimenter diverses « *Caisses de Secours* ». Les Caisses de Secours procèdent à des versements d'allocations, dans certains cas énumérés dans leurs statuts (tels que : *Grève, Lock out, Chômage, Maladie, Accident, Frais de funérailles, Retraite, Assistance judiciaire*, etc...) Ces caisses sont généralement indépendantes les unes des autres. Chaque caisse reçoit une dénomination conforme à la nature des secours qu'elle distribue : par exemple, « *Caisses de Chômage* », « *Fonds de Grève* », etc... [Ce sont d'ailleurs ces deux sortes de caisses : Caisse de Chô-

mage, Fonds de Grève, qui sont les plus fréquentes.] *Il y a*, outre ces Caisses de Secours proprement dites, les « *Caisses politiques* » (Political Funds) destinées à *l'action politique des Trade-Unions*. Le fonctionnement des caisses de secours, satisfaisant avant la guerre, a laissé à désirer dans la période d'après guerre : d'abord à cause de l'instabilité des prix qui a déjoué toutes les prévisions ; ensuite en raison de l'incompétence fréquente des administrateurs (trustees) des Trade-Unions, qui promettaient des versements de secours hors de proportion avec le montant des cotisations. Ces troubles financiers ont parfois amené des perturbations dans le milieu « trade-unioniste ».

Les Trade-Unions de fonctionnaires n'ont pas développé les caisses de secours dans la même proportion que les Trade-Unions de l'industrie privée. *Beaucoup même n'ont pas du tout de caisses de secours* (they do not pay benefits). Cette particularité tient à *trois raisons* principales : *D'abord*, à ce que les Trade-Unions de fonctionnaires sont *d'origine récente* : elles n'ont pas eu, comme les anciennes Trade-Unions, à emprunter la forme de « friendly societies » en vue d'échapper aux rigueurs de la loi. Elles sont dominées par le souci des intérêts professionnels.

Ensuite, elles se recrutent chez des *Fonctionnaires* pour lesquels l'Etat a prévu toute une organisation de retraites et d'allocations variées. D'autres secours leur apparaissent ainsi souvent superflus. [On a longtemps prétendu que les fonctionnaires se distinguaient précisément des autres employés en ce qu'ils profitaient, grâce à la générosité de l'Etat, d'avantages pécuniaires particuliers. Cette idée se

retrouve souvent dans les discussions relatives à la situation des fonctionnaires au Parlement ou ailleurs.]

Enfin, la grande majorité des Trade-Unions de fonctionnaires n'a pas de « Fonds de Grève » — (et beaucoup d'entre elles n'ont pas de « Caisse politique ») — en raison des méthodes qu'elles se sont assigné.

Il y a, ensuite, les divers *frais* d'administration des Trade-Unions (Management expenditures) par exemple le traitement des « officiels ». Dans les *Trade-Unions de Fonctionnaires*, qui ne versent pas de « secours importants », c'est même le paiement des « officiels » qui constitue la principale source de dépenses.

Notons qu'il est de règle dans toutes les Trade-Unions de se constituer — comme dans tout groupement avisé — un « *Fonds de Réserve* » annuel.

§ 2. — *Ressources*

Les Trade-Unions puisent leurs *Ressources* dans les « *Cotisations* » qu'elles réclament à leurs membres (*Contributions*). Elles établissent, dans leurs *statuts*, le « *taux des cotisations* (rate of contribution). Ce taux sera évidemment plus ou moins élevé selon l'importance et la nature des dépenses que la Trade-Union s'est proposée d'assurer. *Il est généralement modéré dans les Trade-Unions de fonctionnaires*. Cela tient précisément à ce qu'elles n'ont pas donné aux caisses de secours l'extension qu'elles connaissent dans les autres Trade-Unions.

« Ainsi, dit M. G. D. M. Cole (dans son ouvrage : *Organised Labour*) dans le *Civil Service* et le *Post-Office*, les coti-

sations sont, en principe, *très peu élevées* : elles ne sont d'ailleurs payées que tous les mois ou tous les trimestres au lieu d'être versées hebdomadairement ». — La cotisation *annuelle* de la « Postmen's Federation » (avant sa fusion) ne dépassait pas 1 sh. 6 d. et l'« Assistant Clerks Association » n'exigeait pas plus de 1 sh. *par an* de ses adhérents

Ces cotisations se sont cependant relevées. L'*Union of Post Office Workers* (dans laquelle s'est fondue la Postmen's Federation) exige actuellement une cotisation de 5 d. *par semaine*, mais institue des tarifs de faveur pour ses membres ne gagnant pas plus de 30 sh. par semaine. Le montant des cotisations demandées par les *Trade-Unions de fonctionnaires* reste néanmoins sensiblement inférieur à celui que les autres Trade-Unions exigent de leurs membres.

DEUXIEME PARTIE

ACTION DES TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES

Les *Trade-Unions de Fonctionnaires* se distinguent encore des Trade-Unions ordinaires par leur *action* et par leurs fonctions générales. *Sur le terrain professionnel*, d'abord, elles se sont *particulièrement* attachées à la création et au perfectionnement des institutions de conciliation et d'arbitrage. (On le verra, elles n'usent pas, au moins en principe, de l'arme de la grève). Elles se sont largement employées à l'amélioration des conditions générales du travail des fonctionnaires. *Sur le terrain politique*, quelques-unes d'entre elles ont manifesté, d'autre part, une certaine activité.

CHAPITRE PREMIER

ACTIVITE PROFESSIONNELLE DES TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES

[*Les Trade-Unions de Fonctionnaires et les Institutions
de Conciliation et d'Arbitrage*]

AVANT-PROPOS

On a vu que la situation du fonctionnaire anglais diffère — à certains points de vue — de la situation de l'employé ordinaire. Il est notamment toujours exposé à une révocation immédiate, puisqu'il est employé « pendant le bon plaisir de la Couronne », et il ne peut intenter une action en dommages-intérêts, pour un renvoi injustifié, puisque la Couronne ne peut être attaquée en justice « sans son consentement ».

Les *Trade-Unions de Fonctionnaires* ont protesté, depuis longtemps, contre la précarité d'un tel sort. Jusqu'en 1919, les Trade-Unions de fonctionnaires déposèrent fréquemment des « *mémoires* » entre les mains du Trésor pour discuter certaines questions professionnelles, envisager ou réclamer

des modifications, ou pour demander la solution de certains litiges. Mais ces mémoires n'étaient pas toujours bien reçus.

Peu de temps avant la Guerre — *en 1912* — le Gouvernement avait consenti à l'institution d'un « *Tribunal d'Arbitrage* » — indépendant — *chargé de déterminer les conditions de l'emploi dans le Civil Service pour les fonctionnaires subalternes*. Les décisions de ce tribunal étaient souveraines. Des *Délégués des Trade-Unions* pouvaient agir comme *plaignans* et des Délégués de la Trésorerie représentaient la partie adverse. Le Tribunal disparut *en 1914*.

Après la Guerre, la condition matérielle des fonctionnaires devint — de même que celle des employés privés — fort difficile, en raison de l'augmentation du coût de la vie. En vue de satisfaire à des doléances maintes fois exprimées, le Gouvernement anglais décida, au début de 1916, d'instituer des « *Organismes Officiels* » de *Conciliation et d'Arbitrage*. Ces organismes répondaient à la double nécessité de « *prévenir les conflits* » par l'institution de « *Conseils mixtes d'employeurs et d'employés* », et de « *réprimer les conflits* » par l'organisation de « *Cours d'arbitrage professionnelles* » ; de plus — *et c'est là un trait intéressant*, — ils constituent un pas vers le *contrôle*, non pas de la gestion, mais, au moins, de l'organisation des entreprises.

Dès le milieu de 1916, un « *Comité* » formé par le Gouvernement, et présidé par Mr. Whitley, grand industriel, fut chargé d'élaborer un Plan, en vue de « *l'amélioration des relations entre salariés et employeurs* ». Ce plan, le fameux « *Rapport Whitley* » (Whitley Report) parut en 1917. Il prévoyait :

En ce qui concerne la *Conciliation*, l'organisation de

« *Conseils Industriels Mixtes* » (Joint Industrial Councils), obéissant à une triple hiérarchie : Au sommet, un « *Conseil National Mixte* » (pour l'ensemble d'une branche de l'activité nationale). A la base : un « *Conseil d'Usine Mixte* » ; et, servant de lien entre ces deux organes, un « *Conseil Régional Mixte* ».

En ce qui concerne l'*Arbitrage*, l'institution de « *Cours Industrielles d'Arbitrage* » facultatives.

Le « *Rapport Whitley* » fut favorablement accueilli par le Parlement. Il devait être transformé en Loi par l'« *Industrial Courts Act* » du 20 Novembre 1919.

Mais ce plan ne s'appliquait qu'aux industries privées de la Grande Bretagne. Il ne visait pas les Services de l'Etat. Les *Trade-Unions de fonctionnaires* se mirent aussitôt en campagne, pour obtenir l'application du *Rapport Whitley* au « *Civil Service* » (L'une d'entre elles écrivait ceci : « Il paraît évident aux fonctionnaires que les abus dont souffre le « *Civil Service* » sont analogues à ceux des organisations industrielles, et qu'une nouvelle politique, donnant une part de contrôle au personnel, serait en harmonie avec le souci d'une meilleure organisation »).

Pendant les deux années 1917 et 1918, les *Trade-Unions de fonctionnaires* ne cessèrent de faire campagne en vue de l'application des dispositions du « *Rapport Whitley* » au « *Civil Service* ». Plusieurs meetings se tinrent à ce sujet. Le Gouvernement fit un rapport officiel sur la question, et autorisa au début de l'année 1919 la formation d'un « *Comité National Provisoire Mixte* » de 30 membres (15 du côté gouvernemental, 15 du côté du personnel). Ce Comité présenta (le 28 mai 1919) un *Rapport* sur « *l'Application du Rapport*

Whitley aux départements administratifs du Civil Service ». Au mois de *juin 1919*, le Gouvernement donnait, aux vœux formulés dans ce Rapport, son *approbation*. Au mois de *juillet 1919*, le Rapport du Comité provisoire était soumis à l'examen d'une « *Conférence mixte* » comprenant des représentants de l'Administration et du Personnel : il fut entièrement approuvé par elle ; à la fin du même mois, le *Rapport* (*Whitley commençait à être appliqué dans le « Civil Service » suivant les dispositions du Rapport du Comité provisoire.*

D'autre part, sitôt créé, le « *Conseil National mixte* » appelé « *Conseil National Whitley* », rédigea un modèle de statuts pour l'établissement de « *Conseils Départementaux* » (par Département Ministériel). (Les « *Conseils Départementaux* » sont au nombre de 87 ; chacun contient un petit nombre de représentants de l'Administration et de délégués des Trade-Unions du personnel d'un département ministériel). Il faut insister sur ces dispositions, car les « *Conseils Mixtes Whitley* » ont joué un rôle considérable dans l'amélioration des conditions du travail des fonctionnaires et dans l'organisation de l'Administration (*par l'entremise des Trade-Unions de fonctionnaires*).

§ 1. — *Les Conseils Whitley et le Rôle des Trade-Unions de Fonctionnaires*

Voici les principaux passages du *Rapport du « Comité provisoire »* sur l'Application du Rapport Whitley aux départements administratifs du « *Civil Service* » :

.. .. .

RAPPORT SUR L'APPLICATION DU RAPPORT
WHITLEY AUX DÉPARTEMENTS ADMINISTRATIFS
DE L'ÉTAT

.. .. .

Article 8. — Notre *But* est d'organiser des « *Conseils Mixtes* » dont la hiérarchie sera la suivante :

1) Un *Conseil National*.

2) Un *Conseil Départemental* (par département ministériel).

3) Un Conseil par District, par Bureau (Office) ou par Atelier (Work).

Article 9. — *Nous allons exposer la Constitution du « Conseil National » (National Council) :*

.. .. .

I. — CONSEIL NATIONAL

A) MEMBRES

Article 11. — Le « *Conseil National* » se *composera* de 54 *membres* (y compris 4 secrétaires) dont une moitié (27) sera désignée par le *Gouvernement* (le côté officiel : « *Official side* ») et l'autre moitié (27) par des *Délégués des Associations de Fonctionnaires, réunies en « groupements »* (le côté du personnel : « *Staff Side* »).

Article 12. — Le « *Côté Officiel* » (*Official Side*) : Les « représentants de l'*Official Side* » du Conseil National (au nombre de 27) devront être permanents, ils peuvent être fonctionnaires ou non-fonctionnaires. Il y aura, au moins, un représentant de la Trésorerie, et un représentant du Ministère du Travail.

Article 13. — Le « *Côté du Personnel* » (*Staff Side*) se composera de représentants permanents, fonctionnaires ou non, élus par des « *Grounements* » de *Trade-Unions du Personnel* (ci-dessous désignés).

La liste des Groupements établie en 1919 en comprenait 6 ; chaque groupement avait droit à un nombre de *représentants* proportionnel à son effectif :

- 1) « *Post Office Group* » (10 représentants).
- 2) « *Civil Service Federation* » (5 représentants).
- 3) « *Civil Service Alliance* » (6 représentants).
- 4) « *Society of Civil Servants* » et « *Association of First Division Civil Servants* » (2 représentants).
- 5) « *Institution of Professionnal Civil Servants* (2 représentants).
- 6) « *Temporary Staff* » *Associations* (2 représentants).

(Soit un total de 27 Représentants de Trade-Unions de fonctionnaires).

..
..

Le « *Côté du Personnel* » fut *modifié par la suite*, dans sa composition, en raison des *fusions* ou *fédérations* qui eurent lieu parmi les *Trade-Unions de fonctionnaires*. Voici quelles furent ces modifications :

En 1922, la « *Civil Service Federation* » et la « *Civil Service Alliance* » furent remplacées par la « *Civil Service Confederation* » au « *Côté du Personnel* ». (La « *Civil Service Federation* » et la « *Civil Service Alliance* » avaient, en effet, fusionné en 1921 ; et de leur « *amalgamation* » était issue la « *Civil Service Confederation* »).

En 1923, la « *Society of Civil Servants* », l' « *Association of First Division Civil Servants* », l' « *Association of H. M. Inspectors of Taxes* », la « *Civil Service Legal Society* », (Trade-Unions de « hauts fonctionnaires » récemment constituées dans le Civil Service) décident de former — par leur réunion en un « *Joint Consultative Committee* » — une *Fédération* destinée spécialement à représenter leurs intérêts dans le « *National Withley Council* » (Staff Side).

Dès 1923, les « *Temporary Staff Associations* » disparaissent du « Staff Side ».

Le « Staff Side » se compose donc, à la fin de 1923, des Groupements suivants : (au nombre de 4)

- 1) Post Office Group (9 représentants).
- 2) Civil Service Confederation (12 représentants).
- 3) Institution of Professional Civil Servants (2 représentants).
- 4) Joint Consultative Committee (4 représentants).

Soit un total de 27 représentants de Trade-Unions de fonctionnaires).

A la fin de 1925, le « Staff Side » comprend encore les mêmes quatre « Groupements » :

- 1) Post Office Group (10 représentants au lieu de 9).
- 2) Civil Service Confederation (11 représentants au lieu de 12).
- 3) Institution of Professional Civil Servants (2 représentants).
- 4) Joint Consultative Committee (4 représentants).

(Soit un total de 27 représentants).

Cette situation demeure sans changement jusqu'au mi-

lieu de l'année 1926. Mais, en Juin 1926, à la suite de la Grève Générale, et d'une intervention du « Staff Side » dans le domaine politique, le « Joint Consultative Committee » se retire du « Staff Side ».

En 1927, le « Staff Side » ne comprend donc plus que 3 « Groupements » :

- 1) Post Office Group (10 représentants).
- 2) Civil Service Confederation (11 représentants).
- 3) Institution of Professionnal Civil Servants (2 représentants).

[Soit un total de 23 représentants seulement (puisque 4 représentants du Joint Consultative Committee sont partis).]

Cette situation est demeurée sans changement jusqu'à la fin de 1928.

Il faut noter que le « Post Office Group » est un groupement artificiel, construit en vue de la représentation des intérêts du personnel du « Post Office » au « Staff Side » du « National Withley Council ».

En 1927, il réunissait 4 Trade-Unions ou Fédérations dans le Post Office [Chacun de ces organismes nommait des délégués, en proportion de son effectif. L'ensemble de ces délégués constituait le groupe des 10 « Représentants » du Post-Office].

1) *Union of Post Office Workers* (Union des travailleurs de la Poste) (Trade-Union) (6 délégués).

2) *Post Office Engineering Federation* (Fédération des Mécaniciens de la Poste) Fédération composée de 5 Trade-Unions : (2 délégués).

a) Society of P. O. Engineers.

- b) Society of P. O. Engineering Chief-Inspectors
- c) Society of P. O. Engineering Inspectors.
- d) Society of P. O. Engineering Draughtsmen.
- e) Post-Office Engineering Union.

3) *Federation of Post Office Supervising Officers* (Fédération des fonctionnaires de « l'Inspection » du Post-Office) Fédération composée de 7 Trade-Unions : (1 délégué).

- a) Post-Office Controlling Officers Association.
- b) London Postal Superintending Officers.
- c) Association of Uniformed Postal Supervising Officers.
- d) Postal Inspectors' Association.
- e) Central Telegraph Male Supervisors Association.
- f) Telephone Supervising Officers' Association.
- g) Contract Managers' Association.

4) *National Federation of Sub-Postmasters* (Fédération nationale des Sous-Chefs de la Poste) (1 délégué).]

.. .. .
.. .. .

B) BUT — FONCTIONS — COMITÉS

1) *But*

Article 21. — Le *But* du Conseil National sera d'assurer, autant qu'il est possible, une *co-opération* entre l'Etat, *en sa qualité d'employeur*, et le Civil Service, dans la réglementation des questions relatives au « Civil Service », en vue d'augmenter le rendement, ainsi que le bien-être des employés ; en vue de faciliter aussi au personnel l'expression de ses revendications ; et d'une façon générale, en vue de concilier les expériences et les différents points de vue des

représentants des diverses classes du Civil Service (Hauts-fonctionnaires, Employés et Travailleurs manuels).

2) *Fonctions*

Article 22. — Le champ d'activité du « Conseil National » s'étendra sur toutes les questions relatives aux *conditions de travail du personnel*.

Article 23. — Les *Fonctions* du *Conseil National* seront les suivantes :

Il visera :

1° — A l'Utilisation, dans les meilleures conditions, des idées et de l'expérience du personnel ;

2° — A la *Participation de plus en plus grande du personnel* (avec une *responsabilité accrue*) dans la *détermination des conditions* dans lesquelles ils accomplissent leur travail.

3° — A la Détermination de principes généraux gouvernant les conditions du service : recrutement, heures de travail, avancement, discipline, rémunération et retraites.

(Au Conseil National, la discussion des questions d'Avancement sera réduite aux aspects généraux de la question. Dans aucune circonstance, les cas individuels ne seront pris en considération).

(Le Conseil National sera autorisé à discuter les principes généraux relatifs à l'action disciplinaire, mais il n'y aura point de discussion de cas individuels).

4° — A l'Encouragement des Fonctionnaires à une instruction plus profonde et à un perfectionnement de leur technique, en vue d'une amélioration de l'administration.

5° — A l'Amélioration des conditions du travail dans les bureaux. (Toutes suggestions seront admises de la part du personnel).

6° — A l'*Etablissement* d'une *législation* sur la situation des Fonctionnaires et sur leur emploi.

3) *Comités*

Article 24. — Le « Conseil National » peut désigner des « Comités permanents », des « Comités spéciaux » et des « Comités de Classes », et peut déléguer des pouvoirs spéciaux à l'un des comités ainsi désignés.

II. — CONSEILS DE DÉPARTEMENTS (Ministériels)

Article 41. — Nous ne jugeons, ni possible, ni désirable, d'analyser en détail les *Conseils de Départements*.

.. .. .

Nous nous bornerons à indiquer, dans leurs grandes lignes, les *principes* d'après lesquels il convient d'établir les constitutions de ces « Conseils Départementaux », laissant à chaque Département toute liberté d'élaboration de sa constitution suivant sa structure particulière.

Article 42. — En règle générale, il y aura *un Conseil par Département ministériel*. Dans les départements les plus vastes, il pourra y avoir, cependant, plus d'un Conseil. En revanche, dans certains petits départements, il n'existera pas de Conseil. —.....

.. .. .

[Le texte envisage ensuite les caractères généraux de

la représentation du personnel et du gouvernement dans chaque Conseil de Département.]

.. .. .

Article 48. — *Fonctions* : Les objets et les *fonctions* des « *Conseils de Département* » seront ceux précédemment indiqués pour le Conseil National. (N° 21, 22 et 23) dans la mesure où ils s'appliquent spécialement aux Départements en question. La détermination du caractère général ou spécial des affaires est du ressort du Conseil National. Les affaires communes à deux départements ou davantage (mais n'étant pas classés comme affaires d'ordre général) seront soumises au Conseil National, qui peut inviter les Conseils des Départements en question à se joindre en vue de l'établissement d'un accord sur l'affaire en discussion. Si les conseils de département y consentent, le Conseil National pourra désigner un président pour présider ces réunions.

.. .. .

Quelle a été l'œuvre de ces « Conseils Mixtes » de conciliation ? Elle s'est exercée, non seulement sur le terrain de la Prévention des conflits, mais dans le domaine de la *Réorganisation des Services*. Les « *Whitley Councils* » ont répondu de la sorte aux *aspirations profondes des Trade-Unions de fonctionnaires* (comme de toutes les autres Trade-Unions) qui sont d'essence proprement syndicaliste : « prendre part au *contrôle* de l'organisation qui emploie leurs membres ». — *Un Rapport fut même rédigé sur l'initiative du « Staff Side » sur la « Réorganisation des Services ».*

Cependant l'œuvre des Whitley Councils a été très discutée. Elle a été attaquée par certains extrémistes de gauche qui

reprochent aux délégués du personnel (Staff Side) d'avoir trop souvent abdicqué devant les prétentions des représentants du Gouvernement. (*Labour Monthly*, Avril 1923). Et on ne peut dire qu'elle ait été acceptée sans réticences de la part de l'Administration. Il apparaît au spectateur impartial que, s'il reste encore de grands progrès à faire, l'institution n'en a pas moins donné des *résultats* fort intéressants.

Le *Conseil National*, avec l'aide des Conseils Départementaux et des Comités spéciaux (Subordinate Committees) s'est montré, semble-t-il, très actif. Les délégués des Trade-Unions de fonctionnaires se sont successivement trouvés en présence de plusieurs problèmes professionnels particulièrement importants, sur lesquels ils ont établi, d'accord avec l'Administration, des *Rapports* très complets.

Ces Rapports ont été loyalement appliqués par l'Administration et les Fonctionnaires. Ils traitèrent successivement :

1) — La Question de l'Ajustement des Traitements au coût de la vie. (Rapport du 8 Mai 1920).

2) — La Question de la Réorganisation générale du Service. (Rapport du 28 Janvier 1921, du 10 Février 1920).

3) — La Question de l'Avancement. (Rapport du 10 Août 1921).

4) — La Question de la Formation des jeunes fonctionnaires.

5) — La Question des Retraites. (Codification en 1922).

6) — La Question de l'Avancement des classes inférieures du Civil Service. (Rapport du 29 Mars 1927).

7) — La Question d'une Organisation Médicale particulière aux fonctionnaires. (Rapport du 9 Janvier 1928).

Les « *Whitley Councils* » semblent avoir mieux réussi dans le *Civil Service* que dans les autres branches de l'activité nationale, car les rivalités entre les deux côtés des Conseils sont moins âpres que dans l'industrie privée : il n'y a pas, du côté gouvernemental, une crainte aussi vive de la dépense : le souci de l'équilibre budgétaire est moins vif que la préoccupation de l'intérêt économique. Des accords ont donc pu être réalisés sur bien des points.

L'œuvre des Trade-Unions de fonctionnaires au « Conseil National Whitley » a été profitable aux intérêts du personnel comme à la bonne marche de l'administration.

§ 2. — La « *Commission d'Arbitrage* » et le Rôle des Trade-Unions de Fonctionnaires

En 1917, une « *Commission d'Arbitrage* » fut établie (*Arbitration Board*) sur la demande des Trade-Unions de fonctionnaires. Des conflits fréquents s'étaient élevés sur la question des traitements et des indemnités de vie chère. La « *Commission d'Arbitrage* » devait régler ces conflits (mais pour les traitements inférieurs à £ 500 par an seulement).

La « *Commission d'Arbitrage* » comprenait deux Membres et un Président. Le Président était nommé par la « Couronne ». Des deux autres membres, l'un représentait le Gouvernement, l'autre était choisi par le Ministre du Travail, d'accord avec le « *Congrès des Trade-Unions* » (T.U.C.). Ce deuxième délégué était, en somme, plutôt un représentant des travailleurs, en général, qu'un délégué des fonctionnaires.

Les Trade-Unions de fonctionnaires s'en montrèrent mécontentes et réclamèrent le droit de désigner le deuxième

délégué. D'autre part, le Parlement se montra inquiet des prétendues « prodigalités » de l'Etat, et réclama la suppression de la « Commission d'Arbitrage ». Pourtant, la « Commission d'Arbitrage » avait rendu des services appréciables : grâce à elle, de nombreux différends avaient été équitablement tranchés. *La Commission d'Arbitrage n'en fut pas moins dissoute en février 1922.* On prétextait que les questions de traitement devaient être du ressort des *Conseils Whitley*. Mais comme ces Conseils ne sont que des « Conseils de Conciliation » — et ne peuvent pas prendre de décisions — l'argument était spécieux.

Les *Trade-Unions de fonctionnaires* firent campagne pour le rétablissement de la « Commission d'Arbitrage » (*avec nomination de délégués par elles*). Elles prétendirent qu'en cas de conflits graves, les fonctionnaires étaient ainsi accablés à la grève. Cette éventualité fit réfléchir le Gouvernement, et *la Commission d'Arbitrage fut rétablie en 1925*, sur le modèle des « Cours Industrielles d'Arbitrage », établies en 1919 dans l'industrie privée. La « Commission d'Arbitrage » devient une « *Cour d'Arbitrage* ». Elle comprend un Président — nommé par le Gouvernement — et deux Assesseurs : l'un représente le « Chancelier de l'Echiquier » ; l'autre représente les « *Organisations de Fonctionnaires* » ; mais il est désigné par le Ministre du Travail sur une liste de plusieurs membres. (Les Fonctionnaires et les membres d'un *Comité* d'une *Trade-Union de fonctionnaires* ne peuvent faire partie de la Cour.)

La Cour statue sur les litiges relatifs aux traitements des fonctionnaires, (mais seulement lorsqu'ils sont inférieurs à £ 700), sur la demande du gouvernement ou des « Conseils

Départementaux Whitley ». Elle statue encore sur les questions relatives aux conditions du travail (heures de travail, congés, etc.) C'est le Gouvernement qui, en cas de difficulté, détermine la compétence de la Cour. Il y a là un motif de récriminations de la part des Trades-Unions de Fonctionnaires. Mais, dans l'ensemble, elles se montrent satisfaites des résultats d'un organisme qu'elles ont si vivement revendiqué.

CHAPITRE II

ACTIVITE POLITIQUE DES TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES

La plupart des Trade-Unions de Fonctionnaires se défendent d'avoir une action politique. Les Trade-Unions de Fonctionnaires des *classees supérieures* du « Civil Service » (classes exécutives ou administratives — inspecteurs ou surveillants des divers services — fonctionnaires techniciens) paraissent en effet s'être cantonnées, très strictement, dans le domaine de l'activité *proprement* professionnelle. Ce fut également la tendance *primitive* de beaucoup de Trade-Unions composées de fonctionnaires subalternes.

Mais, dès la fin du siècle dernier, on l'a vu, se manifeste un *mouvement syndicaliste*, qui prend vite une *tournure politique*. C'est à ce moment-là qu'un grand nombre de Trade-Unions donnèrent à leur actions une orientation politique — dans un sens favorable au Labour Party (nouvellement créé) sous l'impulsion du Trade-Unions-Congress. (T. U. C.).

La plupart des Trade-Unions du Post-Office ou de l'Ami-

rauté, et quelques Trade-Unions (comprenant des fonctionnaires des « clerical grades ») suivirent le mouvement.

On a vu que les fonctionnaires subissent des restrictions dans leurs droits politiques individuels. Mais les Trade-Unions de Fonctionnaires (agissant corporativement) ne sont pas soumises à ces principes restrictifs.

Elles s'efforcèrent notamment de soutenir des candidatures au Parlement. « Ce fut particulièrement le cas des Arsenaux, dit M. Lowell (*Gouvernement de l'Angleterre*). Les députés de la demi-douzaine de Bourgs où le Gouvernement entretient de grands chantiers pour la construction et la réparation des navires de guerre sont constamment préoccupés des intérêts des ouvriers, et ils les soutiennent avec si peu de souci de leur propre situation d'amis ou d'adversaires du ministère que leur qualité de *députés des Arsenaux* est devenue proverbiale au Parlement ».

Quelques *Trade-Unions de fonctionnaires* créèrent au sein de leur organisation des « *Caisses politiques* » (« *political funds* » ou « *political levy* ») et s'affilièrent au « Trade-Unions Congress » et au « Labour Party ». — Les « *Caisses politiques* » ont eu d'ailleurs une histoire mouvementée.

Le Trade-Union Act de 1871 n'a pas rangé « l'action politique » dans les « objets » assignés aux Trade-Unions. Aussi, les « *caisses politiques* » purent-elles paraître un moment *illégales* ; elles le furent, en effet, jusqu'à la loi du 7 Mars 1913. Voici dans quelles conditions naquit cette loi : Un « *Official* » d'une Trade-Union — un dénommé Osborne — saisit, en 1906, la Justice d'une réclamation contre sa Trade-Union, qui avait créé une caisse spéciale pour soutenir la

candidature d'un membre du « Labour Party ». Il prétendait que la Trade-Union était sortie de son véritable objet : « l'action professionnelle ». Il eut gain de cause devant la Chambre des Lords, statuant en dernier ressort.

Le jugement de la Chambre des Lords causa une vive émotion dans le monde des Trade-Unions. Les Trade-Unions commencèrent aussitôt une campagne en vue de la reconnaissance légale de leur action politique. Cette campagne aboutit au vote de la *loi du 7 Mars 1913*, dont voici les principales *stipulations* à cet égard :

.. .. .

Article 3. — 1° Les Fonds d'une Trade-Union ne seront pas employés par la Trade-Union (seule ou associée à d'autres) à un objet politique — à moins que la poursuite de cet objet n'ait été *approuvée* par la majorité des membres de cette Trade-Union.

Toutefois, les statuts de la Trade-Union peuvent décider que :

a) Les dépenses affectées à la poursuite de ces objets seront prises dans une caisse spéciale (*la Caisse Politique*) et tout membre de la Trade-Union sera, — d'après la présente loi — dispensé de contribuer à ce fonds, s'il fait savoir qu'il ne lui convient pas d'y verser une contribution.

b) Les membres, ainsi dispensés de verser à la caisse politique, ne devront être privés d'aucun des avantages de l'Union, ni frappés d'aucune sorte de déchéance (sauf en ce qui a trait à la gestion de la caisse politique). L'obligation de contribuer à la Caisse politique ne sera pas non plus exigée pour être admis dans l'Union.

.. .. .

3° Les dépenses « pour frais politiques » visées dans la présente section sont :

a) Les dépenses engagées pour payer les frais d'une candidature au Parlement ou à d'autres mandats publics.

b) Les dépenses de réunion ou de publication ayant un but électoral.

c) Les indemnités fournies aux membres du Parlement ou toute autre personne pourvue d'un mandat public.

d) Les frais d'inscriptions d'électeurs ou de candidats au Parlement ou à d'autres mandats électifs.

e) Les frais de réunions ou de distribution d'écrits politiques de tous genres.

.. .. .

5° Les dispositions sur les « Caisses politiques » s'appliquent soit aux Trade-Unions isolées, soit aux Fédérations de Trade-Unions.

.. .. .

La loi du 7 Mars 1913 se montrait — on le voit — très favorable aux Trade-Unions. Elle consacrait leur action politique, et la réglementait de façon libérale.

Après la Guerre — certaines Trade-Unions de Fonctionnaires — anciennement ou nouvellement formées — créèrent ou réorganisèrent des « Caisses politiques » en vue de soutenir des candidatures à la Chambre des Communes. Ce fut notamment le cas de l'« Union of Post Office Workers » et de la « Civil Service Clerical Association ».

L'activité politique s'intensifia dans un sens très favorable aux idées syndicalistes (concentration, contrôle des entreprises) et aux théories socialistes. Cette double tendance

se manifeste, d'une part, par *l'adhésion des Trade-Unions de Fonctionnaires au Labour-Party*, et, d'autre part, par *l'affiliation des Trade-Unions au Trade-Union Congress*.

Le 5 Août 1926, on comptait 7 Trade-Unions de Fonctionnaires nationaux affiliées au Trade-Union-Congress et au Labour-Party :

- 1° L' « Union of Post Office Workers » (84.000) ;
- 2° La « Civil Service Clerical Association » (17.500) ;
- 3° La « Post Office Engineering Union » (15.300) ;
- 4° L' « Association of Officers of Taxes » (4.000) ;
- 5° La « Post Office Controlling Officers' Association » (4.000) ;
- 6° Le « Civil Service Sorting Assistant Association » (650) ;
- 7° Le « Temporary Civil Servants Association » (850).

Ce qui faisait un total de 126.000 *fonctionnaires* adhérents à un organisme de concentration syndicaliste et à un parti d'action politique.

L'extension prise par l'activité politique des *Trade-Unions de Fonctionnaires* ne manqua pas d'attirer l'attention du législateur. Au lendemain de la *grève générale*, inquiet par l'aspect politique de l'attitude des *Trade-Unions de fonctionnaires*, le Gouvernement conservateur fit voter le fameux « *Trade-Dispute and Trade-Union Act* » du 29 Juillet 1927 qui, dans sa « *Clause 4* » édicte d'importantes dispositions sur les « *Caisses politiques* », à caractère très restrictif.

TROISIEME PARTIE

METHODES DES TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES

Les Trade-Unions de Fonctionnaires présentent deux particularités très importantes dans leurs Méthodes. Elles sont, par là, très nettement différenciées des Trade-Unions ordinaires.

D'abord, elles n'ont pas recours aux méthodes de contrainte (adhésion obligatoire au groupement ou fermeture de l'accès de la profession (« *closed-shop* »)), procédés souvent employés par les autres Trade-Unions). *Ensuite*, elles n'usent pas (au moins, en principe) de l'arme de la Grève.

§ 1. — Méthodes de « *contrainte* »

Si les Trade-Unions de Fonctionnaires n'emploient pas les « *méthodes de contrainte* », c'est qu'elles n'y trouvent aucun intérêt. Leur éloignement, à cet égard, des méthodes usuelles s'explique tout simplement par la *nature* même de la *fonction* de leurs *membres*.

Ce sont les lois de la *concurrence* qui poussent à de semblables pratiques les Trade-Unions ordinaires. Concurrence entre les employeurs, *d'une part* ; d'où nécessité pour eux

d'abaisser les prix de revient ; la compression des salaires s'impose ; il leur faut acquérir de la main-d'œuvre au plus bas prix possible. Concurrence entre les employés, *d'autre part* ; les demandes de travail sont souvent abondantes dans certaines branches de l'industrie privée. Si les Trade-Unions formées dans ces branches ne sont pas parvenues à recruter un assez grand nombre de travailleurs, beaucoup d'offres de main-d'œuvre échapperont à leur contrôle. Les « Non-unionistes », affranchies des clauses du contrat collectif de travail (rédigé par la Trade-Union), offriront leurs bras à des conditions inférieures aux stipulations du « contrat collectif » (« *official scale of wages* ») en vue de s'assurer un emploi. Une baisse générale des salaires sera l'issue fatale d'une telle indiscipline. Les membres des Trade-Unions en pâtiront forcément ; pour garder leur occupation, ils seront amenés à voir leur rémunération s'abaisser à un nouvel étiage des salaires, inférieur à celui du contrat collectif.

Pour éviter de semblables désagréments, beaucoup de Trade-Unions sont acculées à « *contraindre* » les membres de la « profession » qu'elles représentent, à entrer dans leurs rangs, ou astreintes à « fermer l'accès du métier » (par la restriction de l'apprentissage, par exemple). Elles savent bien que — talonnés par la concurrence — les employeurs de l'industrie privée sont toujours séduits par les offres des « Non-unionistes ».

A ces préoccupations d'ordre économique s'ajoutent aussi des considérations d'ordre sentimental : une Trade-Union peut souffrir de voir un « Non-unioniste » bénéficier des

avantages obtenus par ses soins, et se refuser à la soutenir de ses cotisations.

Or, en ce qui concerne les fonctionnaires, les deux concurrences signalées ne jouent plus de la même façon :

D'abord la concurrence entre *employés* est moins âpre : d'une part, les demandes de main-d'œuvre sont moins nombreuses : pour la plupart des fonctions publiques, des conditions d'accès assez rigoureuses sont exigées : le principe du concours est, on l'a vu, actuellement exigé dans la plupart des « classes », et c'est, en principe, le mérite qui départage seul les candidats. D'autre part, le taux des salaires a moins d'action sur les offres de main-d'œuvre que dans l'industrie privée ; le montant global des traitements est établi par le Gouvernement dans la seule considération de l'équilibre budgétaire et des besoins sévèrement contrôlés des services publics.

Il faut remarquer, *en second lieu*, que la concurrence entre *employeurs* n'existe pas, en ce qui touche les fonctionnaires. Il n'y a évidemment qu'un seul employeur : *l'Etat*. Et l'Etat ne saurait craindre les effets de la concurrence pour ses services publics : certains de ses services jouissent de monopoles de fait ou de droit ; quant aux autres, l'Etat ne se soucie guère de la rémunération qu'il peut en attendre : le prix de revient de ces services (dont la rémunération des fonctionnaires est le principal élément) le touche peu ; si quelque service concurrent vient à détruire l'équilibre financier du service public, les gouvernants demanderont au budget de combler les déficits.

Les *Trade-Unions de Fonctionnaires*, à l'abri des effets fâcheux de la concurrence sur la rémunération des employés,

ne sont donc pas invitées à pratiquer les *méthodes de contrainte*. Seules, les considérations sentimentales — auxquelles il a été fait précédemment allusion — seraient susceptibles d'avoir sur elles quelque influence ; mais elles paraissent ne jouer guère. Les fonctionnaires sont ainsi parfaitement libres d'adhérer ou de ne pas adhérer à la Trade-Union qui représente leur Département.

En fait, d'ailleurs, les fonctionnaires ont un remarquable esprit de corps. Ils savent l'influence du nombre dans l'action professionnelle. Enfin, les dirigeants des Trade-Unions de Fonctionnaires se sont montrés doués de talents d'animateurs exceptionnels : les résultats acquis par eux ont été d'excellents agents de recrutement. Ainsi s'explique — en dépit de l'absence des « méthodes de contrainte » — le prodigieux développement des Trade-Unions chez les fonctionnaires de Grande Bretagne (développement dont la Section II nous donnera l'image saisissante).

§ 2. — *La Grève*

Les Trade-Unions de Fonctionnaires sont — en principe — hostiles à la Grève. Aucune d'entre elles ne possède de « Fonds de Grève ». M. G. D. H. Cole écrit à ce sujet : « Les Fonctionnaires du « Civil Service » et les Travailleurs du « Post-Office » *ne font pas grève (do not strike)*. Mais leurs Trade-Unions usent de toutes les autres méthodes des Trade-Unions ». Et, plus loin, il précise : « L'Union of Post-Office Workers n'emploie pas l'arme de la grève : elle avait décidé, il y a quelques années, d'établir un « Fonds de Grève », mais, peu après, elle revint sur sa décision et *remboursa les*

versements. Postiers et Fonctionnaires usent, tous deux, pleinement, des procédés de la conciliation (*use the machinery of conciliation to the full*) et, en cas d'échec de ces procédés, ils ont recours à l'action politique et à l'arbitrage plutôt qu'à la grève. Il est plus difficile de se mettre en grève contre l'Etat, qui hésita déjà tellement à « reconnaître pleinement » les Trade-Unions de Fonctionnaires que contre un employeur de l'industrie privée. Les fonctionnaires, au demeurant, jouissent en général de pensions et de droits d'ancienneté qu'ils craignent de perdre s'ils se mettent en grève ».

Cependant, les fonctionnaires anglais se sont mis en grève quelquefois ; et, chaque fois, leurs Trade-Unions en furent responsables : Il y a eu quelques grèves dans les Arsenaux Royaux — avant la guerre — mais les deux principales grèves de fonctionnaires ont eu lieu, l'une, en 1890, dans le Post-Office, à l'origine même du mouvement « Trade-Unioniste » ; l'autre, en 1918-19, dans le corps de la « Metropolitan Police », soumise comme on l'a vu à l'autorité du « Home Secretary ».

Rappelons brièvement les faits :

A) — *Grève des Postiers*

La *grève* dans le « *Post-Office* » nous est rapportée de la sorte dans un article du *Temps* (10 avril 1909) : « C'est en 1890 qu'eut lieu un commencement de grève (dans le Post-Office) (déclare l'auteur de l'article). Mais le mouvement fut étouffé dans l'œuf. La nuit même où se produisit le refus de travail, le Postmaster Général, M. Raikes, qu'on était allé

réveiller, se rendit dans les salles de la Poste, et renvoya, séance tenante, 463 employés. Les hésitants rentrèrent aussitôt dans l'ordre. Notez bien que la plupart de ces renvois furent définitifs : 154 employés seulement furent repris, et dans les conditions les plus sévères : traitement minimum, perte de leurs droits acquis pour l'avancement, etc...

B). — *Grève des Policemen*

La Grève des Policemen — (ou plutôt les grèves de policemen, car il y en eut une, le 29 août 1918, et une seconde, encore qu'avortée, le 31 juillet 1919) — eurent un caractère plus grave, en raison de leur violence, de leur répétition, et surtout du caractère des participants. On verra, dans la Section III que, par *exception*, le droit syndical n'a jamais été reconnu aux fonctionnaires de la « *Metropolitan Police* » par le Gouvernement. En dépit de l'attitude hostile des pouvoirs publics, les fonctionnaires de la Police s'étaient unis aux fonctionnaires des Prisons pour se grouper en une « Trade-Union ». En 1913, une « *Police and Prison Officer's Union* » s'était constituée ; elle se réorganisa pendant la Guerre — en 1917 — sans se soucier d'obtenir la reconnaissance du « Home Secretary », qui l'eût évidemment refusée.

A la suite de certaines brimades dont se prétendirent victimes les membres de la « *Metropolitan Police* » adhérents à cette Trade-Union, la « *Police and Prison Officer's Union* » décréta brusquement la grève — le 29 août 1918. Une grande quantité de « policemen » des diverses « divisions » de la Métropole obéit à l'ordre de grève. Le

« Home Secretary » enraya aussitôt le conflit : il consentit à s'entretenir avec le comité exécutif de la belliqueuse Trade-Union : il l'avertit qu'il ne consentirait jamais à reconnaître la Trade-Union tant que durerait la Guerre, mais il s'engagea à ne pas tolérer de brimades à l'égard des agents syndiqués et promit une augmentation de salaires, sitôt les Hostilités terminées. Les Hostilités prirent fin, mais la « Police and Prison Officer's Union » attendit en vain la reconnaissance officielle et l'augmentation de salaires. Comme le « Home Secretary » persistait à faire la sourde oreille, les « policemen » résolurent, *une seconde fois*, d'avoir recours à la grève *le 31 juillet 1919* ; mais, cette fois, ce fut un *échec* : il n'y eut pas plus de 2.000 abandons de travail à Londres.

Le « Home Secretary » ne goûta pas du tout le procédé : les fonctionnaires grévistes furent congédiés de façon sommaire, et la Trade-Union apprit qu'elle ne serait jamais reconnue. Toutefois, le Gouvernement se déclara prêt à la concession de quelques réformes — notamment en matière de salaires, d'avancement et de retraites. Enfin, il annonçait la constitution d'une « *Association officielle de la Police* », qui pourrait tenir lieu de Trade-Union, tout en respectant les nécessités de la discipline et de la hiérarchie.

C). — *Conclusion*

Il apparaît — de l'exemple de ces deux grèves — que le *Gouvernement* anglais a, chaque fois, promptement *réagi*. Dans les deux cas, les fonctionnaires grévistes ont été immédiatement *révoqués*. Les décisions gouvernementales furent d'ailleurs parfaitement *juridiques* : Nous avons vu,

en effet, que le fonctionnaire coupable « *d'opposition passive ou active au Gouvernement* » est en l'état de « *conduite répréhensive* » (misconduct) ce qui est précisément un *cas de révocation* « *ad nutum* ». Or, la grève doit être manifestement considérée comme un acte d'opposition très nette au Gouvernement ; elle est donc un juste motif de révocation.

Exception faite de ces quelques errements, les fonctionnaires n'ont jamais adopté la grève comme moyen d'action, et leurs Trade-Unions ne les y ont jamais poussés. Les Trade-Unions de Fonctionnaires se sont proposés d'agir par voie de conciliation et d'arbitrage, par la presse ou la publicité, ou encore par l'action parlementaire, mais elles se sont toujours défendues d'employer l'arme violente de la grève.

Elles ont, pour le maintien d'une telle attitude, trois excellentes raisons :

Elles ne veulent pas que leurs membres — étant fonctionnaires — puissent se voir, par une révocation inopinée, *privés de leurs droits à la retraite* ou de tous autres avantages.

Elles considèrent — et cela est en l'honneur de la mentalité du fonctionnaire anglais — que la *fonction publique* est un *dépôt sacré* (*a sacred trust*). Violenter une telle mission par la grève serait se compromettre aux yeux de l'opinion publique.

Enfin, elles savent, par expérience, que la grève n'a jamais réussi aux fonctionnaires, alors que l'action parlementaire leur a donné des fruits. Comme le disait un Secrétaire de la « *Postmen's Federation* » à un rédacteur du

« Temps » (« *Le Temps* », 10 Avril 1909) : « 80.000 postiers pèsent d'un bon poids dans la balance électorale. Si les traitements ont doublé depuis 17 ans, si les fonctionnaires ont obtenu d'autres concessions importantes, ils le doivent uniquement à l'action parlementaire : Pendant la durée de la législature ils ont au Parlement des amis qui les défendent. Aux élections générales ils savent s'unir pour vaincre ou faire triompher un candidat. Lord Stanley, qu'ils n'aimaient pas, perdit son siège en 1906. Ils espèrent perfectionner encore cette méthode ». Il ajoutait : « Quant à l'arme de la grève, ils savent que leur intérêt — aussi bien que leur devoir de fonctionnaires — leur défend d'y avoir recours ». Et, faisant allusion à la Grève de 1890 dans le Post-Office, il remarquait : « La grève qui eût lieu en 1890 leur parut (aux Postiers) une erreur, que, pour rien au monde, ils recommenceraient ».

SECTION II

Notions historiques et statistiques sur les Trade-Unions de Fonctionnaires de 1881 à 1927

La première Trade-Union de Fonctionnaires nationaux a fait son apparition en 1881 dans le Post-Office : c'est la « Postal and Telegraph Clerks' Association (qui groupait dès l'année de sa fondation 5.000 membres environ). Depuis l'année 1881 jusqu'à la fin de l'année 1927, le mouvement trade-unioniste s'est développé parmi les fonctionnaires nationaux d'une façon continue (si l'on fait abstraction de la période de la Guerre sur laquelle manquent d'ailleurs les connaissances statistiques).

On peut relever, dans l'Histoire du mouvement trade-unioniste des fonctionnaires nationaux, les deux faits suivants :

1° Evolution du mouvement trade-unioniste des rangs inférieurs vers les rangs supérieurs de la fonction publique.

2° Concentration des Trade-Unions (par « Fédération » ou « Amalgamation »).

On distingue deux Périodes dans l'Histoire des Trade-Unions de Fonctionnaires :

- 1° Le Mouvement trade-unioniste avant la Guerre.
- 2° Le Mouvement trade-unioniste après la Guerre.

CHAPITRE PREMIER

LE MOUVEMENT TRADE-UNIONISTE AVANT LA GUERRE

§ 1. — *Recrutement et Développement des Trade Unions de Fonctionnaires avant la guerre*

Les Trade-Unions ont recruté d'abord leurs éléments parmi les fonctionnaires nationaux des classes subalternes (travailleurs manuels et employés inférieurs). Ceux-ci se considèrent, en effet, tout à fait semblables aux ouvriers de l'industrie privée qui se sont groupés en Trade-Unions depuis longtemps. Les premières Trade-Unions de Fonctionnaires se sont ainsi constituées chez les ouvriers (operatives) et les employés (clerks) des départements dont le caractère industriel était le plus accentué. Jusqu'à la guerre, on ne trouve pas de Trade-Unions parmi les fonctionnaires des classes supérieures ou moyennes de Whitehall. C'est seulement à la suite de la guerre et du contact fréquent avec les employés des industries privées que ces agents entrent à leur tour dans le mouvement trade-unioniste.

Avant la guerre, on ne rencontre, en effet, de Trade-Unions que dans certaines catégories de fonctionnaires :

- 1) Ouvriers et employés du Post-Office.
- 2) Ouvriers et artisans des Arsenaux de l'Amirauté.
- 3) Travailleurs manuels du War-Office (armuriers, travailleurs du vêtement, etc.).
- 4) Gardiens de parcs ou forêts.
- 5) Employés des douanes.

On peut classer les Trade-Unions de Fonctionnaires — avant la guerre — sous trois rubriques :

- 1) Post-Office.
- 2) Amirauté.
- 3) Divers départements du Civil Service.

1° Dans le Post-Office, d'abord, on compte :

1	Trade-Union en 1881	
2	»	1887
3	»	1890
4	»	1891
5	»	1892
6	»	1895
7	»	1897
9	»	1902
10	»	1903
20	»	1906
18	»	1913

2° Dans l'Amirauté ensuite :

1	Trade-Union en 1884	
2	»	1886
3	»	1888

6	»	1889
12	»	1890
15	»	1891
17	»	1892
18	»	1893
20	»	1894
21	»	1895
24	»	1896
25	»	1900
28	»	1901
30	»	1906
31	»	1909
32	»	1911
32	»	1913

3° Dans divers Départements du Civil Service (notamment dans les services extérieurs du Civil Service proprement dit : *War-Office, Département des Douanes et de l'Accise*, etc...) on compte :

1 Trade-Union en 1893

2	»	1895
5	»	1897
6	»	1900
7	»	1901
9	»	1903
10	»	1904
11	»	1905
19	»	1906
20	»	1907

On *remarquera* l'essor des Trade-Unions de Fonctionnaires en 1906, dans l'année précisément où la « *reconnaissance* » leur fut accordée par divers ministres).

Voici la liste des Trade-Unions de Fonctionnaires par département ministériel (avec l'année de leur fondation) existant avant la Guerre :

1° Départements Divers du Civil-Service :

a) Département du War Office :

- | | |
|--|-----------------------|
| 1) War Office Royal Army Clothing Department Employees Assn. | (Enregistrée en 1895) |
| 2) Royal Gunpowder Factory Employees Assn. | Fondé en 1897 |
| 3) Royal Small Arms Factory Employees Assn. | Fondée en 1897 |
| 4) Ordnance Survey Employees Union. | Fondée en 1897 |
| 5) Army Ordnance Department Employees Union. | Fondée en 1906 |
| 6) Irish Survey Fieldmen Assn. | Fondée en 1906 |
| 7) Royal Gunpowder Factories Employees Union. | Fondée en 1906 |

b) Département des Douanes et de l'Accise :

- | | |
|---|----------------|
| 1) Customs Watchers' Federation. | Fondée en 1893 |
| 2) Non-Pensioners Watchers (Customs) Association. | Fondée en 1906 |

- | | |
|--|----------------|
| 3) Government Stores Clerical Association. | Fondée en 1906 |
| 4) Amalgamated Society of Outport Watchers (Customs) | Fondée en 1906 |

c) Services divers :

- | | |
|---|----------------|
| 1) Houses of Parliament Employees Union. | Fondée en 1900 |
| 2) Royal Garden Kew Employees Union. | Fondée en 1905 |
| 3) Civil Service Typists Assn. | Fondée en 1904 |
| 4) Royal Botanic Gardens Employees Union. | Fondée en 1906 |
| 5) Royal Park Employees Union | Fondée en 1906 |

2° Trade-Unions constituées dans le Post-Office :

- | | |
|--|---|
| 1) Postal and Telegraph Clerks' Association. | Fondée en 1881 |
| 2) Fawcett Association. | Fondée en 1890
(Enregistrée en 1890) |
| 3) Postmen's Federation. | Fondée en 1891 |
| 4) Tracer's Association. | Fondée en 1892 |
| 5) Postal and Telegraph Engineering Association. | Fondée en 1896 |
| 6) London Postal Superintending Officers. | Fondée en 1894 |
| 7) London Postal Porters Association. | Fondée en 1902 |
| 8) Tube Staff Association. | Fondée en 1903 |

- | | |
|--|----------------|
| 9) Sorter-Tracers Association. | Fondée en 1904 |
| 10) Post Office Engineering Clerks Association. | Fondée en 1905 |
| 11) Messengers Association. | Fondée en 1906 |
| 12) Postal Bagmen's Association. | Fondée en 1906 |
| 13) Returned Letter Section Assistants and Returners Association. | Fondée en 1906 |
| 14) Central London Postmen's Association. | Fondée en 1906 |
| 15) Postal Porter's Association | Fondée en 1895 |
| 16) United Kingdom Postal Clerk's Association. | Fondée en 1887 |
| 17) Senior Postmen and Lobby Officers. | Fondée en 1899 |
| 18) Second Class Assistant Inspectors of Telegraph Messengers (London Postal Service) Association. | Fondée en 1903 |
| 19) Women Storers Association. | Fondée en 1904 |
| 20) London Assistant Head Postmen's Association. | Fondée en 1904 |
| 21) Mail Porters and Stampers. | Fondée en 1906 |

3° *Trade-Unions constituées dans l'Amirauté :*

- | | |
|--|----------------|
| 1) Chatham Royal Dockyard Ship Joiners' Association. | Fondée en 1886 |
| 2) Chatham Royal Dockyard Smiths' Association. | Fondée en 1888 |
| 3) Chatham Government Labourers' Union. | Fondée en 1889 |

- | | |
|---|---|
| 4) Devonport (and District) Government Labourers' Union. | Fondée en 1890
(Enregistrée en 1890) |
| 5) Sheerness Government Labourers' Union. | Fondée en 1890 |
| 6) Chatham Dockyard Hand Driller's Association. | Fondée en 1892 |
| 7) Chatham Dockyard Engine-Drivers and Stokers Society. | Fondée en 1896 |
| 8) Ship Constructive Association. | Fondée en 1884 |
| 9) Chatham Dockyard Society of Hammermen. | Fondée en 1890 |
| 10) Dockyard Shipriggers. | Fondée en 1890 |
| 11) Devonport Royal Dockyard Shipbuilders. | Fondée en 1891 |
| 12) Portsmouth Dockyard Hand Drillers. | Fondée en 1891
(Enregistrée en 1891) |
| 13) Deptford Victualling yard labour protection League. | Fondée en 1893 |
| 14) Portsmouth Dockyard Government Labourers Union. | Fondée en 1894
(Enregistrée en 1894) |
| 15) Ship Rivetter and Holders Union (Portsmouth). | Fondée en 1895
(Enregistrée en 1895) |
| 16) Chatham Royal Dockyard Boilermaker's Helpers Society. | Fondée en 1896 |
| 17) Chatham Mill Sawyers Association. | Fondée en 1896 |
| 18) Bull Point Naval Ordnance Employees Association. | Fondée en 1898 |
| 19) Chatham Ship Rivetters Union. | Fondée en 1901
(Enregistrée en 1901) |

20) Sheerness Royal Dockyard Ship Joiner's Association.	Fondée en 1889
21) Devonport Royal Dockyard Ship Joiner's Association.	Fondée en 1889
22) Portsmouth Dockyard Ship Joiner's Association.	Fondée en 1890
23) Pembroke Ship Joiner's Association.	Fondée en 1892
24) Admiralty Coopers.	Fondée en 1901
25) Chatham Sailmakers Society.	Fondée en 1900
26) Portsmouth Dockyard Wiremen Association.	Fondée en 1901
27) Portsmouth Dockyard Shipriggers Association.	Fondée en 1906
28) Sheerness Shipriggers Association.	Fondée en 1906
29) Portsmouth United Drillers Society.	Fondée en 1909
30) Devonport Dockyard Hammermen Association.	Fondée en 1911

Dans ces trois branches de la fonction publique, le mouvement Trade-Unioniste a pris un développement considérable.

Voici le nombre des *Trade-Unions de Fonctionnaires* relevées à la fin de chaque année — de 1881 à 1913 :

On comptait en 1881 :	1	Trade-Union de Fonctionnaires.
id.	1882 :	2 id.
id.	1883 :	3 id.

id.	1884 : 5	id.
id.	1885 : 5	id.
id.	1886 : 6	id.
id.	1887 : 7	id.
id.	1888 : 8	id.
id.	1889 : 11	id.
id.	1890 : 15	id.
id.	1891 : 19	id.
id.	1892 : 22	id.
id.	1893 : 24	id.
id.	1894 : 26	id.
id.	1895 : 29	id.
id.	1896 : 32	id.
id.	1897 : 35	id.
id.	1898 : 35	id.
id.	1899 : 35	id.
id.	1900 : 37	id.
id.	1901 : 41	id.
id.	1902 : 45	id.
id.	1903 : 49	id.
id.	1904 : 50	id.
id.	1905 : 51	id.
id.	1906 : 68	id.
id.	1907 : 69	id.
id.	1908 : 69	id.
id.	1909 : 70	id.
id.	1910 : 70	id.
id.	1911 : 71	id.
id.	1912 : 72	id.
id.	1913 : 73	id.

Il convient de noter que certaines Trade-Unions de Fonctionnaires ont pris soin de se faire « enregistrer » dès leur fondation ; elles n'ont éprouvé à cela aucune difficulté (ce qui témoigne de leur légalité).

Voici la *liste* des Trade-Unions de Fonctionnaires nationaux *enregistrées* avant la guerre :

- 1) Fawcett Association (1890).
- 2) War Office Royal Army Clothing Department (1895).
- 3) Devonport Government Labourers' Union (1890).
- 4) Portsmouth and District Government Labourers Union, (1894).
- 5) Ship Rivetters and Holders Portsmouth Union (1895).
- 6) Chatham Ship Rivetters' Union (1901).
- 7) London Postal Posters Association (1902);
- 8) Central London Postmen's Association (1906).
- 9) Portsmouth United Driller's Society (1909).

Il importe enfin de remarquer le nombre de Trade-Unions de Fonctionnaires nouvelles qui se sont constituées *chaque année* de 1881 à 1913. Le rythme du mouvement syndical des fonctionnaires s'accélère d'année en année.

[Les formations de Trade-Unions semblent avoir été particulièrement nombreuses dans les années 1890 et 1906. Ces essors subits peuvent s'expliquer, le premier par la situation matérielle très difficile des fonctionnaires aux abords de l'année 1890 (la grève des postiers a eu lieu en 1890) et le second, par la « reconnaissance » accordée officiellement aux Trade-Unions de Fonctionnaires par le Gouvernement.]

En 1881 :	1	Trade-Union nouvelle
1882 :		
1883 :		
1884 :	1	id.
1885 :		
1886 :	1	id.
1887 :	1	id.
1888 :	1	id.
1889 :	3	id.
1890 :	7	id.
1891 :	4	id.
1892 :	3	id.
1893 :	2	id.
1894 :	2	id.
1895 :	3	id.
1896 :	3	id.
1897 :	3	id.
1898 :		
1899 :		
1900 :	2	id.
1901 :	4	id.
1902 :	3	id.
1903 :	4	id.
1904 :	1	id.
1905 :	1	id.
1906 :	10	id.
1907 :	1	id.
1908 :		
1909 :	1	id.
1910 :		

1911 : 1 iā.

1912 :

1913 :

§ 2. — *Mouvement de Concentration*

Le *Mouvement de Concentration* (d'essence proprement syndicaliste, on l'a vu) commence à se faire sentir *dès 1891*. Au mois de Mai 1891, en effet, une demi-douzaine de Trade-Unions s'organisent en une *Fédération*, qui prend le titre de « *Federated Council Government Employees* ». Cette *Fédération*, qui groupait moins d'un millier de membres lors de sa fondation, groupera 1.500 membres en 1900, 1.650 membres en 1910. (*Elle se recrute principalement parmi les Trade-Unions de l'Amirauté*).

En 1895, un grand nombre de Trade-Unions de Fonctionnaires se groupent en une vaste *Fédération*, dénommée la « *United Government Workers Federation* ». Cet organisme concentrait, au moment de sa fondation, près de 5.000 fonctionnaires. — En 1900, il en groupera près de 9.000 ; en 1905, près de 14.000. Et, en 1910, la « *United Government Workers Federation* » enrôle sous sa bannière 37 *Trade-Unions de Fonctionnaires* constituant un *effectif global* de 15.700 individus. La « *United Government Workers Federation* » groupait un grand nombre de Trade-Unions du « *Civil Service proprement dit* », mais elle comprenait encore, dans ses rangs, quelques fonctionnaires de l'*Amirauté*.

En 1898, les trois principales organisations du *Post-Office* : La Postal Telegraph Clerk's Association, la Fawcett Association, la « *Postmen's Federation* », constituent, avec

quelques autres groupements du Post Office, une *Fédération* (à caractère spécial) : « *le National Joint Committee of Postal and Telegraph Associations* ». — Cette Fédération engloba dès sa naissance plus de 30.000 membres. — En 1900, elle devait en compter plus de 35.000 ; en 1904, plus de 45.000. Après une période de désorganisation (entre 1905 et 1909) elle parvient à grouper en 1910, près de 67.000 *postiers*.

Enfin, en 1905, une Fédération, englobant les Trade-Unions dans lesquelles s'étaient réunis les Fonctionnaires attachés au Gouvernement de l'Irlande, se constitue : l'« *Irish Government Workers Council* ». Elle groupe, en 1905, 500 membres et 6 Trade-Unions. En 1907, le montant global de ses membres dépasse un millier.

Au total, on comptait, en 1900, trois *Fédérations de Trade-Unions de Fonctionnaires* ; en 1905, on en comptait quatre, et ce chiffre se maintint jusqu'en 1913 (où une 5^e *Fédération* fit son apparition : « *la Post Office Servant Association* » mais ne tarde pas à *disparaître*).

L'effectif global des Fonctionnaires adhérents aux *Fédérations*, était en 1901 de 52.910 ; en 1904, de 54.989 ; en 1906, il tombait brusquement à 37.455 ; mais, en 1910, il atteignait le chiffre respectable de 83.797 individus.

•

FEDERATIONS
DE TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES
(avant la guerre)

On comptait (en 1910) quatre grandes Fédérations :

1) — *La « United Government Workers Federation ».*
(Fondée en 1895).

Années	Effectifs	Nombre de T. U. affiliées
1895	4.885	
1896	7.980	
1897	15.200	12
1898	8.250	
1899	7.900	14
1900	8.700	15
1901	12.300	15
1902	10.500	
1903	11.400	
1904	11.000	23
1905	13.300	
1906	13.900	
1907	15.500	39
1908	17.700	
1909	16.300	
1910	15.700	37

2) — *Le « Federated Council Government Employees ».*
(Fondé en Mai 1891).

Années	Effectifs	Nombre de T. U. affiliées
1894	900	7
1895	960	8
1896	1.260	14
1897	1.300	14
1898	1.450	9
1899	1.341	9
1900	1.500	8
1901	1.900	10
1902	1.700	
1903	1.650	
1904	1.600	10
1905	1.250	
1906	1.100	
1907	1.300	7
1908	1.450	
1909	1.650	
1910	1.550	7

3) — « *Irish Government Workers Council* :
(Fondé en 1905).

Années	Effectifs	Nombre de T. U. affiliées
1905	500	6
1906	700	
1907	1.100	
1908	600	
1909	500	
1910	500	3

4) — « *National Joint Committee of Postal and Telegraph Association* ».

(Fondée en 1898).

Années	Effectifs	Nombre de T. U. affiliées
1898	30.200	3
1899	33.515	
1900	35.858	
1901	38.710	
1902	38.676	
1903	38.515	
1904	45.390	5
1905	18.951	
1906	21.655	
1907	23.436	
1908	23.411	
1909	27.999	
1910	66.047	6

CHAPITRE II

LE MOUVEMENT TRADE-UNIONISTE APRES LA GUERRE

Pendant la guerre la plupart des anciennes *Trade-Unions de Fonctionnaires* disparurent ou se réorganisèrent. Quelques-unes cependant *survécurent* intégralement ; on les retrouve *en 1919*, telles qu'en 1913 ; ce sont :

1° Dans le *Post-Office* : 15 *Trade-Unions* :

1. Postal and Telegraph Clerks Association.
2. Fawcett Association.
3. Postmen's Federation.
4. Tracer's Association.
5. Post-Office Engineering and Stores Association.
6. London Postal Superintending Officers Association.
7. London Postal Porters' Association.
8. Tube Staff Association.
9. Sorter Tracers' Association.
10. Post Office Engineering.
11. Clerks Association.
12. Messengers' Association.

13. Postal Bagmens' Association.
14. Returned Letter Section Assistants and Returners Association.
15. Central London Postmens' Association.

2° Dans l'Amirauté : 8 Trade-Unions :

1. Chatham Royal-Dockyard Ship Joiners Association.
2. Chatham Royal Dockyard Smiths' Association.
3. Chatham Government Labourers' Union.
4. Devonport (and District) Government Labourer' Union.
6. Sheerness Government Labourers' Union.
7. Chatham Dockyard and Drillers' Association.
8. Chatham Dockyard Engine Drivers and Stockers' Society.

3° Dans les divers Départements du Civil Service : 6 Trade-Unions :

1. Customs Watchers' Federation.
2. War Office Royal-Army Clothing Department Assn.
3. Royal Park Employees' Union.
4. Royal Garden Kew Employees' Union.
5. Ordnance Survey employees' Union.
6. Civil Service Typists Assn.

*§ I. Recrutement et Développement des Trade-Unions
de Fonctionnaires après la guerre*

*C'est après la guerre que commence le prodigieux essor
des Trade-Unions dans la fonction publique.*

En 1919, on compte 177 Trade-Unions de Fonctionnaires
(de toutes les classes et dans tous les services) :

1) *Trade-Unions de Fonctionnaires dans l'Amirauté :*
(27 Trade-Unions)

1. Chatham Royal Dockyard Ship Joiners' Association.
2. Chatham Royal Dockyard Smiths' Association.
3. Chatham Government Labourers' Union.
4. Devonport Royal Dockyard Ship Joiners' Association.
5. Devonport and District Government Labourers' Union.
6. Sheerness Government Labourers' Union.
7. Chatham Dockyard Hand Drillers' Association.
8. National Union of Government Employees.
9. Chatham Dockyard Engine Drivers and Stokers' Society.
10. Admiralty and Royal Dockyards Draughtsmen's Association.
11. Queenstown and District Government Labourers' Union.
12. Portland and District Government Labourers' Union.
13. Priddy's Hard Naval (Explosive) Ordnance Employees' Federation.
14. Devonport Dockyard Ship Painters' Association.
15. Chatham Dockyard Ship Painters' Association.
16. Pembroke Government Labourers' Union and Sick Benefit Society.
17. Association of the Royal Corps of Naval Constructors.
18. Professional Association, Works Department, Admiralty.

19. Professionnal Officers' Association (Contract Department Admiralty).
20. Royal Dockyard Inspectors' Association.
21. Association of Admiralty Supervising and Subordinate Grades.
22. Admiralty Works Department Subordinate Officers' Association.
23. Association of Masters in H. M. Dockyard Schools.
24. Portsmouth Royal Dockyard Smiths' Association.
25. Rosyth Civil Servants' Association.
26. Established Men's Association of all Grades, H. M. Dockyard Devonport.
27. Royal Naval Cordite Factory Technical Association.

2) *Trade-Unions de Fonctionnaires du Post-Office*
(52 *Trade-Unions*)

1. Fawcett Association (1890).
2. Postmen's Federation (1891).
3. Tracers' Association (G. P. O.) (1892).
4. London Postal Superintending Officers' Association (1894).
5. Postal Inspectors' Association (1919).
6. National Federation of Sub-Postmasters (1919).
7. Association of Irish Post-Office Clerks (1919).
8. London Postal Porters' Association (1902).
9. Tube Staff Association (1903).
10. Association of Civil Service Sorting Assistants (1919).
11. Sorter-Tracers' Association (1904).
12. Ex-Royal Engineer Telegraphists' Association (1919).

13. Post Office Engineering Clerks' Association (1905).
14. Society of Post Office Engineers (1919).
15. Messengers' Association (G. P. O. London) (1906).
16. London Postal Bagmen's Association (1906).
17. Returned Letter Section Assistants and Returners' Association (1904).
18. Central London Postmen's Association (1906).
19. Postal Telegraph and Telephone Controlling Officers' Association (1919).
20. Association of Surveyors' Clerks (Post Office) (1919).
21. Post Office Telegraph and Telephone Mechanics' Association.
22. Association of Post Office Superintendents (Classes II, to V).
23. National Union of Auxiliary Postmen (1918).
24. Society of Post Office Engineering Inspectors (1919).
25. Association of Post Office Engineering Clerical Assistants.
26. Telephone Exchange Managers' Association (1919).
27. Central Telegraph Male Supervisors' Association (1919).
28. Postal and Telegraph Clerks' Association (1881).
29. Telephone Supervising Officers' Association (1919).
30. Post Office Amalgamated Engineering and Stores Association (1896).
31. Telephone Provincial Clerical and Contract Officers' Association.
32. Temporary Postal Workers' Association (London) (1919).
33. National Association of Temporary Postal Employees.
34. Junior Supervising Officers' Association.

35. Society of Post Office Engineering Draughtsmen.
36. Part-Time Telephonists' Association.
37. Society of Post Office Engineering Chief Inspectors.
38. Post Office Examining Mechanics' Association.
39. Salaried Sub-Postmasters' Association.
40. London Postal Service Clerks' Association.
41. Stamp Section (G. P. O.) Minor Staff Association.
42. Association of Post Office Women Clerks.
43. Temporary Clerks (Accountant-General's Department, Post Office) Association.
44. Association of Writing Assistants.
45. Association of Head Postmasters.
46. United Auxiliary Sorters' Association.
47. Engineer-in-Chief's Office Supplementary Clerks' Association.
48. Association of Registry Assistants Secretary's Office London.
49. London Engineering Clerks' Association.
50. London Telephone Service Association.
51. Association of Women Assistant Superintendents and Principal Clerks of the General Post Office.
52. Post Office Stores Department Clerks' Association.

3) *Trade-Unions de Fonctionnaires du Civil Service
proprement dit (98 Trade-Unions)*

1. Customs Watchers' Association (1893).
2. H. M. Customs and Excise Preventive Men's Association (1919).
3. H. M. Customs and Excise Preventive Officers' Association (1919).

4. Customs Port Clerks' Association (1919).
5. Royal Army Clothing Department Employees' Union (1895) (enregistrée).
6. Civil Service Typists' Association (1904).
7. Army and Naval Ordnance Departments Storeholders and Foremen's Association (1919).
8. Army Ordnance Department Employees' (Union of Ireland).
9. Royal Gardens, Kew, Employees' Union (1905).
10. Association of Clerks of the Second Division of the Civil Service (1919).
11. Royal Parks Employees' Association (1906).
12. Government Stores Clerical Association (Woolwich). (1919).
13. Amalgamated Society of Outport Watchers, H. M. Customs and Excise.
14. Ordnance Survey (Civil) Employees' Association (1897).
15. H. M. Customs and Excise Launches Crews' Association (1918).
16. Dublin Second Division Clerks' Association.
17. Government Buildings Employees' Association.
18. Government Workers' Union of Ireland.
19. H. M. Office of Works Foremen and Timekeepers' Association.
20. India Store Dépôt Employees' Union.
21. Inland Revenue Stamping Department Association.
22. Dover Government Employees' Union.
23. Inland Revenue Stamping and India Departments Women's Association.

24. Customs and Excise Federation.
25. Stationery Office Employees' Union.
26. Irish Ship Inspectors' Association.
27. Customs and Excise Surveyors' Association.
28. Irish Ordnance Workers' Union.
29. H. M. Stationery Office Temporary Technical Staff Association.
30. Government Messengers and Attendants' Association.
31. National Association of Employment Department Officers.
32. Chelsea Hospital Employees' Union.
33. Royal Mint Operatives' Association.
34. Royal Park Keepers' Association.
35. Prison Department Clerical Staff Association.
36. National Federation of Branch Managers (British Isles) Ministry of Labour.
37. Army Ordnance Department Woolwich, Storeholders' Association.
38. Professional Association H. M. Office of Works.
39. Survey Staff Clerks' Association, Marine Department, Board of Trade.
40. Board of Trade Outdoor Staffs' Association.
41. Land Registry and Irish County Court Assistants' Association.
42. English Lighthouse Keepers' Federation.
43. Scottish Lighthouse Keepers' Association.
44. Irish Lighthouse Keepers' Association.
45. Association of First Division (Class I) Clerks of the Estate Duty Office.

46. Association of First division (Class II) Clerks of the Estate Duty Office.

47. Unestablished Civil Servants' Association.

48. Customs and Excise Chief Preventive Officers' Association.

49. Excise Clerks' Association.

50. Customs and Excise Stores Branch Association.

51. Association of Senior Women Officers in the Central Office and Divisional Offices of the Ministry of Labour, Employment Department.

52. National Association of Staff Officers in Divisional Offices Ministry of Labour (Employment Department).

53. Association of Senior Staff of the Claims and Record Office.

54. Association of Tax Surveying Officers.

55. Association of (Civil Service) Assistant Clerks.

56. Boy Clerks (Civil Service) Association.

57. National Federation of employment Exchange Managers' Association.

58. Health Insurance Officers' (England) Association.

59. Air Ministry Works and Buildings Staff Society.

60. H. M. Stationery Office, Warehouse Supervisors' Association.

61. Association of First Division Civil Servants.

62. Inland Revenue (C. S. S.) Minor Establishment Association.

63. Irish Civil Service Union.

64. Association of Staff Clerks and Other Civil Servants in Ireland.

65. Congested Districts Board (Ireland) Clerks' Association.

66. London Customs and Excise Temporary Staff Association (Clerical and Administrative).

67. Ministry of Food Association of Temporary Staff.

68. Seamen's Registry Temporary Clerks' Association.

69. Statistical Branch of the Board of Trade Kingsway Association of Temporary Administrative and Clerical Staff.

70. Temporary Women Pension Officers' Association.

71. Association of Temporary Women Tax Clerks.

72. Public Services Temporary Clerks Association.

73. Ministry of Pensions (Temporary Staff) Association.

74. War Department Writers' Association.

75. Association of Unestablished and Temporary Professional Assistants (H. M. Office of Works).

76. Demobilisation and Training Departments Temporary Staff Association.

77. Junior Women Inspectors' Association (National Education, Ireland).

78. Civil Service Union.

79. Association of Tax Clerks.

80. Association of Temporary Clerks and Typists, H. M. Office of Works.

81. Board of Agriculture and Fisheries Temporary Civil Servants Association.

82. Government Museums Attendants' Association.

83. Ordnance Factories Supervisory Staff Association.

84. H. M. Office of Works Employees' Association.

85. Association of Established Technical Officers in H. M. Stationery Office.

86. Geological Survey and Museum Staff Association (England and Wales).

87. National Association of Divisional Staff Officers, Assistant Insurance Officers and Officers of Equivalent Rank in the Ministry of Labour.

88. Association of Women Clerks of the National Health Insurance Commission (Scotland).

89. Association of Assistant Inspectors National Health Insurance Commissions.

90. Exchequer and Audit Department Association.

91. Association of Audit Officers, National Insurance Audit Department.

92. Liverpool Docks Scheme Clerks' Association.

93. Association of Staff Clerks and other Civil Servants.

94. Ministry of Munitions Auxiliary Civil Service Association.

95. Natural History Museum Staff Association.

96. Association of Inland Revenue Valuers (Wales Division Branch).

97. Association of Board of Trade Surveyors.

98. Association of Inspector' Insurance Department, Ministry of Health.

En 1925, on comptait 214 Trade-Unions de Fonctionnaires, en dépit des multiples fusions qui ont eu lieu entre 1919 et 1925 : (1)

(1) Pour les principales *Trade-Unions de Fonctionnaires* nous mettons entre parenthèses le titre de la *Fédération* à laquelle elles appartiennent, ou la mention « Indépendante » si elles ne sont affiliées à aucune *Fédération*.

Nous emploierons les abréviations :

(C. S. C.) pour « Civil Service Confederation ».

(P. C. S.) pour « Institution of Professional Civil Servants ».

*Trade-Unions de Fonctionnaires Nationaux existant
en Grande Bretagne avec leurs effectifs (1) à la date
du 1^{er} Juillet 1925*

1) TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES DE DIVERS SERVICES
(14 Trade-Unions)

1. Assn. of Executive Officers and Other Civil Servants (C. S. C.) (5.380 M.).
2. Assn. of Ex-Service Civil Servants.
3. Assn. of First Division Civil Servants (Joint Consultative Committee).
4. Assn. of Higher Women Officers in the Civil Service.
5. Assn. of Women Clerks and Secretaries.
6. Civil Service Clerical Association (C. S. C.) (20.012 M.).
7. Civil Service Law Clerks' Assn.
8. Civil Service Legal Society (Joint Consultative Committee).
9. Council of Women Civil Servants (Higher Grades).
10. Government Minor Grades' Assn. (C. S. C.) (2.600 M.).
11. Nat. Civil Service Staff Assn.
12. Nat. Civil Service Staff Assn.
13. Soc. of Civil Servants (Joint Consultative Committee).
14. Temporary Civil Servants Association (Indépendante) (850 M.).

(1) Nous ne donnons que les effectifs des groupements les plus importants.

2) TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES DE L'AMIRAUTÉ :

(30 *Trade-Unions*)

1. Admiralty and Royal Dockyards Draughtsmen's Assn. (C. S. C.) (1.293 M.).
2. Royal Dockyard Foremen of Trades Assn. (C. S. C.).
3. Admiralty & Royal Dockyards Technical Officers' Assn. (P. C. S.).
4. Admiralty Overseeing Staff Assn. (C. S. C.) (169 M.).
5. Admiralty Works Department Subordinate Officers' Assn. (C. S. C.) (157 M.).
6. Amal. Assn. of Royal Dockyard Ex-Apprentices & Apprentices. (C. S. C.) (800 M.).
7. Assn. of Cartographers, Admiralty. (P. C. S.).
8. Assn. of Electrical Engineers, Admiralty. (P. C. S.).
9. Assn. of Examiners of Dockyards Work. (P. C. S.).
11. Assn. of Professional Accountants Admiralty. (P.C.S.).
12. Chatham Dockyard & District Civil Servants' Assn. C. S. C.).
13. (Civil Engineer-in-Chief's Department) Leading Men's Assn. (C. S. C.) (60 M.).
14. Established Men's Assn. (H. M. Dockyard Penbroke).
15. Established Men's Assn. of all Grades (H. M. Dockyard Devonport.)
16. Foremen of Stores & Inspectors of Storehousemen's Assn. (C. S. C. (42 M.).
17. Portland & Dist. Established Men's Assn.
18. Portsmouth & Dist. Established Men's Assn.
19. Professional Assn. (Works Department) (Admiralty). (P. C. S.).

20. Rosyth Civil Servants' Benefit Soc. (C. S. C.) (566 M.).
21. Royal Corps of Naval Constructors' Assn.
22. Royal Dockyards Assn. of Estimators. (C. S. C.) (30 M.).
23. Royal Dockyards Associated Professional Officers' Soc. (C. S. C.) (108 M.).
24. Royal Naval Armament Supply Department Storehousemen & Laboratorymen's Assn.
25. Royal Naval Armament Supply Department Subordinate Officers Assn. (C. S. C.) (72 M.).
26. Royal Naval Cordite Factory Technical Assn. (C. S. C.) (45 M.).
27. Royal Naval Torpedo Factory Established Men's Assn.
28. Royal Victualling Yards Subordinate Officers' Assn. (C. S. C.) (34 M.).
29. Scientific Officers' Assn. (Admiralty).
30. Sheerness Dockyard Established Men's Assn.

3) TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES DU MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE ET DES PÊCHERIES

(3 *Trade-Unions*)

1. Inspector's Association (Ministry of Agriculture). (P. C. S.).
2. Ministry of Agriculture and Fisheries Technical officers' (Surveyors and Draughtsmen Association). (P. C. S.).
3. Ordnance Survey Civil Staff Association. (C. S. C.) (580 M.).

4) TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES DU DÉPARTEMENT
DES DOUANES ET DE L'ACCISE

(13 *Trade-Unions*)

1. Customs & Excise Chief Preventive Officers' Assn.
(C. S. C.) (60 M.).
2. Customs & Excise Coast & Land Preventive Staff Assn.
(C. S. C. (4.235 M.).
3. Customs & Excise Controlling Grade Assn.
4. Customs & Excise Fedn. (C. S. C. (3.822 M.).
5. H. M. Customs & Excise Launch Service Assn. (C.S.C.)
(145 M.).
6. Customs & Excise Preventive Staff Assn. (C. S. C.)
(1.263 M.).
7. Customs & Excise Stores Branch Assn. (C. S. C.)
(32 M.).
8. Customs & Excise Surveyors Assn. (C. S. C. (443 M.).
9. Customs & Excise Temporary Staff Assn.
10. Customs & Excise Watchers' Assn. (C. S. C.) (590 M.).
11. Customs Port Clerks' Assn. (C. S. C.) (80 M.).
12. Excise Clerks' Assn.
13. Waterguard Superintendents & Inspectors' Assn.

5) TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES DU MINISTÈRE
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

(3 *Trade-Unions*)

1. Association of Board of Education Women Clerks.
2. Association of Executive Officers of Finance and Pension Branches of the Board of Education.
3. Board of Education Inspection Assn.

6) TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES DU POST-OFFICE (1)
(34 Trade-Unions)

1. *Union of Post Office Workers. (Indépendante)*
(84.000 M.).

2. Assn. of Assistant Staff Engineers & Assistant Superintending Engineers (Engineering Department). (P. C. S.).

3. Civil Service Sorting Assistants Association. (C. S. C.)
(650 M.).

4. Assn. of Clerks of the Investigation Branch (Secretary's Office) General Post Office.

5. Assn. of Counter Clerks & Telegraphists.

6. Assn. of Head Postmasters.

7. Assn. of Higher Grade Women Post Office Departments.

8. Assn. of Post Office Women Clerks.

9. Assn. of Telegraph & Telephone Traffic Officers
(P. C. S.).

10. Assn. of (Uniformed) Postal Supervising Officers.
(F. P. O. S. O.) (1.000 M.).

11. Cable Room Staff Assn.

12. Central Telegraph Male Supervisors' Assn. (F. P. O.
S. O.) (3.500 M.).

13. Ex-Royal Engineer Telegraphists' Assn.

14. Head Postmen's Assn (Provincial).

15. London Postal Superintending Officers' Assn. (F. P.
O. S. O.) (1.500 M.).

(1) Nous désignons par les abréviations :

F. P. O. S. O. : la « Federation of Post-Office Supervising Officers »,
P. O. E. F. : la « Post Office Engineering Federation ».

16. London Telephone Traffic Officers' Assn. (C. S. C.) (96 M.).
17. *Nat. Fedn. of Sub-Postmasters. (Indépendante).*
18. Nat. Fedn of Postal & Telegraph Clerks.
19. Postal Inspectors' Assn. (F. P. O. S. O.).
20. Post Office Controlling Officers' Assn. (F. P. O. S. O.) (4.000 M.).
21. *Post Office Engineering Union. (P. O. E. F.)* (15.000 M.)
22. Post Office Telegraph & Telephone Mechanics' Assn.
23. Professional & Technical Assn. (P. C. S.).
24. Returned Letter Section Assistants & Returners' Assn. (C. S. C.) (45 M.).
25. Salaried Sub-Postmasters' Assn.
26. Soc. of Post Office Engineering Chief Inspectors. (P. O. E. F.) (2.000 M.).
27. Soc. of Mechanical & Electrical Engineering Draughtsmen. (P. C. S.).
28. Soc. of Post Office Engineering Draughtsmen. (P. O. E. F.) 5.000 M.).
29. Soc. of Post Office Engineering Inspectors. (P.O.E.F.) (2.000 M.).
30. Soc. of Post Office Engineers. (P. O. E. F.) (6.000 M.).
31. Sorter-Tracers' Assn. (G.P.O.). (C. S. C.) (102 M.).
32. Contract Managers' Assn. (F. P. O. S. O.) (1.500 M.).
33. Telephone Supervising Officers' Assn. (F. P. O. S. O.) (1.500 M.).
34. United Auxiliary Sorters' Assn.

7) TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES DU MINISTÈRE
DE L'HYGIÈNE

(14 *Trade-Unions*)

1. Assn. of Assistant Inspectors (Wales).
2. Assn. of Insurance Committee Officers.
3. Assn. of Intermediate Officers of the Ministry of Health (England).
4. Assn. of Officers of the Intermediate Grade of the Ministry of Health (Welsh Board of Health).
5. Assn. of Women Inspectors (Ministry of Health).
6. Health Insurance Officers' (England) Assn.
7. Inspectorate Assn. Insurance Department, Ministry of Health.
8. Inspectors' Assn. Welsh Board of Health.
9. Ministry of Health Assn. of Alkali Works Inspectors. (P. C. S.).
10. Ministry of Health (Engineering Department) Technical Staff Assn. (P. C. S.).
11. Ministry of Health Medical Staff Assn.
12. Ministry of Health Town Planners' Assn.
13. Ministry of Health Women Clerks' Assn.
14. Nat. Assn. of Clerks to Insurance Committees.

8) TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES DU DÉPARTEMENT
DU REVENU INTÉRIEUR

(11 *Trade-Unions*)

1. Assn. of Established Collectors of Taxes. (C. S. C.) (28 M.).

2. *Assn. of His Majesty's Inspectors of Taxes. (Joint Consultative Committee).*

3. Assn. of Officers of Taxes. (C. S. C.) (4,000 M.).

4. Assn. of Temporary Male Tax Clerks.

5. Assn. of Valuation Office Valuers. (P. C. S.) (283 M.).

6. Estate Duty Office (Administrative & Technical Staff) Assn. (P. C. S.) (49 M.).

7. Inland Revenue (C. S. S.) Minor Establishment Assn. (C. S. C.) (66 M.).

8. Inland Revenue Stamping Department Assn. (C. S. C.) (191 M.).

9. Inland Revenue Stamping Department. Superintendents' Assn. (C. S. C.) (21 M.).

10. Inland Revenue Stamping Department Women's Assn. (C. S. M.) (108 M.).

11. Nat. Assn. of Assessors & Collectors of Taxes.

9) WAR OFFICE

(16 Trade-Unions)

1. Army Audit & Contracts Executive Staff Association.

2. *Army Clothing Department Employees' Union.* (C.S.C.) (1,500 M.).

3. Army Inspection Department Examiners' Association. (C. S. C.) (90 M.).

4. Association of Administrative Staff of the Royal Ordnance Factories.

5. Association of Ex-Soldier (War Office) Clerks. (C.S.C.) (180 M.).

6. Association of Technical Inspectors, (Stores & Clothing, Army Ordnance Services).

7. Association of War Office (Headquarters) Professional Civil Servants. (P. C. S.).

9. Civil Service Technical Estimators & Ratefixers' Association. (C. S. C.) (58 M.).

10. Civil Staff Soc. Royal Engineer Services.

11. Professionnal Staff Association, (Department of War) (Department Chemist) (P. C. S.).

12. R. H. & R. F. A. Pay & Record Office Clerical Association.

13. Royal Arsenal Association of Foremen et Draughtsmen. (C. S. C.) (180 M.).

14. Royal Ordnance Factories Association of Professional Staff (P. C. S.).

15. Stores & Clothing Inspection Departments Viewers' Association. (C. S. C.) (85 M.).

16. War Department Fleet Officers' Association. (C. S. C.) (64 M.).

10) MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

(8 *Trade-Unions*)

1. Association of Clerks of Works (H. M. Office of Works).

2. Association of Established Technical Officers (Supplies Division. H. M. Office of Works.) (P. C. S.).

3. Association of Superintendents & Assistant Superintendents of Works (H. M. Office of Works.) (P. C. S.).

4. District Staffs' Association (H. M. O. W.).

5. Engineers' Association of H. M. Office of Works. (C. S. C.).

6. Gouvernement Buildings Employees' Association.
7. Professional Association (H. M. Office of Works.)
8. Royal Parks Employees' Union. (C. S. C.) (380 M.).

11) MINISTÈRE DU TRAVAIL

(4 *Trade-Unions*)

1. Association of Women Clerks & Junior Staff Officers in the Ministry of Labour.
2. Ministry of Pensions Medical Officers' Association.
3. National Association of Employment Exchange Managers & Other Departmental Class Officers in the Ministry of Labour. (C. S. C.).
4. National Federation of Branch Managers (British Isles Ministry of Labour).

12) MINISTÈRE DES PENSIONS

(5 *Trade-Unions*)

1. Association of Women Clerical Officers & Writing Assistants in the Ministry of Pensions.
2. Ministry of Pensions Medical Officers' Association.
3. Salaried Officers' Association (Ministry of Pensions).
4. United Services Massage League.
5. Women Pension Officers' Association.

13) OFFICE DES ADMINISTRATEURS PUBLICS

(3 *Trade-Unions*)

1. Association of Women Clerks in the Public Trustee Office.

2. (Public Trustee Office) Staff Soc.
3. (Public Trustee Office) Surveyors' Soc. (P. C. S.).

14) DÉPARTEMENT DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES
ET INDUSTRIELLES
(4 *Trade-Unions*)

1. Artificer & Mechanical Staff Association (National Physical Laboratory). (P. C. S.).
2. Geological Survey & Museum Scientific Staff Association.
3. Observer Staff Association (Department of Scientific & Industrinal Research). (P. C. S.) (114 M.).
4. Soc. of Professional Civil Servants (Department of Scientific & Industrial Research) (P. C. S.).

15) OFFICE DE LA PAPETERIE
(4 *Trade-Unions*)

1. H. M. Stationery Office Temporary Clerks' Association.
2. H. M. Stationery Office Temporary Technical Staff Association.
3. H. M. Stationery Office Warehouse Supervisors' Association.
4. Technical Association (H. M. Stationery Office) (P.C.S.) (120 M.).

16) MINISTÈRE DU COMMERCE
(12 *Trade-Unions*)

1. Association of Board of Trade Inspectors of Ships' Provisions.

2. Association of Board of Trade Ship Surveyors. (P.C.S.) (61 M.).
3. Association of Board of Trade Surveyors. (P. C. S.) (88 M.).
4. Association of H. M. Inspectors of Mines & Quarries, (Mines Department.) (P. C. S.) (103 M.).
5. Association of Immigration Officers. (C.S.C.) (124 M.).
6. Association of Intelligence Officers, (Department of Overseas Trade.) (C. S. C.) (72 M.).
7. Association of Nautical Surveyors (Board of Trade). (P. C. S.) (38 M.).
8. Board of Trade Survey Outdoor Officers' Association. (C. S. C.) (62 M.).
9. Department of Overseas Trade Clerical Association.
10. Legal department (Board of Trade) Association.
11. Patent Office Examining Staff Association. (P. C. S.) (220 M.).
12. Staff Association of the Department of the Official Receivers in Companies liquidation.

17) AUTRES DÉPARTEMENTS

(35 Trade-Unions)

1. Assn. of Audit Officers, Nat. Insurance Audit Department.
2. Assn. of Inspectors of Audit, Nat. Insurance Audit Department.
3. Assn. of Civil Service Record Keepers.
4. Assn. of Crown Agents' Women Clerks & Typists.
5. Assn. of Foreign Office Women Clerks.

6. Assn. of Officers of the Supreme Court.
7. Assn. of Professional Civil Servants, (Air Ministry) (P. C. S.).
8. Assn. of Professional Officers (Government Actuary's Department) (P. C. S.).
9. Assn. of Technical Officers (Forestry Commission) (P. C. S.).
10. Assn. of Temporary Assistant Chemists (Government Chemist's Department) (P. C. S.).
11. Board of Control Professional Assn. (P. C. S.).
12. British Museum Higher Grades Assn.
13. District Probate Registrars' Assn. (C. S. C.).
14. District Probate Registries Clerks' Assn. (C. S. C.).
15. English Lighthouse Keepers' Fedn. (C. S. C.).
16. Exchequer & Audit Department Assn.
17. Government Galleries Established Officers' Assn.
18. Government Laboratory Staff Assn...
19. Land Registry Map Branch Assn. (C. S. C.).
20. Land Registry (Middlesex Deeds Department) Assn.
21. Land Registry Technical Staff Assn... (P. C. S.).
22. Ministry of Transport Professional Assn. (P. C. S.).
23. Nat. Insurance Government Auditors' Assn.
24. Nat. Savings Committee Organising Staff Assn.
25. Nat. Savings Committee Women's Temporary Staff Assn. (C. S. C.).
26. Natural History Museum Staff Assn...
27. Office of Commissioners of Crown Lands Architectural Department Assn.
28. Office of the High Commissioner for India Technical Staff Assn.

29. Official Reporters of the House of Commons, Group of the Society of Civil Servants.

30. Permanent Clerks' Assn., Nat. Savings Committee.

31. Repairers & Searchers' Assn. (Public Record Office). (C. S. C.).

32. Technical & Clerical Assistants' Assn. of Surveyors' Department (Prison Commission) (Home Office) (C. S. C.).

33. Technical Staff Assn. (Home Office)... (P. C. S.).

34. Treasury Solicitor's Clerks' (Non-Professional) Assn.

35. Unestablished Staff Assn. (British & Natural History Museums).

§ 2. — *Concentration des Trade-Unions de Fonctionnaires après la guerre*

Après la guerre le mouvement de concentration se fait sentir plus intense encore qu'auparavant.

Les *Fédérations* qui s'étaient constituées *avant* la guerre *reparaissent en 1919* (avec des effectifs à peu près équivalents) à l'exception de l' « Irish Government Workers council ».

On retrouve en effet en 1919 :

1. La « United Government Workers Federation ».

2. Le « Federated Council Government Employees ».

3. Le « National Joint Committee of Postal and Telegraph Association ».

Mais d'autres Fédérations se sont formées, sitôt après la guerre.

Ce sont les *Fédérations* suivantes (au nombre de 15) :

(4) *Civil Service Federation.*

- (5) *Civil Service Alliance.*
- (6) *Federation of Women Civil Servants.*
- (7) *Customs and Excise Waterguard Federation.*
- (8) *Post Office Engineering Federation.*
- (9) *Federation of Post-Office Supervising Officers.*
- (10) *Federation of Temporary Staff Association (Administrative and Clerical).*
- (11) *Society of Civil Servants.*
- (12) *Institution of Professional Civil Servants.*
- (13) *Council of Post Office Clerical Associations.*
- (14) *Ministry of Labour Temporary Staff Federation.*
- (15) *West Ham Corporation Employees' Federal Council.*

En 1922 de nouvelles Transformations s'opèrent :

1° La « *Civil Service Federation* » et la « *Civil Service Alliance* » disparaissent, et leurs Trade-Unions se groupent en une vaste confédération, la « *Civil Service Confederation* » qui comprend dès sa formation plus de 64.000 membres et 90 Trade-Unions.

2° La « *Ministry of Labour Temporary Staff Federation* » et la « *Federation of Temporary Staff Association (Administrative and Clerical)* » fusionnent en une « *Temporary Staff Confederation* ».

3° La « *United Government Workers' Federation* » et le « *Federated Council of Government Employees* » — ainsi que la « *Customs and Excise Waterguard Federation* » disparaissent — et les Trade-Unions de travailleurs de l'Amirauté et d'employés des Douanes qui les composaient se reforment en quatre Fédérations :

- 1) *Admiralty Established Civil Servants' Federation.*

2) Federation of Association, of Outdoor Staff (Ministry of Health, Scottish & Welsh Boards of Health & Irish Insurance Commission.

3) Joint Committee of Customs & Excise Association.

4) Professional Staff Association (National Insurance Audit department).

En 1925, on comptait en conséquence 15 grandes Fédérations de Fonctionnaires nationaux en Grande Bretagne :

1. *Civil Service Confederation* (65.000).
2. Federation of Women Civil Servants (1.000).
3. *Institution of Professional Civil Servants* (2.000).
4. Society of Civil Servants (500).
5. Temporary Staff Confederation (4.000).
6. Admiralty Established Civil Servants' Federation (2.000).
7. Federation of Association, of Outdoor Staff (Ministry of Health, Scottish & Irish Insurance Commission) (1.000).
9. Joint Committee of Customs & Excise Association (2.000).
10. National Federation of Post Office Societies (6.000).
11. *Post Office Engineering Federation* (30.000).
12. Professional Staff Association, National Insurance Audit Department (2.000).
13. West Ham Corporation Employees' Federal Council (1.500).
14. *Federation of Post Office Supervising Officers* (15.000).
15. *National Federation of Sub-Postmasters* (11.000).

Voici d'ailleurs la liste des principales Fédérations, avec leurs Trade-Unions constitutives :

A) *D'abord, les principales Fédérations de Trade-Unions dans le Post-Office* (en 1925 et à la veille de la Grève Générale) :

1) *Post Office Engineering Federation* (Fédération des Ingénieurs du Post Office) (30.000) :

- a) *Society of P. O. Engineers* (6.000).
- b) *Society of P. O. Engineering Chief Inspectors* (2.000).
- c) *Society of P. O. Engineering Inspectors* (2.000).
- d) *Society of P. O. Engineering Draughtsmen* (5.000).
- e) *Post Office Engineering Union* (15.000).

— 2) *Federation of Post Office Supervising Officers* (Fédération des fonctionnaires de l'Inspection du Post Office) (15.000) :

- a) *Post-Office Controlling Officers Association* (4.000).
- b) *London Postal Superintending Officers* (1.500).
- c) *Association of Uniformed Postal Supervising Officers* (1.000).
- d) *Postal Inspectors' Association* (2.000).
- e) *Central Telegraph Male Supervisors Association* (3.500).
- f) *Telephone Supervising Officers' Association* (1.500).
- g) *Contract Managers' Association* (1.500).

— 3) *National Federation of Sub-Postmasters* (Fédération nationale des Sous-Chefs de la Poste) (11.000).

B) *Ensuite, les deux Fédérations les plus actives, dans le Civil Service proprement dit :*

- 1) La Civil Service Confederation.
- 2) L'Institution of Professionnal Civil Servants.

1) *Civil Service Confederation*

Sur la *Civil Service Confédération* nous donnerons des renseignements statistiques recueillis à 3 époques différentes :

- a) En 1922 — époque de sa fondation.
- b) En 1925 — avant la Grève générale.
- c) En 1928 — époque la plus récente.

a) Liste des « *Trade-Unions constitutives* » de la « *Civil Service Confederation* » à la date du 31 Mars 1922 :

Groupe I. — Organisation des Classes

« *administratives* » et « *exécutives* »

	Effectifs
1. Association of Executives Officers and other Civil Servants	4.000
2. Council of Post Office Clerical Associations....	1.830
3. Association of Superintendents and Deputy Superintendents of Board of Trade Mercantile Marine Offices.....	165
4. Association of Intelligence Officers in Department of Overseas Trade.....	102

Groupe 2. — Organisation des Classes « d'Employés »
(Clerks)

	Effectifs
1. <i>Civil Service Clerical Association</i>	17.500
2. War Department Writers' Association	750
3. Association of Ex-Soldier (War Office) Clerks..	250
4. District Probate Registries Clerks' Association..	135
5. Health Insurance Officers' (England) Association	73
6. Treasury Solicitor's Clerks' (non Professional) Association	12
7. Association of Sasine Office Clerks.....	46
8. Factory Department Clerical Officers' Associa- tion	24
9. Royal Ordnance Factories Established Super- visory Clerical Staff Association.....	25
10. Accountant of Court's Clerical Association....	11
11. Civil Service Society of Professional and Confi- dential Shorthand Writers.....	6

Groupe 3. — Organisation des Classes
de *Fonctionnaires Techniciens*

	Effectifs
1. Admiralty and Royal Dockyards Draughtsmen's Association	1.159
2. Ordnance Survey Civil Staff Association.....	680
3. Royal Dockyards Inspectors' Association.....	501
4. Royal Arsenal Association of Foremen and Draughtsmen	300

5. United Services Massage League (Pensions Branch	403
6. Admiralty Works Department Subordinate Officers' Association	300
7. Admiralty Overseeing Staff Association.....	186
8. Royal Dockyard Associated Professional Officers' Society	120
9. Leading Men's Association Civil Engineering Chief's Department, H. M. Home Dockyards..	77
10. Royal Naval Armament Supply Department Subordinate Officers' Association.....	60
11. Surveyors' Association of the Board of Agriculture for Scotland	70
12. Stores and Clothing Inspection Department Viewers' Association	95
13. Association of Foremen of Stores and Inspectors of Storehousemen	42
14. Royal Dockyard Association of Estimators.....	38
15. Royal Ordnance Factories Technical Estimators and Ratefixers' Association.....	28
16. Royal Victualling Yards Subordinate Officers Association	36
17. Land Registry Map Department Association..	28
18. Army Ordnance Department Storeholders' Association	26
19. Association of Ministry of Transport Draughtsmen	14
20. Association of Examiners of Dockyard Work..	10
21. Association of Technical and Clerical Assistants, Surveyor's Department, Prison Commission	9

Groupe 4. — Organisations du Post Office

	Effectifs
1. <i>National Federation of Sub-Postmasters</i> (1)...	13.094
2. Association of Civil Service Sorting Assistants.	800
3. London Telephone Traffic Officers' Association.	95
4. Stamp Section (G.R.O.) Minor Staff Association.	60
5. Sorter Tracers' Association.....	110
6. Returned Letter Section Assistants' and Returners' Association	56

Groupe 5. — Organisations du Département
des Douanes et de l'Accise

	Effectifs
1. Customs and Excise Federation.....	4.552
2. Customs and Excise Preventive Men's Association	977
3. Customs and Excise Surveyors' Association....	606
4. Customs and Excise Preventive Officers' Association	510
5. Customs and Excise Launch Service Association	155
6. Customs Port Clerks Association.....	108
7. Customs and Excise Chief Preventive Officers' Association	43
8. Customs and Excise Stores Branch Association	31

(1) La « National Federation of Sub-Postmasters » quitte la « Civil Service Confederation » en 1923 et devient une Fédération indépendante.

Groupe 6. — Organisations du Département
du Revenu intérieur

	Effectifs
1. Association of Officers of Taxes.....	2.653
2. Inland Revenue Stamping Department Association	212
3. Inland Revenue Stamping Département Womens Association	150
4. Inland Revenue (C.S.S.) Minor Establishment Association	60

Groupe 7. — Organisations du Ministère
du Travail

	Effectifs
1. National Association of Employment and Clerical Officers (Ministry of Labour).....	2.000
2. National Federation of Employment Exchange Managers' Association	700

Groupe 8. — Organisations variées.

	Effectifs
1. Government Minor Grades Association.....	2.500
2. Country Court Officers' Association.....	1.200
3. Civil Staff Society, Royal Engineer Services..	260
4. Scottish Lightkeepers' Association	200
5. Royal Parks Employees' Union.....	430
6. War Department and Naval Ordnance Fleet Officers' and Certificated Ratings' Association..	110

7. Government Museums' Attendants' Association.	105
8. Civil Service Law Clerks' Association.....	95
9. Royal Mint Operatives' Association.....	89
10. Association of Inspectors and Transmission Of- ficers, Board of Trade Mercantile, Marine Of- fice	61
11. Association of Civil Service Record Keepers..	76
12. Warehouse Supervisors' Association	78
13. Board of Trade Survey Outdoor Officers' Asso- ciation	84
14. Royal Mint Artificer Staff Association.....	67
15. Royal Mint Temporary Operatives Association	66
16. Searchers' and Repairers' Association, Public Record Office	42
17. Association of the Outdoor Staff of the Fishery Board for Scotland	37
18. Sasine Office, Second Class Clerks' Association Edinburgh	31
19. H. M. Commissary Office Staff Association Edinburgh	15
20. Association of Deeds Office Clerks (Special C Class)	12
21. Royal Scottish Museum Unestablished Staff As- sociation	11
22. Scottish Land Court Staff Association.....	13
23. Association of Examiners of Accounts in H. M. Office of Woods	8
24. Association of Senior and Junior Clerks in the General Board of Control for Scotland.....	7
25. Workers' Union (Whitehall Branches)	935

26. Workers' Union (Whitehall Women's Branch)	750
27. Association of Immigration Officers.....	131

Groupe 9. — Organisations des Classes
du Travail Industriel

	Effectifs
1. Portsmouth and District Established Men's Association	1.978
2. Chatham Dockyard and District Civil Servants Association	1.504
3. Rosyth Civil Servants' Benefit Society.....	525
4. Sheerness Dockyard Establishes Men's Association	400
Total général des membres de la Civil Service Confederation	68.604

(*Civil Service Confederation*)

b) Liste des « *Trade-Unions constitutives* » de la « *Civil Service Confederation* » à la date du 31 Mars 1925 :

Groupe 1. — Organisations des Classes
« *administratives* » et « *exécutives* »

	Effectifs
1. Association of Exécutive Officers and Other Civil Servants	5.325
2. Association of Intelligence Officers in Department of Overseas Trade	72
Total.....	5.397

Groupe 2. — Organisations des Classes
« d'Employés » (Clerks)

	Effectifs
1. <i>Civil Service Clerical Association</i>	20.012
2. Association of Ex-Soldier (War Office) Clerks	180
3. District Probate Registries Clerks Association	135
4. Health Insurance Officers' (England) Association	70
5. Treasury Solicitor's Clerks (Non-Professional) Association	10
6. Association of Sasine Office Clerks (Special Class)	39
7. Accountant of Court's Clerical Association....	9
8. Civil Service Society of Professional Shorthand Writers	4

Groupe 3. — Organisations des Classes
de « *Fonctionnaires Techniciens* »

	Effectifs
1. Admiralty and Dockyard Draughtsmen's Association	1.293
2. Ordnance Survey Civil Staff Association.....	580
3. Admiralty and Royal Dockyard Technical Officers' Association	501
4. Royal Arsenal Association of Foremen and Draughtsmen	180
5. United Services Message League (Pensions Branch)	242

6. Admiralty Works Department Subordinate Officers' Association	157
7. Admiralty Overseeing Staff Association.....	169
8. Royal Dockyard Associated Professional Officers' Society	102
9. Leading Men's Association, Civil Engineering Chief's Department, H. M. Home Dockyard..	60
10. Royal Naval Armament Supply Department Subordinate Officers' Association	72
11. Surveyors' Association of the Board of Agriculture for Scotland	52
12. Stores and Clothing Inspection Department Wiewers' Association	85
13. Association of Foremen of Stores and Inspectors of Storehousemen	48
14. Royal Dockyard Association of Estimators....	30
15. Civil Service Technical Estimators' and Ratefixers' Association	58
16. Army Inspection Department Examiners' Association	90
17. Royal Victualling Yards Subordinate Officers' Association	34
18. Land Registry Map Branch Associatsion.....	25
19. Royal Dockyard Foremen of Trades Association	20
20. Royal Naval Armament Supply Department Storehousemen's and Laboratorymen's Association	70
21. Engineers' Association of H. M. Office of Works	105

22. National Savings Committee Organising Staff Association	50
23. Association of Examiners of Dockyard Work..	9
24. Association of Technical Assistants, Surveyors' Department, Prison Commission	11
25. Royal Naval Cordite Factory Technical Staff Association	43
26. Electrical Power Engineers' Association.....	100

Groupe 4. — Organisations du Post Office

	Effectifs
1. Association of Civil Service Sorting Assistants	650
2. London Telephone Traffic Officers' Association	96
3. Stamp Section (G. P. O.) Minor Staff Association	26
4. Sorter Tracers' Association	102
5. Returned Letter Section Assistants' and Returners' Association	45

Groupe 5. — Organisations du Département des Douanes et de l'Accise

	Effectifs
1. Customs and Excise Federation.....	3.822
2. Customs and Excise Preventive Staff Association	1.263
3. Customs and Excise Watchers' Association....	590
4. Customs and Excise Surveyors' Association....	443
5. Customs and Excise Coast and Land Preventive Staff Association	235
6. Customs and Excise Launch Service Association	145

7. Customs Port Clerks' Association.....	80
8. Customs and Excise Chief Preventive Officers' Association	60
9. Customs and Excise Stores Branch Association	32

Groupe 6. — Organisations du Département
du Revenu Intérieur

	Effectifs
1. Association of Officers of Taxes.....	4.194
2. Inland Revenue Stamping Department Association	191
3. Inland Revenue Stamping Department Women's Association	108
4. Inland Revenue (C. S. S.) Minor Establishment Association	66
5. Inland Revenue Stamping Department Superintendents' Association	21
6. Association of Established Collectors of Taxes	28

Groupe 7. — Organisation du Ministère
du Travail

	Effectifs
1. Ministry of Labour Staff Association	2.687

Groupe 8. — Organisations variées

	Effectifs
1. Government Minor Grades Association.....	2.600
2. County Court Officers' Association.....	1.000
3. Civil Staff Society, Royal Engineer Services..	173

4. Scottish Lightkeepers' Association.....	177
5. Royal Parks Employees' Union	380
6. War Department Fleet Officers' Association....	64
7. Civil Service Law Clerks' Association.....	75
8. Royal Mint Operatives' Association.....	88
9. Association of Civil Service Record Keepers..	50
10. Warehouse Supervisors' Association.....	69
11. Board of Trade Survey Outdoor Officers' Association	62
12. Royal Mint Artificer Staff Association.....	63
13. Searchers' and Repairers' Association Public Record Office	43
14. Association of the Outdoor Staff of the Fishery Board for Scotland	31
15. Sasine Office Second Class Clerks' Association, Edinburgh	37
16. H. M. Commissary Office Staff Association, Edinburgh	14
17. Association of Deeds Office Clerks (Special Class)	12
18. Royal Scottish Museum Unestablished Staff Association	12
19. Scottish Land Court Staff Association.....	10
20. Association of Senior and Junior Clerks in the General Board of Control for Scotland.....	6
21. Workers' Union (Whitehall Branches)	600
22. Association of Immigration Officers.....	124

Groupe 9. — Organisations des Classes
du Travail Industriel

	Effectifs :
1. <i>Admiralty Established Civil Servants' Federation</i>	2.300
2. Rosyth Civil Servants' Benefit Society.....	566
3. Amalgamated Association of Royal Dockyard Ex-Apprentices and Apprentices	800

Groupe 10. — Organisations de l'Extérieur

	Effectifs :
1. Jamaica Civil Service Association.....	430
2. British Honduras Civil Service Association....	119
3. Isle of Man Civil Service Association.....	53
4. Civil Service Federation (Irish Free State)....	1.910
5. Guernsey Civil Service Association	92
6. Foreman's Association of India	152
7. Association of Established Civil Servants, Nor- thern Ireland	400
Total général des membres de la « Civil Service Confederation »	57.440

(*Civil Service Confederation*)

c) Liste des « *Trade-Unions constitutives* » de la « *Civil Service Confederation* » à la date du 31 Mars 1928 :

Groupe 1. — Organisation des Classes
« *administratives* » et « *exécutives* »

	Effectifs
1. Association of Executive Officers and Other Civil Servants	5.112
2. Association of Intelligence Officers in Department of Overseas Trade	72

Groupe 2. — Organisation des Classes
« *d'Employés* » (Clerks)

	Effectifs
1. <i>Civil Service Clerical Association</i>	20.555
2. Association of Ex-Soldier (War Office) Clerks	272
3. District Probate Registries Clerks.....	100
4. Association of Sasine Office Clerks (Special Class)	29
5. Accountant of Court's Clerical Association....	13

Groupe 3. — Organisations des Classes
de « *Fonctionnaires Techniciens* »

	Effectifs
1. Admiralty Draughtsmen's Association and Royal Dockyards	1.289
2. Admiralty and Royal Dockyards Technical officers Association	501
3. Ordnance Survey Civil Staff Association.....	470
4. Royal Arsenal Association of Foremen and Draughtsmen	175

5. Geological Survey of Great Britain Draughtsmen's Association, London Office	106
6. Royal Ordnance Factories Worktakers Association	99
7. Admiralty Overseeing Staff Association.....	214
8. Royal Dockyard Association 'Professional Officers Society'	102
9. Leading Men's Association, Civil Engineering Chief's, Department, H. M. Home Dockyards	60
10. Royal Naval Cordite Factory Laboratories Staff Association	29
11. Stores and Clothing Inspection Department Viewers' Association	34
12. Royal Dockyard Association of Mechanics on Estimating Duties	124
13. Army Inspection Department Examiners' Association	110
14. Royal Victualling Yards Subordinate Officers' Association	29
15. Land Registry Map Branch Association.....	27
16. Engineers' Association of H. M. Office of Works	90
17. Royal Naval Cordite Factory Technical Staff Association	52

Groupe 4. — Organisation du Post Office

	Effectifs.
1. Association of Civil Service Sorting Assistants	600
2. London Telephone Traffic Officers' Association	115
3. Returned Letter Section Assistants' and Returners' Association	36

Groupe 5. — Organisations du Département
des Douanes et de l'Accise

	Effectifs
1. Customs and Excise Federation	3.268
2. Customs and Excise Preventive Staff Association	1.305
3. Customs and Excise Surveyor's Association ...	407
4. Customs and Excise Coast and Land Preventive Staff Association	205
5. Customs and Excise Launch Service Association	146
6. Customs Port Clerks' and Excise Clerks' Association	77
7. Customs and Excise Chief Preventive Officers' Association	60
8. Customs and Excise Stores Branch Association	31

Groupe 6. — Organisations du Département
du Revenu Intérieur

	Effectifs
1. Association of Officers of Taxes	6.470
2. Inland Revenue Stamping Department Association	178
3. Inland Revenue Stamping Department Women's Association	100
4. Inland Revenue (C. S. S.) Minor Establishment Association	59
5. Inland Revenue Stamping Department Superintendents' Association	24
6. Valuation Office Clerical Association	250

Groupe 7. — Organisations du Ministère
du Travail

	Effectifs
1. Ministry of Labour Staff Association	3.791
2. Association of Officers of the Ministry of Labour	1.127

Groupe 8. — Organisations variées

	Effectifs
1. Government Minor Grades Association	2.950
2. County Court Officers' Association	1.000
3. Scottish Lightkeepers' Association	126
4. Royal Parks Employees' Union	320
5. War Department Fleet Officers' Association ..	56
6. Royal Mint Operatives' Association	73
7. Association of Civil Service Record Keepers	44
8. Warehouse Supervisors' Association	68
9. Board of Trade Survey Outdoor Officers' Asso- ciation	54
10. Royal Mint Artificer Staff Association	62
11. Seachers' and Repairers' Association Public Re- cord Office	42
12. Association of the Outdoor Staff of the Fishery Board for Scotland	35
13. Sasine Office Second Class Clerks' Association Edinburgh	36
14. H. M. Commissary Office Staff Association Edinburgh	13
15. Royal Scottish Museum Unestablished Staff Association	10

16. Scottish Land Court Staff Association	6
17. Association of Senior and Junior Clerks in the General Board of Control for Scotland	6
18. Workers' Union (Whitehall Branch)	693
19. Association of Immigration Officers	102

Groupe 9. — Organisations de l'Extérieur

	Effectifs
1. British Honduras Civil Service Association	119
2. Isle of Man Civil Service Association	59
3. Civil Service Federation (Irish Free State) ..	1.626
4. Foreman's Association of India	171
5. Association of Established Civil Servants Nor- thern Ireland	421

Total de l'Effectif de la Civil Service Confederation en 1928

	Nombre de T. U.	Effectifs
1. Organisations des Caisses administra- tives et exécutives	2	5.184
2. Organisations des Classes d'employés	5	20.969
3. Organisations des Classes de fonction- naires techniciens	17	3.415
4. Organisations du Post Office	3	751
5. Organisations du Département des Douanes et de l'Accise	8	5.499
6. Organisations du Département du Revenu intérieur	6	7.081
7. Organisations du Ministère du Travail	2	4.918
8. Organisations variées	19	5.696
9. Organisations de l'Extérieur	5	2.396
Total général.....	67	55.909

La « Civil Service Confederation » — il faut le noter — s'était affiliée elle-même en 1923, à une Fédération très puissante : la « *National Federation of Professional Workers* » qui englobait, avec elle, des organisations de l'*industrie privée*. D'autre part, la « Civil Service Confederation » s'était également empressée d'adhérer à la « *Fédération Internationale des Fonctionnaires* ».

Après la promulgation du « *Trade-Union and Trade-Dispute Act* » de 1927 elle dût se retirer de ces organismes, conformément à la clause 5 de la loi.

2) INSTITUTION OF PROFESSIONAL CIVIL SERVANTS

Cette Fédération s'est constituée en 1919. Nous ne donnerons sur elle que les renseignements les plus récents.

Liste des *Trade-Unions constitutives* de l'*Institution of Professional Civil Servants* à la date du 31 Mars 1928 :

Groupe I. — Amirauté.

	Effectifs
1. Professionnal Officers' Association, Civil Engineer-in-chief's Department	154
2. Association of Professional Accountants	9
3. Technical Officers' Association, Contracts Department	15
4. Association of Examiners of Dockyard Work	9
5. Association of Electrical Engineers	63
6. Association of Cartographers	22
7. Royal Corps of Naval Constructors' Association	117

8. Association of Admiralty Scientific and Technical Officers	108
9. Chemists' Association	4

Groupe 2. — Ministère de l'Agriculture
et des Pêcheries

	Effectifs
Association of Professional Scientific and Technical Officers	122

Groupe 3. — Ministère de l'Air.

	Effectifs
1. Technical Staff Association Aeronautical Inspection Directorate	282
2. Professional Staff Association, Meteorological Office	47
3. Aeronautical Engineering Branch	61
4. Association of Scientific and Technical Officers, royal Aircraft Establishment	150
5. Draughtsmen's Association	28
6. Observer Staff Association	41
7. Association of Professional Civil Servants	170

Groupe 4. — Comité des Forêts.

	Effectifs
Association of Technical Officers	6

Groupe 5. — Département des Actuaire
du Gouvernement

	Effectifs
Association of Professional Officers	38

Groupe 6. — Département des Chimistes
du Gouvernement.

	Effectifs
1. Government Laboratory Staff Association	40
2. Association of Temporary Assistant Chemists	21

Groupe 7. — Ministère de l'Hygiène.

	Effectifs
1. Town Planners' Association	7
2. Professional Association Engineering Department	17

Groupe 8. — « Home Office ».

	Effectif
Technical Staff Association	174

Groupe 9. — Département du Revenu
Intérieur

	Effectifs
1. Estate Duty Office Legal Association.....	49
2. Association of Valuation Office Valuers	283

Groupe 10. — Département de la Metropolitan
Police.

	Effectif
Receiver's Office Professional Association	14

Groupe 11. — Département des Mines.

	Effectif
Association of H. M. Inspectors of Mines and Quar- ries	103

Groupe 12. — Département du Post Office

	Effectifs
1. Association of Assistant Staff and Assistant Su- perintending Engineers	37
2. Society of Post Office Engineers	409
3. Society of Mechanical and Electrical Enginee- ring Draughtsmen	40
4. Association of Medical Officers of the Head- quarters Staff	6
5. Professional and Technical Association	8
6. Association of Telegraph and Telephone Traffic Officers	59

Groupe 13. — Département du War Office

	Effectifs
1. Association of War Office Headquarters Profes- sional Civil Servants	77
2. Ordnance Committee Ballistic Staff Association	8

3. Technical Staff Society R. E. Services	93
4. Royal Ordnance Factories Association of Professional Staff	57
5. Royal Arsenal Association of Technical Staff ..	99
6. Department of War Department Chemist Professional Staff Association	22
7. Research Department Professional Staff Association	34
8. Association of Scientific Staff Chemical Warfare Research Department	47
9. Association of Stores and Clothing Technical Inspectors, Army Ordnance Services	7

Groupe 14. — Ministère du Commerce.

	Effectifs
1. Patent Office Examining Staff Association	220
2. Association of Board of Trade Surveyors	88
3. Association of Nautical Surveyors	38
4. Association of Board of Trade Ship Surveyors	61
5. Sea Transport Department Association of Technical Assistants	7
6. Standards Department Association of Professional and Technical Officers	9

Groupe 15. — Département des Recherches Scientifiques et Industrielles.

	Effectifs
1. National Physical Laboratory Scientific Staff Branch	36

2. National Physical Laboratory Observer Staff Association	114
3. Building Research Station Scientific Association	22
4. Chemical Research Laboratory Scientific Staff Association	14
5. Forest Products Research Laboratory Staff Association	13
6. Fuel Research Station Scientific Staff Association	11
7. Radio Research Staff Association	12

Groupe 16. — Département des Travaux Publics

	Effectifs
1. Association of Architectural Surveying and Civil Engineering Assistants	261
2. Engineers' Association	75
3. Association of Superintendents and Assistant Superintendents of Works	53
4. Association of Technical Officers, Supplies Division	18
5. Association of Estate Surveyors	30

Groupe 17. — Commission des Prisons.

	Effectif
Draughtsmen's Association	8

Groupe 18. — Office des Administrateurs
Publics

	Effectif
Surveyors' Society	3

Groupe 19. — Monnaie.

	Effectif
Branch	21

Groupe 20. — Ministère des Transports.

	Effectifs
1. Professional Association	38
2. Draughtsmen's Association	13

[Ce qui fait un total général de 5.000 adhérents environ
à l' « Institution of Professional Civil Servants.]

SECTION III

Attitude des Pouvoirs publics à l'égard des Trade-Unions de Fonctionnaires

AVANT-PROPOS

Les Trade-Unions de Fonctionnaires existent donc, depuis 1881, en Angleterre. Depuis 35 ans environ, les Fonctionnaires anglais sont syndiqués, et le mouvement syndicaliste, insignifiant jusqu'en 1906, assez timide jusqu'à la fin de la Guerre (surtout dans le « Civil Service » proprement dit) s'est développé depuis 1919 dans des conditions prodigieuses. On comptait, on l'a vu, en 1928, un total de 255 Trade-Unions de Fonctionnaires avec un effectif de plusieurs centaines de milliers de membres. Devant cet essor du syndicalisme dans la fonction publique, quelle a été l'attitude du législateur anglais ?

Il est possible de distinguer *trois* phases successives :

De 1890 à 1906, d'abord : les pouvoirs publics sont hésitants : ils ne contestent pas la *légalité* des Trade-Unions de Fonctionnaires, mais ils se refusent à leur accorder le « *droit de représentation* » (ce que les Anglais appellent la « *Recon-*

naissance des Trade-Unions » (recognition), grâce auquel les délégués des Trade-Unions sont accrédités auprès des employeurs comme représentants du personnel.

Mais, *de 1906 à 1919*, les pouvoirs publics s'engagent, franchement dans la voie du libéralisme : ils consentent à reconnaître les Trade-Unions de Fonctionnaires. Le législateur leur accorde même une place officielle dans ses dispositions.

Enfin, *de 1919 à l'époque actuelle*, les pouvoirs publics sont inquiets de la tournure prise par le mouvement Trade-Unioniste chez les fonctionnaires : le législateur prend à l'égard des Trade-Unions de Fonctionnaires des mesures restrictives et leur confère un statut particulier.

CHAPITRE PREMIER

PREMIERE PERIODE (1890-1906)

Lorsque les premières Trade-Unions de Fonctionnaires apparurent dans le Post-Office, l'Amirauté, le War-Office, etc., vers 1890, *les gouvernants de l'époque se virent en face des deux problèmes suivants :*

D'abord, les Associations, qui venaient de se constituer chez les Fonctionnaires, étaient-elles *légal*es ? Rentraient-elles dans la définition des Trade-Unions établie par la loi de 1871 ?

En second lieu, si ces Trade-Unions étaient légales, était-il de bonne politique, de la part du Gouvernement, d'entrer en relations avec elles ? Devait-il leur accorder le « *droit de représentation* », en considérant leurs délégués comme les mandataires des fonctionnaires ? Devait-il leur conférer la *reconnaissance (recognition)* ?

I) LA QUESTION DE LA LÉGALITÉ DES TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES

Les Fonctionnaires se sont vus refuser, *en France*, le droit syndical, en raison de leur situation juridique. Mais

en Angleterre, le caractère juridique du fonctionnaire du Civil Service est, on l'a vu, tout différent : c'est un *employé civil de la Couronne*, lié à la Couronne comme le sont les employés des entrepreneurs privés par un contrat. Il en résulte que les fonctionnaires anglais jouissent, sur bien des points, d'un statut parfaitement équivalent à celui des « travailleurs privés ». Ce principe s'applique notamment en ce qui concerne le domaine qui nous intéresse, à savoir le droit syndical.

Il m'apparaît, qu'en Angleterre, les Trade-Unions de Fonctionnaires sont, au point de vue juridique, irréprochables (sauf, depuis 1919, si elles comprennent des fonctionnaires de la Police, ou, depuis le « Trade-Dispute and Trade-Union Act » de 1927, si elles ne se sont pas conformées aux dispositions du Règlement du 30 Août 1927). *La loi du 27 juin 1871 les a rendues légales comme toutes autres Trade-Unions.*

Cette opinion n'est pourtant pas celle de Mr. Sibert, qui, dans un article fort remarquable sur la « situation juridique des fonctionnaires anglais » (1), avait émis la théorie suivante :

« Les Syndicats de Fonctionnaires existent, disait-il, mais ont-ils une existence juridique ? Du point de vue légal, aucune hésitation n'est possible. La législation sur les Trade-Unions est muette sur la question. Et on ne saurait incorporer, par extension, les Syndicats de Fonctionnaires dans son domaine d'application, strictement réservé, d'a-

(1) Bulletin de la Société de Législation Comparée (Février 1912).

« près les termes du législateur : « à toute association permanente ou temporaire, tendant, soit à ordonner les rapports entre ouvriers et maîtres, ou ouvriers et ouvriers, ou maîtres et maîtres, soit à poser des conditions restrictives à la conduite de toute industrie ou commerce. » (Loi de 1871). »

« Mais le droit constitutionnel anglais renferme maintes « *Conventions* » disait-il, qui, tout en n'étant pas des lois, servent cependant de « Règles de conduite » ordinaires à la Couronne, aux Ministres, et aux Personnes soumises à la Constitution. (Dicey. Introduction à l'Etude du Droit Constitutionnel). — Or, c'est sur ce terrain, uniquement croyons-nous, qu'il faut se placer pour découvrir le fondement théorique des syndicats de fonctionnaires. »

Et Mr. Sibert cite ensuite quelques déclarations faites par certains Ministres au Parlement anglais en 1898 et en 1906. Ces déclarations, sur lesquelles nous reviendrons, visaient à renseigner le Parlement sur l'attitude du Gouvernement à l'égard des Trade-Unions formées dans le sein de ses services. Chaque fois, le Parlement donnait son assentiment. [Ces Conventions, dont parle M. Sibert, ne sont autres, nous le verrons, que des déclarations de « reconnaissance » — par l'Etat — *des Trade-Unions de Fonctionnaires*. — Nous savons déjà ce qu'il faut entendre par la reconnaissance (recognition) d'une Trade-Union : il apparaît évident qu'une telle « reconnaissance » ne saurait être une interprétation de la légalité de la Trade-Union, à laquelle elle s'applique, mais seulement une « entrée en matière » pour les pourparlers futurs, « l'agrément » de la Trade-Union, et de ses délégués, par l'employeur.]

M. Sibert concluait alors : « Dès lors, n'est-on pas autorisé à dire que, désirée par les intéressés, acceptée par le Gouvernement comme une nécessité, approuvée enfin, par le Parlement, confiant dans des Ministres, qui lui en proclamaient la nécessité, cette existence des syndicats de fonctionnaires trouve sa base dans une Convention qui, comme toute Convention, ne va pas jusqu'à rendre possible qu'un Tribunal tienne compte — le cas échéant — d'une atteinte aux pouvoirs qu'on leur reconnaît, mais leur permet (aux Trade-Unions) d'avoir une activité aussi salutaire aux fonctionnaires eux-mêmes qu'au bon fonctionnement des Services publics ».

Nous ne croyons pas du tout que la définition de l'objet des Trade-Unions (telle que la loi de 1871 l'a précisé en son article 23) soit inapplicable aux Trade-Unions de Fonctionnaires nationaux.

Ce n'est pas dans des « conventions », mais bien dans la loi (la loi du 29 juin 1871 en l'occurrence) que les Trade-Unions de Fonctionnaires doivent trouver leur justification juridique. Nous *fournirons deux preuves à l'appui de cette argumentation* : l'une tirée du texte même de l'article 23 de la loi de 1871 ; l'autre issue de la pratique de « l'enregistrement ».

En premier lieu, il n'apparaît nullement que l'article 23 ait un caractère restrictif : Citons le texte anglais (Il nous informe de l'objet des Trade-Unions) : Les Trade-Unions ont pour but : « ...the regulation of the relations between workmen and masters ; or between workmen, and workmen ;

or between masters and masters ; or the imposing of restrictive conditions on the conduct of any trade or business ».

Le terme « *workmen* » désigne en anglais les « *travailleurs* », dans un sens général. D'autre part, le texte parle de « *conditions restrictives* » à imposer à la conduite de toute « *industrie* », expression qui ne pourrait évidemment pas viser tous les services publics nationaux (on pourrait seulement qualifier de la sorte les services tels que le Post-Office ou les Arsenaux) ; *mais la loi ajoute* : « *any trade or business* » ce qui signifie toute « *affaire* », toute « *occupation* ». Et dans cette définition, éminemment générale, il est tout à fait licite de faire rentrer toutes espèces d'entreprises — aussi bien à but commercial qu'à but social, politique ou d'intérêt économique général. — C'est sous cette rubrique qu'il serait possible de ranger les services publics n'ayant pas un caractère industriel, tels que les administrations centrales de la plupart des Ministères, ou certains services comme ceux de la Guerre, de l'Amirauté, des Affaires Etrangères, du Travail, etc... *La définition de l'objet légal des Trade-Unions peut donc s'entendre aussi bien des services publics nationaux que des services privés.* Encore une fois, il ne faut pas perdre de vue l'assimilation, toujours possible, au moins dans leurs grandes lignes, des situations juridiques du travailleur « privé » et du travailleur « public » en Angleterre. Lorsque la loi employait le terme de « *workmen* » elle reconnaissait ainsi le droit syndical, non pas seulement aux travailleurs des Mines ou des Usines textiles, mais encore, certainement, aux travailleurs de la Poste ou des Arsenaux Royaux, comme aux garçons d'ascenseurs ou aux scribes des bureaux de White-

hall. Il semble qu'en refusant d'étendre aux employés du Gouvernement la définition, établie par la loi de 1871, M. Sibert ait cédé aux scrupules d'une formation hostile à toute confusion du « fonctionnaire public » avec « l'employé privé ».

[Or, (nous en donnerons tout à l'heure la preuve) les gouvernants d'Outre Manche ont, sur la situation juridique du fonctionnaire, une toute autre opinion.]

En deuxième lieu, il y a (de la légalité des Trade-Unions de Fonctionnaires) un autre argument tiré de la pratique de l'Enregistrement des Trade-Unions :

Plusieurs *Trade-Unions de Fonctionnaires* ont demandé dès 1890 leur *enregistrement* auprès du « Registrar des Friendly Societies » — conformément aux dispositions de la loi de 1871 — que nous avons examinées. Le « Registrar » doit, avant de procéder à la formalité de l'enregistrement, s'assurer de la *légalité* de l'association postulante ; il doit refuser l'enregistrement au cas où il aurait quelque doute sur sa conformité à la loi. Or, toutes les *Trade-Unions de Fonctionnaires* (qui l'ont demandé — depuis 1890) ont été enregistrées sans difficulté, quelque fût le service public auquel appartenaient ses membres, et de la même façon que les *Trade-Unions des employés privés*.

De l'attitude des gouvernants de l'Angleterre à l'égard des Trade-Unions de Fonctionnaires, à l'origine, voici quelques témoignages particulièrement dignes d'intérêts.

La question du caractère légal du droit syndical des fonce-

tionnaires anglais se posa, pour la première fois, je crois, lors de la discussion sur la « *privation des droits politiques (disfranchisement) des fonctionnaires du Post Office* » à la *Chambre des Communes*, (séance du 18 Février 1898) en réponse à *l'Adresse Royale*.

[Quelques renseignements préalables sont indispensables : un *incident* était survenu quelques années auparavant dans le Post Office : Lors des élections générales de 1892, la « Fawcett Association », trade-union récemment formée chez les postiers, avait adressé une circulaire à quelques candidats. Dans ce message, les « Officials » de cette trade-union apprenaient aux candidats en question que les voix des membres de leur trade-union leur étaient acquises à cette condition : Sitôt élus, ils devraient s'employer à la constitution d'un comité d'enquête parlementaire sur la condition des employés du Post Office.

Le Postmaster-Général de l'époque, Sir James Fergusson, avertit alors les « Officials » du caractère incorrect (*improper*) d'une telle démarche. Il ne convenait pas « que des employés du Gouvernement fassent pression sur des candidats politiques au sujet de leur fonction ».

En réponse, les « Officials » — (deux postiers) — signèrent une missive au Postmaster Général dans laquelle ils lui apprenaient « que l'avertissement du Postmaster Général ne saurait modifier en rien l'attitude de leur association ».

Le Postmaster Général prit sa revanche : au lendemain des élections en question, les deux postiers impertinents furent congédiés. Puis il refusa de recevoir par la suite les délégués de la Fawcett Association qui venaient exprimer

les doléances des postiers au Ministre. Le Postmaster Général déclarait qu'il ne reconnaissait à ces délégués aucun titre pour parler au nom de leur corporation.

L'attitude de M. James Fergusson fut pour les défenseurs des postiers au Parlement l'occasion de réclamer des précisions sur le *droit syndical des fonctionnaires*. En fermant ainsi sa porte aux délégués de la Fawcett Association, le Postmaster Général, disaient-ils, déniait aux fonctionnaires le droit légitime de se syndiquer.]

Au cours de la réponse à l'Adresse royale, un député de l'opposition (M. Samuel Woods) s'efforça donc de démontrer *que la loi ne refusait pas aux fonctionnaires anglais le droit syndical*.

Il avait rédigé un Amendement ainsi conçu :

« Nous portons à la connaissance de Sa Majesté que les fonctionnaires du Post Office ne jouissent pas des droits politiques accordés normalement aux autres fonctionnaires en exercice dans les autres départements ministériels. En effet :

.. .. .

3) — Ils sont privés *au mépris de l'esprit et de la lettre de la loi* des droits dont jouissent tous les autres citoyens, car les dirigeants du Post Office refusent de reconnaître la « Postmen's Federation ».

4) — Les Officials de cette Trade-Union sont révoqués — illégalement et injustement — pour avoir envoyé des circulaires à des candidats aux élections législatives.

Et nous prions humblement Sa Majesté de faire droit à cette requête. »

Deux idées sont particulièrement intéressantes à relever dans cet Amendement :

D'abord, l'orateur assimile tout naturellement les fonctionnaires du Post Office aux autres citoyens. Il s'étonne de ne point les voir jouir des mêmes droits.

Ensuite, il regrette de voir refuser aux fonctionnaires du Post Office le droit syndical « *au mépris de l'esprit et de la lettre de la loi* ». En 1898, un membre du Parlement anglais estimait donc publiquement que la loi (il s'agit évidemment de la loi de 1871) dans son esprit, comme dans son texte, accordait une place aux *Trade-Unions de Fonctionnaires*. Et non seulement il n'était pas contredit en cela par le Gouvernement, mais il recevait (on le verra) confirmation de ses dires.

Au cours de la même séance, M. S. Woods revint sur ces idées :

« *Les deux points sur lesquels j'attire particulièrement l'attention de mes collègues, déclarait-il, sont les suivants :*

D'abord, les fonctionnaires du Post Office n'ont pas l'exercice de leurs droits politiques.

Ensuite, les fonctionnaires du Post-Office se voient refuser le *droit d'association tel qu'il est exercé par les autres classes de travailleurs du pays*. [Dans le texte, l'expression est la suivante : « *Working classes* » : elle fait un singulier écho à l'expression *workmen* employée par la loi de 1871]. ».

Plus loin, M. S. Woods cite une déclaration de l'ancien Postmaster Général, M. Raikes. Cette déclaration est à retenir : « *Il n'y a pas de principe (no rule)*, disait-il, qui in-

terdise aux employés du Post Office de *s'associer (to combine)* dans le but de faire valoir leurs revendications. »

Un autre député de l'opposition, M. Rollit, traita de la *question du droit syndical des Fonctionnaires* dans la même séance. Son intervention me paraît excessivement *intéressante*, tant elle exprime parfaitement l'opinion courante des gouvernants anglais sur le droit syndical de leurs employés. « J'aurais un mot à dire au sujet du *droit d'association des fonctionnaires*, disait-il. Mes collègues ont cherché à faire « une *distinction* entre les travailleurs des « *services publics de l'Etat* » et ceux qui travaillent sur d'autres terrains (*other fields*). Il n'est pas niable que les « employés de l'Etat « aient des avantages (traitements, pensions) dont sont dé- « pourvus les autres employés. Mais ce n'est pas là, cepen- « dant, un privilège exclusif des employés de l'Etat. Il « existe bien d'autres *employeurs* qui gratifient leurs em- « ployés d'avantages absolument équivalents. La distinction « que l'on cherche à introduire n'est pas bien établie (*un- « sound*) : il n'est pas possible de différencier ces hommes « (les fonctionnaires du Post Office) des autres travailleurs...

« J'ai d'ailleurs, sous la main (continuait-il) une *décision* « signée par un Membre du Parlement qui, s'exprimant au « nom du Gouvernement, déclarait :

« *Les fonctionnaires ont entière liberté (perfect freedom)* « *de s'associer, et de bénéficier ainsi de tous les avantages et* « *de tous les privilèges reconnus aux Trade-Unions* ».

« Il défendait le trade-unionisme, et ajoutait qu'il ne sau- « rait y avoir aucune restriction au droit d'association.

« D'ailleurs, un autre haut fonctionnaire m'affirma que « tous les privilèges du trade-unionisme, appartiennent en

« droit, aux fonctionnaires du Post Office, mais qu'en fait ils ne leur étaient pas reconnus ».

Ainsi, le droit syndical des fonctionnaires n'est pas mis en doute, *et ce n'est pas le représentant du Gouvernement qui contredira à cet égard les propos de l'opposition*. A l'issue de la même séance, le représentant du Gouvernement se défend d'avoir tenu les Trade-Unions formées dans le Post-Office pour *illégal*es. Il ajoute que son opinion fut aussi celle de ses prédécesseurs au Post Office : « Pourquoi accuser le Postmaster Général de s'être départi de la pratique de ses prédécesseurs, déclarait-il. C'est au contraire un fait digne de remarque que jamais les Trade-Unions n'ont connu dans le Post Office un essor plus grand dans les deux dernières années. On les a toujours admises ». Et, reprenant l'idée de son interpellateur assimilant l'Etat à un Employeur ordinaire, il affirmait à son tour que : « Le Postmaster Général avec ses 160.000 employés était sans doute *le plus important* » *Employeur* » du monde (*greatest employer of labour in the world*). Il concluait de la sorte : « Comme la question est d'importance, je me permets de faire une *citation* déterminant la position prise autrefois par M. A Morley « Postmaster General », et j'assure que c'est exactement la position du « Postmaster Général » actuel. J'affirme qu'aucun employeur ne pourrait accorder un plus large droit d'association à ses employés que celui qui a été reconnu par ces deux « Postmaster Général » : « *Les Fonctionnaires du Post Office ont toute liberté pour s'associer, et cela de quelque façon qu'il leur plait. Ils peuvent se réunir, sauf pendant les heures du travail, où, et quand ils veulent. Ils peuvent toujours inviter des Membres du Parlement, ou n'importe quelle*

autre personne, à leurs « meetings » et discuter avec eux sur leur situation ou leurs revendications. Ils peuvent investir leurs fonds dans le Post Office Saving Bank dans les mêmes conditions que les autres associations et Trade-Unions. Tous les avantages dont jouissent les Trade-Unions sont accordés aux Trade-Unions des Fonctionnaires du Post Office et elles en jouissent à mon avis légalement (rightly) ».

Ainsi le Gouvernement et l'opposition se trouvaient alors parfaitement d'accord à la Chambre des Communes pour admettre la parfaite légalité des Trade-Unions de Fonctionnaires.

II) — LA QUESTION DE LA RECONNAISSANCE DES TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES.

Comme suite au caractère légal des Trade-Unions de Fonctionnaires, un député de l'opposition, M. Lough, pria, dès lors, le Gouvernement, *au cours de la même séance*, de reconnaître la validité du mandat conféré aux délégués de ces Trade-Unions par leurs membres, en vue d'engager des pourparlers avec le Gouvernement. Les *Trade-Unions de Fonctionnaires* sont tenues pour conformes à la loi, comme répondant naturellement à la définition de l'art. 23 (les employés du Gouvernement sont des « workmen » comme les autres). *Il reste à consacrer leur droit à la « reconnaissance »* de leurs employeurs (*recognition*).

On a vu que M. Fergusson « Postmaster Général » en fonction depuis 1896 — c'est-à-dire au début du mouvement « trade-unioniste » s'était refusé à reconnaître aux délégués d'une Trade-Union leur caractère représentatif. M. Lough

regrette cette attitude : « Le refus d'écouter les délégués d'une Trade-Union, déclare-t-il, aboutit à de mauvais résultats ; il y a, là, une source de fréquents malentendus. En effet, il est presque impossible à un simple employé de faire face aux arguments que lui assènent les hauts fonctionnaires de son service. Ailleurs, les employés ont des Trade-Unions à la tête desquelles se trouvent des dignitaires fort avisés qui peuvent discuter à leur aise les problèmes qui se posent et les résoudre — ce que ne pourrait faire un homme quelconque... L'histoire du Trade-unionisme démontre le rôle utile joué par ces institutions dans l'amélioration des conditions du travail. Je crois que la véritable solution des conflits du travail consiste à permettre aux deux antagonistes de s'organiser et de différer leurs différends à un arbitre qui statue. En ce qui concerne les *Trade-Unions du Post-Office*, j'estime utile la contribution par elles apportée depuis leur création à la solution pacifique des conflits : elles ont ainsi évité des grèves dont le public eût été la première victime... Je me demande donc pourquoi — alors que les autres Trade-Unions ont des délégués reconnus, les *Trade-Unions des Postiers* se verraient refuser cet avantage ».

En dépit de ce plaidoyer, le Gouvernement, ce jour-là, pas plus que précédemment, ne consentit à accorder aux délégués des Trade-Unions la consécration de leur caractère de mandataire.

« *droit de représentation* » aux *Trade-Unions de Fonctionnaires* (qui aurait dû être la conséquence normale du *droit syndical*) est un premier indice des inquiétudes fatales des pouvoirs publics devant le mouvement syndical des fonctionnaires.

CHAPITRE II

Deuxième Période

CONCESSION DU DROIT DE REPRESENTATION

(1906-1919)

§ 1. — *Avant la Guerre*

Il fallait, en effet, attendre 8 ans encore (à dater de cette séance mémorable) — jusqu'en 1906 — *pour que le Gouvernement consentit à traiter avec les délégués des Trade-Unions de Fonctionnaires.*

En 1906, les élections avaient donné la victoire au parti libéral ; d'autre part, une petite fraction du « Labour Party » siégeait pour la première fois, à la chambre des Communes. Sous la pression de l'opinion publique le *Gouvernement* s'empessa de *donner satisfaction* aux doléances des postiers et autres fonctionnaires.

A la séance du 21 Juin 1906, lors du débat financier sur les dépenses du Civil Service, M. Sydney Buxton, Postmaster Général, déclarait solennellement à la Chambre des

Communes : « En ce qui concerne les conditions du service des Postiers je considère que le moment est venu de reconnaître aux postiers le plein droit (« full right ») d'association. Il y aura un droit d'appel auprès du Postmaster Général (right of appeal). Et j'estime que plus les Trade-Unions seront fortes et vraiment représentatives, moins les chocs seront grands entre les employés et les employeurs. »

La « Reconnaissance » était donc acquise pour les Trade-Unions du Post Office. Mais elle était soumise à certaines réserves : M. G. D. H. Cole écrit à ce sujet : « Dans le Post Office la reconnaissance ne fut obtenue qu'après de longues luttes, et avec quelques réserves : Par exemple, les employés du Post Office n'avaient pas le droit d'adhérer à la Trade-Union de leur choix. Le Postmaster Général se refusait à reconnaître, soit des Trade-Unions comprenant à la fois des employés appartenant aux cadres des employés (*clerks*) ou des travailleurs manuels (*operative*), soit des Trade-Unions comprenant à la fois des fonctionnaires et des travailleurs de l'industrie privée. »

Cette dernière réserve est à retenir, car la fusion des éléments des industries privées avec les fonctionnaires deviendra pour les gouvernants anglais une crainte grandissante jusqu'au jour où la « Trade Union and Trade Dispute Act 1927 » l'interdira formellement.

La Reconnaissance fut ensuite acquise aux fonctionnaires du « Civil Service proprement dit » : Au mois de Juillet 1906, une « question » était posée à M. Mac Kenna, Secrétaire de la Trésorerie, par un membre de la Chambre des Communes : Il demandait au Secrétaire de la Trésorerie « s'il trouverait bon d'avoir avec les représentants élus des « organi-

sations » — non plus du *Post Office*, — mais du *Civil Service* proprement dit — des communications du genre de celles intervenant entre le *Postmaster General* de Sa Majesté et les fonctionnaires du *Post-Office* ». M. Mac Kenna répondit : « qu'il était prêt à recevoir les délégués envoyés par les organisations intéressées », — il ajoutait : « Toutes les revendications relatives à des questions affectant des fonctionnaires du *Civil Service* devront être adressées aux autorités du Département où sont affectés les fonctionnaires intéressés ; mais chaque fois que la Trésorerie sera directement en cause, je serai prêt à recevoir les doléances exprimées par les Associations intéressées ».

Enfin, les *Trade-Unions* formées dans les services extérieurs de l'Amirauté — qui (on l'a vu) étaient fort nombreuses et déjà très puissantes — obtinrent à leur tour, en 1907, la reconnaissance des autorités officielles. Mais les travailleurs des Arsenaux ne virent pas toujours leurs délégués reçus par le Gouvernement. « Dans les Arsenaux de l'Amirauté (remarque M. G. D. H. Cole) la reconnaissance eut beaucoup de peine à devenir effective et des méthodes désuètes (*obsolete methods*) de *pétition* ou de *députation* furent encore largement appliquées bien que les formes élémentaires de la reconnaissance se fussent déjà fait jour dans les années précédentes ».

Sur cette nouvelle attitude du Gouvernement à l'égard des *Trade-Unions* de Fonctionnaires, il est intéressant d'avoir des précisions de la part d'un Secrétaire permanent du *Post Office* qui déclarait, en 1909, à un correspondant du *Temps* (*Le Temps*, 9 Avril 1909) :

« Lorsque M^r S. Buxton déclara, il y a trois ans, qu'il

reconnaîtrait désormais les unions de fonctionnaires et qu'il ferait bon accueil à leur délégués, son intention était avant tout de faciliter le contact entre le personnel et ses chefs. Nous avons souffert ici du défaut qui cause tant de crises dans la grande industrie : la séparation totale des dirigeants et des dirigés. Sans doute, des rapports individuels étaient possibles, mais ils ne servaient qu'à multiplier les défiances du grand nombre. Le système actuel a eu précisément pour but de permettre à la masse même des Postiers d'entrer en relation directe avec ses chefs. Si vous voulez, nous avons fait (dans l'Administration des Postes) un essai équivalent à celui du contrat collectif dans l'industrie. C'était abandonner sans doute l'attitude intransigeante de l'ancienne Administration ; mais, en permettant aux délégués des Trade-Unions d'exprimer sur les questions d'ordre général les vœux du personnel, le Postmaster General a pensé qu'il ferait accepter plus aisément les vues de l'Administration et qu'il mettrait fin à toutes les animosités, sans compromettre la discipline. Cette concession n'empêche pas l'Etat de retenir son ancienne autorité. Le Postmaster General discute avec les représentants des syndicats ; il consent à écouter leurs revendications, mais il ne transige pas avec eux et ses décisions sont sans appel ».

Le Gouvernement traitait en somme, avec ses fonctionnaires de la même façon qu'un employeur avec ses employés, dans l'industrie privée. De 1906 à 1919 (il faut le noter) le Gouvernement ne s'est jamais départi de cette attitude.

Il a même — par la suite — donné au rôle des Trade-Unions de Fonctionnaires un caractère officiel.

C'était là une première étape dans la « Reconnaissance »

des Trade-Unions de Fonctionnaires par le Gouvernement anglais. Mais l'activité des Trade-Unions de Fonctionnaires devait recevoir une consécration officielle, peu de temps avant la Guerre : On a vu qu'un « *Tribunal d'Arbitrage* » avait été institué en 1912 en vue de trancher les différends relatifs à l'emploi de fonctionnaires subalternes de toutes catégories. Or, il était précisé que le personnel était représenté (auprès du Tribunal) par les « *délégués des Trade-Unions de Fonctionnaires* » agissant comme plaignants.

(Cette institution disparut avant la Guerre).

§ 2. — Après la Guerre

La Guerre donna un nouvel élan à l'orientation favorable des pouvoirs publics, vis-à-vis des Trade-Unions de Fonctionnaires. Pendant la Guerre, l'Etat anglais a été amené à exercer son contrôle sur les Mines, les Chemins de Fer, les Usines de construction de Navires, les Etablissements de Munitions, etc... Il s'est trouvé devenir indirectement l'Employeur d'une quantité considérable d'ouvriers particulièrement bien organisés. Le personnel politique du Gouvernement dut, à maintes reprises, négocier et conclure des contrats directement avec les Trade-Unions représentant les mineurs, les cheminots et les ingénieurs, etc... Il s'initia de la sorte à traiter avec des organisations collectives. Les Trade-Unions ne furent plus à ses yeux des épouvantails.

C'est à ce nouvel état d'esprit que l'on doit au Gouvernement anglais d'avoir consenti — au début de l'année 1919 — à la formation d'un « *Comité National Provisoire Mixte* » en vue d'appliquer au « *Civil Service* » les idées du « *Whitley*

Report » qui devait être transformé en « loi » à la fin de l'année 1919. Le Gouvernement anglais, qui avait favorisé l'introduction des organismes de Conciliation et d'Arbitrage dans l'industrie privée, qui s'était habitué, au cours de la Guerre, à son rôle d'employeur, se considéra comme tenu d'adopter pour ses propres employés de telles institutions.

Les « *Whitley Councils* » furent, on l'a vu, introduits dans le Civil Service en juillet 1919 ; la *Cour d'Arbitrage*, après une brève apparition en 1917, reparut et s'organisa définitivement en 1925. Dans les *Whitley Councils* — *le trait est à retenir* — les *règlements* prévoyaient expressément le rôle et la situation des *Trade-Unions de Fonctionnaires* dans la *représentation du personnel* : ils leur accordaient un droit exclusif de désignation des délégués du personnel. Enfin, ils organisaient minutieusement la division en « *groupements* » des diverses *Trade-Unions de Fonctionnaires*. Dans la constitution de la « *Cour d'Arbitrage* » telle qu'elle fut établie en 1925, le rôle des *Trade-Unions de Fonctionnaires* est prévu : rédaction d'une « liste de délégués » parmi lesquels le Ministre du Travail choisit le deuxième assesseur.

Ainsi, depuis l'avènement des gouvernements libéraux (1906) jusqu'à la fin de l'année 1919, les gouvernants anglais rôle d'« employeurs » et à se conduire comme tels. Ils donnent même aux *Trade-Unions de Fonctionnaires*, une place officielle dans de nouveaux organismes. L'attitude des pouvoirs publics a été d'un libéralisme extrême.

Ils ne se départirent de cette attitude qu'à l'égard des seules *Trade-Unions constituées dans le corps de la « Metropolitan Police »*. On a déjà vu que le « Home Secretary », (chef de la « *Metropolitan Police* ») s'était toujours refusé à

la reconnaissance de ces *Trade-Unions*. On a vu également à quels excès certains agents de la Police avaient été conduits en obéissant aux injonctions de leur principale Trade-Union (la « *Prison and Police Officers Union* »). Les excès paraissaient d'autant plus injustifiés qu'ils émanaient de fonctionnaires, astreints, plus que d'autres, à l'observance d'une sévère discipline. A la suite de la seconde *grève* du 31 Juillet 1919, le « Home Secretary » prit la résolution de détourner désormais les fonctionnaires de la Police de tout projet de constitution de Trade-Union, en créant à leur intention une « *Association à caractère officiel : la « Fédération de la Police »* ».

La grève des fonctionnaires de la Police eut des répercussions considérables sur les rapports des Pouvoirs Publics avec les *Trade-Unions de Fonctionnaires*. A dater de l'année 1919, les gouvernants considérèrent avec méfiance un mouvement qui, d'ailleurs, prend une teinte politique de plus en plus accentuée, et le législateur lui-même va intervenir.

CHAPITRE III

TROISIEME PERIODE (1919-1928)

§ 1. — *Les Fonctionnaires de la « Metropolitan Police »*

Les troubles de 1919, dans le corps de la *Police*, avertissaient les pouvoirs publics, *d'une part*, du danger de laisser les agents de la Police entre les mains d'agitateurs syndicalistes ; *d'autre part*, de la nécessité d'autoriser les catégories de fonctionnaires à se faire entendre par leurs autorités. Les agents de police avaient bien été poussés à la grève par quelques meneurs de leur Trade-Union, mais leur patience avait été mise à bout par le constant refus — de la part des hauts fonctionnaires de la Police — d'écouter leurs doléances. *C'est à ce double besoin que répondit la promulgation d'une Loi sur la « Police de la Grande Bretagne » (qui instituait une Trade-Union officielle) le 15 Août 1919.*

A) TEXTE DE LA LOI SUR LA POLICE (1919)

Loi en vue d'Amender le Statut de la Police en Grande Bretagne

(Loi du 15 Août 1919)

I. — a) En vue de faciliter aux membres de la « Police de

l'Angleterre et du Pays de Galles » des rapports avec les Autorités de la Police et avec le Secrétaire d'Etat, sur toutes les questions relatives à l'amélioration de leur bien-être, et au rendement du service (excepté celles qui concernent des mesures de discipline ou d'avancement prises à l'égard d'un individu), *une Organisation sera établie* (conformément aux dispositions annexées au présent Act) qui visera à réaliser un tel but au moyen d'organismes locaux, à caractère électif. *Elle sera dénommée « Fédération de la Police ».*

b) La Fédération de la Police, de même que chacune de ses branches, devra rester absolument *étrangère* à toute organisation *en dehors* de la Police.

II. — a) La loi *interdit* à tout *membre de la Police* d'adhérer — ou (dans un délai d'un mois après la promulgation de cet Act) de demeurer inscrit — à quelque *Trade-Union*, ou Association, ayant pour objet de contrôler ou d'agir sur les conditions de salaire, le calcul des pensions ou les modalités de service de quelque *Corps de la Police*. Tout membre d'un Corps de Police qui contreviendrait au présent Act serait suspendu de ses fonctions. Au cas où il persisterait dans cette attitude, il se verrait exposé à perdre tous ses droits à pension et à perdre définitivement son emploi.

Toutefois, tout individu, membre d'une Trade-Union, avant de parvenir au grade de *constable*, pourra, avec l'assentiment du « Chief Officer » de la Police, demeurer inscrit à sa Trade-Union, pendant toute la durée de son emploi dans les Corps de la Police.

b) *L'appréciation de la véritable nature d'une association*, dont un membre de la Police ferait partie, sera l'œuvre du *Ministre du Travail*.

III. — a) Toute personne qui provoquera, ou tentera de provoquer, des perturbations dans quelque Corps de la Police ; toute personne, qui invitera, ou tentera d'inviter, ou agira de telle sorte qu'elle invitera quelque membre d'un Corps de la Police, à l'indiscipline ou à la désobéissance aux règlements de la Police, se rendra coupable d'une *infracti**on* : elle pourra encourir les *peines* suivantes : deux ans de prison, avec ou sans travaux forcés (maximum) en cas de flagrant délit — trois mois de prison avec ou sans travaux forcés (maximum) ou amende de 50 livres sterling (ou amende et emprisonnement à la fois) au cas où il n'y aurait pas de flagrant délit. Dans les deux cas, s'il s'agit d'un membre de la Police, celui-ci perdra ses droits à pension et sera révoqué. Si l'auteur de l'infraction est un membre d'un Corps de la Police, (et qu'il échappe à la peine de l'emprisonnement et de l'amende) les autorités de la Police pourront, si elles le jugent bon, le rembourser de tout ou partie des retenues opérées sur ses appointements en vue de la pension qui lui est retirée.

IV. — a) Le Secrétaire d'Etat sera en droit d'établir des *règlements* concernant l'organisation, l'assistance mutuelle, les salaires, les pensions, les uniformes, les dépenses et les conditions de service des membres de tous les corps de la Police de l'Angleterre et du Pays de Galles, et *toutes* les autorités de la Police se plieront à ces règlements.

b) Un avant-projet de tous ces règlements sera soumis (avant la mise en application desdits règlements) à l'opinion d'un « *Conseil* ». Ce Conseil comprendra :

1). « *Le Comité Central Mixte* » (*Joint Central Committee*)

de la Fédération de la Police (ou une délégation de ce Comité).

2.) *Des délégués des « Chiefs Officers » de la Police, et des Autorités de la Police*, désignés dans ce but, par le Secrétaire d'Etat, après consultation de l'Association des Conseils de Comité et de l'Association des Corporations Municipales.

Avant tout établissement de ces règlements, le Secrétaire d'Etat devra prendre en considération les remarques du « Conseil » en question.

.. .. .

Suivent une série de Dispositions relatives à la condition matérielle des agents de la Police (Articles 5, 6, 7, 8 et 9).

.. .. .

X. — Toute personne qui, bien que n'appartenant pas à un Corps de la Police, revêtera, sans autorisation des autorités de la Police, l'uniforme de la Police, ou tout habillement ayant l'apparence ou des marques caractéristiques de cet uniforme, sera, en cas de flagrant délit, punissable d'une amende n'excédant pas 10 livres sterling.

(Cette clause n'atteindra pas les personnes revêtues de semblables uniformes au cours d'une représentation théâtrale, ou au cours d'une exhibition de cirque ou de music-hall).

XI. — Un fonctionnaire du Corps de la « Metropolitan Police » (désigné par le Secrétaire d'Etat pour servir de Commissaire auxiliaire délégué) sera investi des mêmes pouvoirs qu'un « Commissaire auxiliaire » de la « Metropolitan Police », en vue de recevoir les déclarations des hommes

qui lui seront désignés pour l'emploi de « *constables* », et en vue de contre-signer les traites et les chèques sur la Banque d'Angleterre signés par le Receveur du district de la « *Metropolitan Police* ».

XII. — *Cet acte s'appliquera à la Police de « la Cité » de Londres, et à tout Corps de la Police régi par la Police Act de 1890.* En ce qui concerne la Police de « la Cité », les expressions : « *Autorités de la Police* » et « *Caisse de la Police* » (employées précédemment), signifient respectivement :

1) D'une part, le Maire, les Adjoints et la Communauté de « la Cité » assemblés en Conseil commun.

2) D'autre part, la Caisse dans laquelle sont prélevées les dépenses de la Police de la Cité.

En ce qui concerne les autres Corps de la Police, ces expressions auront le sens que leur donne le Police Act de 1890.

.. .. .

Suivent les Dispositions par lesquelles cet Act s'applique à l'Ecosse dans certaines conditions, mais ne concerne pas l'Irlande.

.. .. .

(Cet Act prendra le nom de « Police Act » — 1919).

B) TEXTE DE LA CÉDULE ANNEXÉE A LA LOI SUR LA POLICE

[« *Fédération de la Police* »]

A) *Constitution de la « Fédération de la Police »*

1. *La Fédération comprendra tous les membres en acti-*

vité des différents Corps de la Police de l'Angleterre et du Pays de Galles, au-dessous du grade de « *superintendant* ». La Fédération se divisera en « *Conseils de Branche* » (Branch Board), en « *Assemblées Centrales* » (Central Conferences) et en « *Comités Centraux* » (Central Committee).

1) *Les « Conseils de Branche »*

2. L'ensemble des divers agents (au-dessous du grade de *superintendant*) de chaque Corps de la Police (*Police Force*) constituera une « *Branche* » de la Fédération. Dans chaque Corps de la Police, il y aura *trois* « *conseils* » : un conseil pour l'ensemble des « *constables* » ; un conseil pour l'ensemble des « *sergeants* » ; un conseil pour l'ensemble des « *inspectors* ». — Les conseils seront dénommés « *Conseils de Branche* ».

3. Dans le cas où l'effectif de l'un de ces « *grades* » (*rank*) serait dans quelque Corps de la Police, inférieur à 7, le « *Conseil de Branche* » devra comprendre tous les membres dudit grade. — Dans le cas où l'effectif de l'un de ces grades serait supérieur à 7, tous les agents appartenant audit grade auront à élire parmi eux un « *Conseil de Branche* » comprenant 5 membres ou même 7 membres, si l'effectif officiel du corps de la Police en question dépasse deux cents individus. Il est établi d'autre part, qu'en ce qui concerne la « *Metropolitan Police* » et tout corps de Police comprenant plus de trois *divisions*, il y aura un « *Conseil de Branche* » pour chaque division, ne comptant qu'un seul membre élu par

les agents appartenant à la division (dans le grade en question).

.. .. .

(En ce qui concerne la « Metropolitan Police » certaines dispositions d'ordre administratif sont ensuite spécialement envisagées par la Loi).

.. .. .

4. Tous les agents, répondant aux conditions précitées, auront, dans chaque « grade » le droit de vote, pour l'élection des membres des « Conseils de Branche ».

5. Les élections auront lieu chaque année en Octobre et les réunions de chaque « Conseil de Branche » auront lieu chaque année, elles ne devront pas se tenir à une date ultérieure au 7 Novembre.

6. Les membres de chaque « Conseil de Branche » auront à élire, lors de leur réunion annuelle, des délégués pour la « Commission Centrale », ainsi qu'il est stipulé plus loin.

7. Les trois « Conseils de Branche » de chaque Corps de la Police, ou deux d'entre eux seulement, comme il conviendra, se réuniront en un seul « Conseil » dans le but d'examiner des questions spéciales ou des questions d'intérêt commun.

8. Le « Conseil de Branche » peut soumettre ses revendications, non seulement au « Chief Officer » de la Police ou à l'Autorité civile de la Police, mais encore au Secrétaire d'Etat.

2) *Les Assemblées Centrales et les Comités Centraux*

9. Il y aura une « *Assemblée Centrale* » pour *chaque grade*. — Elle se tiendra, chaque année, en Novembre.

10. Chaque « *Assemblée Centrale* » se composera de délégués élus par les membres des « *Conseils de Branche* » (du grade correspondant) de tous les corps de la Police d'Angleterre et du Pays de Galles, dans les proportions suivantes :

Si l'effectif officiel du corps de la Police est inférieur à 200 unités : un délégué par « *Conseil de Branche* ».

Si l'effectif officiel du corps de la Police se tient entre 200 et 500 unités : deux délégués.

Si l'effectif officiel du corps de la Police se tient entre 500 et 1.000 unités : trois délégués.

Si l'effectif dépasse 1.000 unités : quatre délégués.

[Le « *Metropolitan Police* » sera représenté à chaque « *Assemblée Centrale* » par un nombre de délégués égal au nombre des membres du « *Conseil de Branche* » correspondant et les délégués ne seront autres, à moins d'avis contraire du « *Conseil de Branche* », que les membres de ce Conseil eux-mêmes].

11. Tout délégué doit être « *membre* » du corps de Police qu'il représente.

12. Les membres de chaque « *Assemblée Centrale* » devront élire parmi eux un « *Comité Central* » de 6 membres, parmi lesquels :

Deux doivent être élus par les « *délégués* » de la « *Metropolitan Police* », et de la Police de la « *Cité* » de Londres.

Deux doivent être élus par les « *délégués* » des corps de la « *Police de Comté* ».

Deux doivent être élus par les « délégués » des corps de la « Police de Bourg ».

13. Les trois « *Comités Centraux* », ou deux d'entre eux seulement, comme il conviendra, se réuniront en un « *Comité Mixte* » pour examiner des questions spéciales ou des questions d'intérêt commun.

Le Secrétaire d'Etat peut également les inviter à se réunir en « *Comité Mixte Central* » (*Joint Central Committee*) en vue de l'examen de toute revendication qui lui aura été déférée par eux.

14. Les « *Comités Centraux* », soit séparément, soit en « *Comité Mixte Central* », peuvent adresser des revendications par écrit au Secrétaire d'Etat, et, quant aux questions les plus importantes, le Secrétaire d'Etat autorisera les « *Comités Centraux* » à lui envoyer des députations qu'il recevra personnellement.

15. Les élections de toutes sortes auront lieu au scrutin secret et seront soumises aux prescriptions du « *Ballot Act* » de 1872.

16. A l'occasion de chacune de ces élections, chaque électeur n'a droit qu'à une voix et ne peut voter pour un nombre de délégués excédant les limites ci-dessus indiquées.

17. Chaque « *Conseil de Branche* » est en droit d'établir des règlements en vue de régler les élections des membres du « *Conseil de Branche* » et des « délégués » aux « *Assemblées Centrales* », comme en ce qui concerne le moyen de pourvoir aux vacances accidentelles se produisant parmi les membres des Conseils ou les délégués.

(Chaque « *Comité Central* » peut également établir des

règlements visant le mode d'élection de ses membres par les « *Assemblées Centrales* », ou visant le moyen de pourvoir aux vacances accidentelles survenues dans ses rangs. Pour les premières élections à venir, il est établi que le mode d'élection sera réglementé par le Secrétaire d'Etat.)

3) *Conseil de Police*

18. Le Secrétaire d'Etat peut prévoir l'organisation de « *Conseils de Police* » en vue de traiter les questions d'ordre général relatives à la Police. Dans ces « *Conseils de Police* » se réuniraient les membres du « *Comité Mixte Central* » — ou une délégation de ses membres — d'une part, et, d'autre part, des représentants des Autorités de la Police, les « *Chiefs Officers* » des Corps de la Police, les « *Superintendants* », sous la présidence du Secrétaire d'Etat, ou d'un haut fonctionnaire du Home Office, ou de toute personne désignée à cet effet par le Secrétaire d'Etat.

B) Dignitaires (*Officers*) et Réunions (*Meetings*)

19. Chaque « *Conseil de Branche* », chaque « *Assemblée Centrale* », chaque « *Comité Central* », choisira dans son sein un *Président* et un *Secrétaire*.

20. Le Président aura voix prépondérante à chaque réunion du Conseil de Branche », de l'« *Assemblée Centrale* » et du « *Comité Central* », à laquelle il assistera.

21. Chaque « *Conseil de Branche* », « *Assemblée Centrale* », ou « *Comité Central* », établira sa propre procédure, y compris le mode de désignation des comités et sous-comités spéciaux.

Le Secrétaire d'Etat déterminera la procédure des premières réunions de chacun de ces organes.

22. Les « *Conseils de Branche* » pourront, en dehors de leur réunion annuelle, tenir quatre réunions par semestre, chacune de ces réunions ne saurait excéder un jour. Mais des réunions exceptionnelles en vue de l'examen de questions spéciales peuvent avoir lieu avec le consentement du « Chief Officer ».

Les réunions annuelles des « *Assemblées Centrales* » ne pourront excéder deux jours.

Chaque « *Comité Central* » peut se réunir une fois tous les deux mois, chaque réunion ne saurait excéder une journée. Mais des réunions exceptionnelles en vue de l'examen de questions spéciales peuvent avoir lieu avec le consentement du Secrétaire d'Etat.

23. Excepté dans les circonstances particulières où un fonctionnaire de la Police ne saurait être remplacé dans ses fonctions, des permissions seront accordées aux membres de la Police en vue de participer à ces réunions, et l'assistance à ces réunions sera considérée comme l'accomplissement d'un devoir professionnel, en ce qui concerne les concessions de permissions occasionnées par ce fait. »

Fin de la Cédule.

C) IDÉES ESSENTIELLES DE LA LOI SUR LA POLICE

Les Idées essentielles de la « Loi sur la Police » peuvent être ainsi résumées :

D'abōrd, le législateur veut avant tout préserver la grande

organisation de la Police, créée par ses soins, *de tout contact avec des organisations extérieures* (articles 1-2). C'est à l'action de ces influences du dehors qu'il attribuait, à raison d'ailleurs, les troubles survenus récemment dans le service de la Police. — *Cette tendance du législateur est à retenir* : elle correspond aux réserves que mettaient autrefois les « Postmasters General » à la reconnaissance des Trade-Unions du Post Office. Elle est un signe annonciateur de la grande réforme, que réalisera plus tard « *le Trade-Dispute et le Trade-Union Act* » du 29 Juillet 1927, à l'égard des Trade-Unions de Fonctionnaires, législation qui vise à ce seul but : isoler les Trade-Unions de Fonctionnaires.

Les fonctionnaires de la Police ne peuvent donc appartenir à aucune autre Trade-Union qu'à celle organisée par la loi à leur intention. Bien mieux, en entrant dans le service de la Police, on devient *automatiquement* membre de l'organisation prévue par la loi.

Toutefois, il est permis à qui était membre d'une Trade-Union, avant de parvenir au grade de « *Constable* », de continuer à en faire partie avec le consentement du Chief Officer. Il ne faut pas oublier, en effet, que les Trade-Unions en Angleterre (même les *Trade-Unions de Fonctionnaires*) organisent souvent des « *Caisses de Secours* ». On ne saurait priver brutalement un membre d'une Trade-Union du bénéfice de ses versements antérieurs, en l'astreignant à une démission forcée.

Ensuite, la loi consacre la pratique gouvernementale, déjà signalée, qui déniait aux fonctionnaires de la Police tout droit syndical (Article 2, § 1). Une Trade-Union (composée des fonctionnaires de la Police) sera désormais illégale (it

shall not be lawful... to become a member of a Trade-Union). Il y a là une preuve (*a contrario*) de la légalité du droit syndical pour les Fonctionnaires à l'égard desquels la loi n'a pas édicté de prohibition.

La loi exprime encore la *nécessité pour les agents de la Police* de pouvoir se mettre aisément en *rappports* avec les *Autorités civiles de la Police*, au moins pour les agents des trois *grades* inférieurs au grade de Superintendant : les inspecteurs (*inspectors*), les brigadiers (*sergeants*) et les simples agents (*constables*). Les troubles récents, sous l'émotion desquels se trouve le législateur, avaient eu pour motif déterminant les fins de non-recevoir adressées aux délégués des agents par un haut fonctionnaire de la Police. Le contact s'établissait, en effet, difficilement entre les autorités de la Police et leurs subordonnés. D'autre part, c'est une *tendance du législateur* d'Outre Manche, surtout après la guerre, de faciliter, dans tous les services, le développement d'institutions de conciliation (par exemple, les *Withley Councils*) dont il sait que le tempérament anglais fait bon usage. Aussi la loi sur la Police se montre-t-elle favorable à la constitution d'un vaste mécanisme permettant aux agents de tous les grades de faire entendre leurs doléances par les autorités de la Police, et jusque par le Secrétaire d'Etat.

Mais la loi n'oublie pas qu'il s'agit de fonctionnaires astreints aux nécessités d'une discipline particulièrement rigoureuse ; aussi restreint-elle les revendications (susceptibles d'être portées devant les autorités) aux seules réclamations concernant : le bien-être (*welfare*) et le rendement (*efficiency*) du service. — Les questions personnelles devront être rigoureusement évitées. (Article 1, § 1).

Il faut remarquer que la « *Trade-Union* » officiellement établie par la loi dans le Service de la Police (la « *Police Federation* ») bien qu'aménagée de façon à respecter les nécessités de la hiérarchie, possède un *caractère représentatif* très large. Son rayon d'action est, d'autre part, considérable, car elle ne s'étend pas à la seule section de la Metropolitan Police, mais à toutes les sections du Service de la Police de l'Angleterre et du Pays de Galles.

Par ailleurs, le législateur ajoute (aux dispositions dont nous venons de citer les traits caractéristiques) des mesures propres à fortifier la discipline du service.

Enfin, la loi a prévu un minutieux rouage de « Conseils », à triple division horizontale et verticale :

1) Horizontalement, d'abord, il y a trois séries de rouages correspondant aux trois catégories de grades :

a) Conseils des *Inspectors* : 1) Plusieurs *conseils de branche*. 2) Une *assemblée centrale*. 3) Un *comité central*.

b) Conseils des *Sergeants* : 1) Plusieurs *conseils de branche*. 2) Une *assemblée centrale*. 3) Un *comité central*.

c) Conseils des *Constables* : 1) Plusieurs *conseils de branche*. 2) Une *assemblée centrale*. 3) Un *comité central*.

Il y a donc au total :

1) Une infinité de *conseils de branche*.

2) Trois *assemblées centrales*.

3) Trois *comités centraux*.

(Il faut ajouter que par leur réunion les trois comités centraux forment le « *Comité central mixte* » (Joint Central Committee) et que la fusion du « Joint Central Committee »

avec les représentants des Autorités de la Police constitue le « *Conseil de la Police* » (Police Council).

2) Verticalement ensuite, on distingue cinq principaux échelons :

1) A la *base*, dans chaque « Corps de la Police » : un « *Conseil de branche* », élu par les membres du « Corps ».

2) Au *sommet*, c'est-à-dire pour l'ensemble du Service de la Police :

a) Une « *Assemblée centrale* » comprenant tous les délégués élus par les multiples « conseils de branche », pour chacun des trois grades.

b) Un « *Comité central* », composé d'un petit nombre de membres élus par la Conférence centrale, pour chacun des trois grades.

c) Un « *Comité central mixte* », issu de la fusion des trois comités centraux précédents, véritable tête de la Fédération de la Police.

d) Enfin, le « *Conseil de la Police* » qui comprend le comité central mixte et des représentants des autorités de la Police sous la présidence du Secrétaire d'Etat.

Les Attributions de ces divers organes sont les suivantes :

1) Les « *Conseils de branche* » sont chargés de recueillir toutes les revendications formulées par les agents de leur « Corps », et de les transmettre à qui de droit.

2) Les « *Assemblées centrales* » ont surtout pour mission d'élire dans leur sein le comité central, mais elles ont aussi des fonctions de contrôle et de conciliation.

3) Les « *Comités centraux* » sont des organes exécutifs très importants : Ils sont le lien entre le personnel et le Secr-

taire d'Etat auquel ils expriment (oralement ou par écrit) les doléances des fonctionnaires.

4) En se réunissant, ils forment le « *Comité central mixte* ». Ce « Comité central mixte » a un rôle de direction et d'administration générale de la « *Police Federation* ». — A cet organe sont rattachés les éléments administratifs de la Fédération.

4) Enfin, le *Conseil de la Police* possède en vertu de l'article 4 de la loi un droit de regard sur certains *règlements de police* rédigés par le Secrétaire d'Etat, *préalablement* à leur mise en exécution.

§ 2) *Les Fonctionnaires du Civil Service*

AVANT-PROPOS

En dehors des Fonctionnaires de la Police, *tous les autres Fonctionnaires (Fonctionnaires du Civil Service)* jouissaient, en 1919, du « *droit syndical* ». — Toutes les *Trade-Unions de Fonctionnaires* étaient reconnues par le Gouvernement, du moment qu'elles possédaient un caractère de représentation réelle du personnel. Les pouvoirs publics s'étaient habitués à voir en leurs fonctionnaires des employés comme les autres : *cette tendance était la résultante de deux forces différentes* : la force de la *tradition*, qui s'obstinait à ne trouver dans le fonctionnaire que le « *civil servant* » engagé par la Couronne, et la *poussée syndicaliste*, qui visait à abolir toute distinction entre les employés publics et les employés privés, (puisqu'ils sont tous destinés à devenir les employés des collectivités publiques). *La Guerre avait accrédité cette*

conception : l'Etat employeur — au même titre que les autres employeurs.

Ce n'est pas cependant que des résistances se soient fait sentir de temps à autre de la part de certaines autorités (en dehors de la Police). On a vu les *réserves* imposées à l'origine par les « Postmaster Général » à la reconnaissance des Trade-Unions de ses employés : la crainte (qu'elles exprimaient) était la suivante : éviter que les *Trade-Unions de Fonctionnaires* puissent se mêler au mouvement syndicaliste des autres travailleurs ; le « Postmaster Général » n'ignorait pas, en effet, l'orientation politique très nette prise par la plupart des Trade-Unions de l'industrie privée. Et les fonctionnaires, disait-il, (ne jouissant pas de tous leurs droits politiques) devaient se garder de prendre part — fût-ce indirectement — aux campagnes politiques.

Mais à partir de 1919, les tendances syndicalistes gagnèrent, de jour en jour, davantage, la masse des fonctionnaires, surtout les classes inférieures : les employés (*clerks*) et les travailleurs manuels (*operatives*) notamment dans le Post-Office et les Arsenaux. Les fonctionnaires supérieurs (*classes exécutives ou administratives*), les inspecteurs (*surveyors*), s'étaient tous groupés en Trade-Unions, mais ne se mêlaient nullement aux luttes politiques. Quant aux ingénieurs ou mécaniciens (*engineers*) ils étaient divisés.

On a vu que 126.000 fonctionnaires étaient affiliés au T. U. C. et au Labour-Party en 1926. C'étaient surtout des « *clerks* » (*Civil Service Clerical Association — Civil Service Sorting Assistant Association — Temporary Civil Servant Association*), quelques mécaniciens (« *Post-*

Office Engineering Union ») et des « Postiers » (*Union of Post-Office Workers*). Ce mouvement n'était pas ignoré par le Gouvernement. Lorsque les conservateurs arrivèrent au pouvoir aux élections générales d'Octobre 1925, ils ne cachèrent pas leur inquiétude. Mais ils ne se décidaient pas à appliquer un plan de réformes.

I) *Les Incidents de la Grève Générale (1926)*

C'est sur ces entrefaites que survint — au mois de Mai 1926 — la « *Grève Générale* », grève de sympathie à l'égard du mouvement gréviste des mineurs, à laquelle participèrent la plupart des travailleurs syndiqués de Grande Bretagne. *Quelle fut alors l'attitude des Trade-Unions de Fonctionnaires ?*

Aucune ne se mit en grève, mais il s'en fallut de bien peu pour quelques-unes d'entre elles. D'autre part, certaines soutinrent (moralement et financièrement) les grévistes.

Plusieurs faits paraissent, en tous cas, acquis :

A) *La Circulaire du Trade-Unions Congress*

Il y a d'abord l'incident de la fameuse circulaire du T. U. C.

Dans la séance mémorable du 1^{er} Mai 1926 du T. U. C. où fut voté le principe de la grève générale, une « *Circulaire* » fut rédigée et sitôt expédiée aux secrétaires de toutes les Trade-Unions affiliées au T. U. C. — (*y compris les secrétaires des sept Trade-Unions de Fonctionnaires affiliées au T. U. C.*) — On leur demandait une réponse aux deux questions suivantes :

« 1) — Votre Trade-Union est-elle prête à remettre tous ses pouvoirs entre les mains du Conseil Général du T. U. C. en ce qui concerne l'appel de *grève* ?

« 2) — Votre Trade-Union est-elle disposée à se dessaisir également de tous ses pouvoirs, en ce qui concerne le concours *financier* à la grève ? »

Or, les trois plus importantes Trade-Unions de Fonctionnaires affiliées au T. U. C. (l'*Union of Post Office Workers* (84.000 membres), le « *Civil Service Clerical Association* » (17.500 membres), le « *Post Office Engineering Union* » (15.300 membres)), répondirent affirmativement à ces deux questions. Ainsi, près de 120.000 fonctionnaires se déclaraient prêts (par la voix de leurs délégués) à obéir à un ordre de grève lancé par le T. U. C. et à laisser leurs fonds syndicaux à la disposition du T. U. C.

Le T. U. C. d'ailleurs, ne se décida pas à donner l'ordre de grève. On ne peut donc assurer que les *Trade-Unions de Fonctionnaires* auraient obéi avec enthousiasme et promptitude à une semblable injonction. Plus tard, Mr Brown, secrétaire général de la « *Civil Service Clerical Association* » déclara que la réponse affirmative de son Association à la question relative à la grève n'avait aucun sens, car il reconnaissait que les fonctionnaires ne pouvaient posséder le droit de grève : par suite, le « *Comité Exécutif* » d'une *Trade-Union* composée de *fonctionnaires*, disait-il, n'était pas capable de transférer au T.U.C. un pouvoir d'injonction qui ne lui avait jamais appartenu ». Il ajoutait : « D'ailleurs, le Conseil Général du T.U.C. savait parfaitement qu'il ne saurait — en aucun cas — attendre d'une organisation quelconque du Civil Service, quelque participation à la grève ». Il assurait qu'il

avait envoyé une lettre dans ce sens aux membres de la « *Civil Service Clerical Association* » pendant la Grève Générale.

Mais les dirigeants de la « *Civil Service Clerical Association* » et de « *l'Union of Post Office Workers* » donnèrent ouvertement leur concours financier et moral au mouvement gréviste. Mr J. W. Bowen (secrétaire général de l'U.P.O.W.) déclara que l'Association avait ratifié la décision de son « *Comité Exécutif* », suivant laquelle « un secours de £ 5.000 serait prélevé sur la caisse politique de l'Association pour être versé au T. U. C. » Mr Hodgson, secrétaire adjoint de l'U.P.O.W. devait d'ailleurs affirmer plus tard à l'Assemblée annuelle du T. U. C. : « Il est exact que notre Trade-Union vint en aide au T. U. C. pendant la Grève, mais les membres de notre Trade-Union ne prirent individuellement aucune part à la grève ». Mr W. J. Brown, secrétaire générale de la « *Civil Service Clerical Association* » qui faisait, d'ailleurs, partie de « l'Assemblée des Autorités (des Trade-Unions) » où fut lancé l'ordre de grève générale, fit adopter par l'assemblée annuelle de son association le principe « d'une assistance morale et financière aussi complète que possible, au conseil général du T. U. C. pendant toute la durée de la crise ».

Sans doute les quatre autres *Trade-Unions de Fonctionnaires* affiliées au T. U. C. ne répondirent pas à ces injonctions ; sans doute, la majorité des *Trade-Unions de Fonctionnaires* (n'étant pas affiliées au T. U. C.) n'ont jamais songé à remettre leurs pouvoirs entre les mains du T. U. C. Mais un grand nombre de *Trade-Unions de Fonctionnaires* soutinrent *financièrement* les grévistes au moyen de prélè-

vements sur leurs « *Caisses politiques* ». Enregistrons (à cet égard) l'aveu de Mr. W. B. Brown, secrétaire général de la *Civil Service Clerical Association* au cours de l'Assemblée annuelle du T. U. C. « Le fait que la moyenne des versements individuels des fonctionnaires en vue de secourir les « mineurs » a été aussi élevée que celle des autres Trade-Unions est, à mon avis, un des traits les plus remarquables du mouvement trade-unioniste contemporain ».

B) *La Circulaire du Conseil National Whitley*

Il y eut encore un incident, d'un autre ordre, lors de la « Grève générale ». A la veille de la crise, un « Sous-Comité » de la « Branche du Personnel » (Staff Side) du « Conseil National Whitley » (dont le président se trouvait être un ancien député du Labour Party, M. G. Middleton) votait une résolution ainsi conçue :

« Tous les membres du Civil Service sont invités à ne pas s'engager comme travailleurs volontaires au cours de la crise : ils ne devront accomplir d'autre besogne que leurs fonctions habituelles. Au cas où il serait tenté, par les Autorités, d'affecter des membres du Civil Service à quelque besogne étrangère aux fonctions exigées par leur classe ou leur situation, ceux-ci seraient priés d'en *informer les dirigeants de leurs organisations* (par l'intermédiaire de leurs branches locales) ».

Cette résolution n'était (il est vrai) que l'œuvre d'un petit « *Sous-Comité* », mais, peu de temps après, elle était approuvée par l'ensemble des délégués de la « *Branche du Personnel* » du « *Conseil National Whitley* ». Or, il faut

remarquer que, sur les 27 Délégués de la « Branche du Personnel », 13 délégués (régulièrement élus par les *Trade-Unions de Fonctionnaires*) n'étaient pas des fonctionnaires. Ceci n'avait rien de contraire aux statuts de Whitley Council, mais on apprit, par la suite, que ces délégués de l'extérieur étaient (pour la plupart) des membres du *Labour Party* (qui fournissait ainsi des cadres aux organismes du Civil Service dans un but politique inavoué).

La résolution du Sous-Comité ne reçut pas d'ailleurs une large publicité et ne paraît pas avoir reçu d'application. Par ignorance, ou par mépris de cette décision, beaucoup de fonctionnaires s'engagèrent, en fait, comme travailleurs volontaires. L'intervention de la « Branche du Personnel » dans le domaine politique, qui n'était pas le sien, provoqua d'ailleurs le *mécontentement* des *Trade-Unions*, composées de hauts fonctionnaires (telles que l'*Association of H. M. Inspectors of Taxes* — *First Division Association* — *Society of Civil Servants* — *Civil Service Legal Society* — groupées, on l'a vu, dans une Fédération « ad hoc » pour le « *National Whitley Council* » : le « *Joint Consultative Committee* »). Le « *Joint Consultative Committee* » se retire en Juin 1926 du « *National Whitley Council* ». Dans la lettre collective (où ce groupement faisait part de sa décision) il précisait : « qu'en se retirant, il n'agissait pas contre le principe des « *Whitley Councils* », mais refusait d'engager sa responsabilité dans toutes les initiatives que le *National Whitley Council* pourrait prendre ». En dépit des efforts faits pour ramener au bercail les brebis égarées, le « *Joint Consultative Committee* » est encore en dehors du « *National Whitley Council*. (Des modifications à la procédure du « *National*

Whithley Council » furent adoptées à la suite de cet incident).

2) *La Clause 5*

A) *Préparation du Trade-Dispute and Trade-Union Act (1927) et Réactions des Trade-Unions de Fonctionnaires et du Labour-Party*

Cet ensemble de circonstances impressionna vivement le gouvernement conservateur, et notamment M. Churchill, le Chancelier de l'Echiquier, qui, en sa qualité de directeur de la Trésorerie, se devait de veiller plus particulièrement aux faits intéressant le *Civil Service*. La Chambre des Communes et l'opinion publique avaient été également fort alertées : un grand journal de Londres avait donné aux faits rapportés plus haut une publicité saisissante : il citait l'ordre du T. U. C. aux Fonctionnaires : « Obéir à ses seules injonctions, et n'accepter comme authentiques que les seules informations publiées par le « *Bristish Worker* » (organe officiel de la grève) ».

D'autre part, si la Grève générale avait été rapidement enrayée, elle n'en avait pas moins révélé les sérieux inconvénients d'une législation trop libérale à l'égard des Trade-Unions. Le gouvernement conservateur prit la résolution d'entreprendre une *réforme profonde* de la législation des Trade-Unions qui viserait *notamment les Trade-Unions de Fonctionnaires*.

En juin 1926, une « Commission Ministérielle » était convoquée, sous la présidence de Lord Cave. Elle procéda aussitôt à une enquête. *Puis elle entreprit la rédaction d'un*

Projet de loi sur les Trade-Unions et les Conflits Ouvriers.

On sut bientôt que les *idées essentielles* en étaient les suivantes :

- 1) Toute grève de sympathie est illégale.
- 2) Nul ne saurait subir des dommages pour refuser d'y participer.
- 3) Tout procédé d' « intimidation » est illégal. Nul ne saurait être contraint ou empêché de travailler.
- 4) Aucune cotisation à une « *caisse politique* » ne peut être obligatoire.
- 5) *Enfin*, ce qui nous intéresse particulièrement, les *fonctionnaires nationaux*, (réunissant certaines qualités énumérées par la loi) pouvaient sans doute *faire partie* de Trade-Unions, mais *seulement de Trade-Unions répondant à certaines conditions précisées par la loi.*

L'ensemble du projet souleva des clameurs d'indignation dans les rangs du « *Labour Party* ». Quant aux *Fonctionnaires*, ils accueillirent presque tous, avec une vive hostilité, la « *Clause* » qui les visait particulièrement. Les uns, et les autres, décidèrent d'entamer une violente campagne contre ce plan gouvernemental.

Le Labour-Party procéda d'abord (à la fin de l'année 1926) et au début de l'année 1927, à une série de « *Meetings* » et de campagnes de presse. Puis, sitôt le Projet de loi (*Bil!*) déposé à la *Chambre des Communes*, les Membres du Parlement appartenant au « *Labour Party* » se proposèrent de faire obstruction à la discussion du Projet.

D'autre part, les *Fonctionnaires* se groupèrent en vue de faire échec à la proposition les concernant. Le 13 Septembre

1926, le « *Comité Exécutif* » de la « *Civil Service Confederation* » vota la résolution suivante :

« La « *Civil Service Confederation* » prend acte de l'intention déclarée du Gouvernement d'introduire une législation tendant à retirer aux *associations de fonctionnaires* le droit de s'affilier à des organisations ouvrières ou politiques, de l'extérieur. La Confédération affirme que si les fonctionnaires ont l'intention de servir fidèlement tout gouvernement au pouvoir, quel qu'il soit, ils ont, par ailleurs, le droit de protéger leurs intérêts professionnels, *de la même façon que les autres employés*, par voie d'affiliation à des *organisations de l'extérieur*. Aussi, la Confédération apportera-t-elle une rigoureuse résistance à la législation projetée ».

A la suite de cette résolution, la décision fut prise de constituer un « *Comité des Droits politiques des Fonctionnaires* ». Ce *Comité* devait se composer de délégués des principaux groupements de fonctionnaires. Un plan de campagne fut ensuite établi par un « *Sous-Comité* ».

Les *Trade-Unions de Fonctionnaires* décidèrent d'user de divers procédés, tels que : députations, meetings, et enfin, *action parlementaire*.

Le 1^{er} Mars 1927, le « *Comité* » obtint, après maintes réclamations, une audience auprès du « Chancelier de l'Echiquier, Mr. W. Churchill, qui était, on le savait, l'auteur des stipulations visant le « Civil Service ». Il n'obtint aucun succès.

Le Gouvernement ne se laissa nullement effrayer par ce flot de menaces. Le 4 Avril 1927, le Gouvernement déposait sur le bureau de la « *Chambre des Communes* » le Projet élaboré par la Commission.

Le Projet comprenait huit Clauses :

La Clause 1 visait les grèves illégales.

La Clause 2 visait les cas de refus de participaiton à une grève.

La Clause 3 visait les procédés d'intimidation.

La Clause 4 traitait des « *Caisses politiques* ».

La Clause 5 traitait des *Trade-Unions de Fonctionnaires nationaux*.

La Clause 6 visait les Fonctionnaires des Autorités locales.

La Clause 7 réglementait les « Fonds » des Trade-Unions et la Clause 8 donnait quelques précisions finales.

B) *Discussion de la Clause 5*

Le Bill devait être, selon la procédure usuelle, discuté en trois Lectures : la première Lecture commença le 2 Mai.

LA CLAUSE 5 (*visant les Trade-Unions de Fonctionnaires nationaux*) fut défendue par l'Attorney-General, Sir Douglas Hogg, le 3 Mai 1927.

La thèse gouvernementale (incluse dans la clause 5) n'était qu'une reproduction des anciennes *réserves* que les « Postmaster General » mettaient à la reconnaissance des Trades-Unions de leur personnel. C'est l'expression, enfin concrétisée, de ce sentiment qui vient fatalement à l'homme de gouvernement, que le fonctionnaire doit être considéré comme un employé à part. Dans une nation dépourvue de règles de droit public (édicant des prescriptions spéciales à l'égard des administrations publiques et de leurs rouages) comme la Grande Bretagne, les pouvoirs

publics se voyaient cependant acculés à donner à leurs agents un code particulier.

Les stipulations de la Clause 5 pouvaient se résumer ainsi : La Clause 5 édictait deux grands principes :

1) *Le premier principe était posé implicitement :*

Aucun fonctionnaire ne perdait le *droit syndical*. M. Churchill l'avait, d'ailleurs, maintes fois publiquement reconnu. (C'était là, remarquons-le, une *confirmation* de la légalité du droit syndical des fonctionnaires).

2) *Le deuxième principe était expressément formulé :*

Le *droit syndical* des *fonctionnaires* était désormais *limité*. Mais la *limitation* du droit syndical subissait (elle-même) trois sortes de *restrictions* :

1) Elle ne *s'appliquait* qu'à une certaine catégorie de Fonctionnaires Nationaux : les « *Fonctionnaires Titulaires* ». Il faut entendre par là (et la Clause le précise) tout fonctionnaire employé régulièrement au service permanent de la Couronne, muni d'un certificat, décerné par la « *Civil Service Commission* », et justifiant d'un « *stage* » préalable à sa titularisation. [La raison de cette mesure c'est que, d'une part, la discipline des fonctionnaires titulaires est la plus digne d'intérêt, et, d'autre part, que les fonctionnaires « non titulaires », sont souvent occupés par d'autres fonctions, à l'occasion desquelles ils font partie d'autres Trade-Unions.]

2) Elle *consistait* seulement en trois *interdictions*. *Aucun Fonctionnaire titulaire ne pouvait faire partie d'une Trade-Union, ayant les caractères suivants :*

a) *Trade-Union* ne se composant pas *exclusivement* de

personnes, directement ou indirectement, au service de la Couronne, c'est-à-dire de *fonctionnaires nationaux*.

b) *Trade-Union* ayant une *action politique* quelconque ou *affiliée* à une organisation politique quelconque.

c) *Trade-Union* affiliée, sous une forme quelconque, à une *Fédération* ou une Organisation comprenant des *associations de non fonctionnaires*.

[La *sanction* de ces prohibitions était la révocation pure et simple du fonctionnaire coupable.]

3) *Elle prévoyait quelques exceptions au principe :*

Pourraient demeurer membres d'une *Trade-Union* (*ne répondant pas à ces conditions*) les fonctionnaires se trouvant dans l'un des *trois* cas suivants :

a) Les Fonctionnaires Titulaires (lors de l'entrée en vigueur de la loi) susceptibles de bénéficier de secours résultant de leurs versements antérieurs, dans une *Trade Union* ordinaire [à laquelle ils appartenaient depuis plus de six mois (lors de l'entrée en vigueur de la loi)] peuvent continuer à appartenir à cette *Trade-Union* ordinaire.

b) Les Fonctionnaires Non-titulaires (lors de l'entrée en vigueur de la loi) qui font partie d'une *Trade-Union* ordinaire (dans la caisse de laquelle ils ont effectué des versements en vue de bénéficier plus tard de secours) et qui sont, par la suite, nommés fonctionnaires titulaires (tant, du moins, qu'ils ne seront pas nommés à un poste de directeur ou d'inspecteur) peuvent demeurer dans cette *Trade-Union* ordinaire.

c) Les Fonctionnaires-Titulaires qui (en dehors de leurs occupations en tant que fonctionnaires) s'emploient à l'extérieur dans d'autres fonctions (l'Attorney Général citera le

cas d'un postier qui augmenterait ses r  ssources en jouant le soir dans un orchestre) peuvent continuer à faire partie de la Trade-Union ordinaire (qui groupe les membres de sa profession subsidiaire).

L'Attorney-Général défendit les principes du Projet que nous venons d'examiner. Il cita la liste des Trade-Unions de Fonctionnaires affiliées au *Labour Party* et au T. U. C. Et il déclara : « De l'avis du Gouvernement c'est là une situation qu'on ne saurait tolérer. Nous estimons que nous avons le droit d'attendre que l'Etat (quel que soit le Gouvernement au pouvoir) soit assuré du concours fidèle et indivis de ceux qui sont entrés à son service. Les fonctionnaires attendent et reçoivent de l'Etat de grands avantages : Ils ont une position assurée, des retraites, et par les Conseils Whitley et la Cour d'Arbitrage, la plus ample latitude pour faire valoir leurs griefs. Ils peuvent en outre, individuellement, présenter leurs doléances au Parlement, par l'intermédiaire de leurs députés. Nous savons qu'ils usent de ce privilège. En échange de ces grands avantages, nous estimons qu'ils est simplement équitable, que nous exigeons que toute *Trade-Union de Fonctionnaires* demeure à l'écart de toute organisation politique ».

L'Attorney-Général fit ensuite observer que les Fonctionnaires sont (comme nous l'avons vu) généralement régis par des *Règlements* : Si le Gouvernement avait introduit cette Clause dans un *Projet de loi*, c'était en vue de lui donner plus de signification.

Ces déclarations (qui résumaient le point de vue officiel anglais sur la question) furent longuement applaudies par la *Chambre des Communes*.

Après de courts débats, l'ensemble du Bill fut voté, en première lecture, le 5 Mai.

C'est au cours de la *deuxième Lecture* (qui commença le 11 Mai) que les Membres du Labour-Party (au Parlement) tentèrent leur manœuvre d'obstruction : 300 amendements étaient présentés. Mais le Gouvernement para le coup, en faisant adopter une résolution qui limitait la durée des débats à quinze séances. Le Bill fut voté en deuxième lecture le 16 Mai.

Les débats se prolongèrent au cours de la *troisième Lecture*. C'est le 31 Mai que la discussion définitive de la Clause 5 put avoir lieu : Mr. W. Churchill, chancelier de l'Echiquier, défendait, en sa qualité de directeur de la Trésorerie, le point de vue gouvernemental, à l'égard du « Civil Service ».

On lui adressa successivement les objections suivantes :

D'abord, plusieurs orateurs déclarèrent que *les fonctionnaires sont des « employés » au même titre que les employés de l'industrie privée*. Le Lieutenant-Colonel Kenworthy (libéral) prétendit que l'on ne saurait distinguer les travailleurs des « Arsenaux Royaux » de Chatham, ou de Portsmouth, des travailleurs des Sociétés de construction navale de la Tyne ou de la Clyde. Les deux catégories exercent les mêmes fonctions : les deux catégories ont droit au même traitement. Il ajoutait que, depuis la grève de 1890 dans le Post Office, les fonctionnaires (en dehors de la Police) ne s'étaient pas mis en grève, n'avaient *pas de caisses de grève*, et n'avaient pris aucune part à la grève générale de 1926. Un socialiste (M. Ammon) affirma ensuite que si le T. U. C.

n'avait pas lancé un ordre de grève aux fonctionnaires, c'est parce que les fonctionnaires n'usent pas de la grève.

M. W. Churchill répondit en invoquant la tradition du « *Civil Service à l'écart des luttes politiques* ». Les fonctionnaires peuvent (en tant qu'individus) avoir certains droits politiques, mais (en groupe) ils ne sauraient revêtir une teinte politique : aussi leurs Trade-Unions doivent-elles **rester indépendantes et neutres**. Il reprit l'argumentation de l'Attorney-Général : les Fonctionnaires ont une situation privilégiée (notamment : Retraites, Whitley système) ils doivent donc en revanche, subir quelques amputations dans leurs droits d'association. D'autre part, la question était une question de réglementation intérieure : le Gouvernement aurait pu se dispenser de lui donner la forme législative, mais il l'avait désiré en vue de discuter les termes du projet avec le Parlement. D'ailleurs, poursuivant une semblable politique, le Gouvernement communiquerait également au Parlement, dans quelques temps, à titre d'information, un « *Règlement sur les Associations autorisées du Civil Service* ». M. W. Churchill fut approuvé par la Chambre des Communes, et *la Clause 5 fut définitivement adoptée par 270 voix contre 113*.

Quelques jours plus tard, la Chambre des Communes adoptait l'ensemble du projet par 315 voix contre 150.

Le Bill passa ensuite à la Chambre des Lords. La Haute-Chambre ne fit que quelques rectifications de détails. En ce qui concerne la clause 5, cependant, elle adoucit un peu la *sanction* prévue à l'égard des fonctionnaires qui auraient enfreint la loi, et qui était, on l'a vu, la révocation pure et simple. Elle introduisait, en effet, un alinéa ainsi conçu, à

l'article 2 de la Clause 5 : « S'il s'agit d'une première infraction, le fonctionnaire devrait recevoir de son chef un avertissement, qui ne prendrait effet que si, un mois plus tard, le fonctionnaire continuait à enfreindre les règles posée par loi ».

Le Bill fut transformé par l'assentiment royal en Act, le 29 Juillet 1927, sous le titre de « *Trade-Dispute and Trade-Union Act 1927* ».

La Clause 5 entrerait en vigueur à dater de ce jour. *Selon les déclarations de Mr. Churchill, un Règlement* (en conformité du « Trade-Dispute and Trade-Union Act » de 1927) *sur les « Associations Autorisées » du « Civil Service » fut rédigé par les services de la Trésorerie, et contresigné le 30 Août 1927.*

Voici le texte de la Clause 5 (du Trade Dispute and Trade Union Act, 1927) ainsi que le texte du Règlement, rédigé par la Trésorerie, qui lui fait suite.

C) TEXTE DE LA CLAUSE 5

Règlement se rapportant aux *Organisations* dont sont autorisés à faire partie les *Fonctionnaires titulaires*.

1) Parmi les Règlements relatifs aux conditions de service dans le « Service Civil » de Sa Majesté, devront être inclus des *Règlements interdisant aux fonctionnaires titulaires d'être membres, délégués ou représentants, de n'importe quelle organisation* (dont l'objet principal est d'exercer une influence quelconque sur le taux de rémunération et les conditions d'emploi de ses membres) à moins que ladite organisation n'admette comme membres que des personnes

directement ou indirectement au service de la Couronne, *et* qu'elle ne se conforme aux dispositions, contenues dans les règlements, ayant pour objet d'assurer, *qu'elle est à tous égards, indépendante, et non affiliée à une organisation quelconque* (admettant, comme membres, d'autres personnes que des personnes directement ou indirectement au service de la Couronne) *ou à une Fédération*, comprenant des organisations de ce genre ; que les buts de ladite organisation ne sont *pas des objets politiques* et qu'elle n'est associée (ni directement ni indirectement) à un parti ou organisation politique quelconque.

Sous Réserve que les *Règlements* — établis conformément aux dispositions du présent paragraphe — *n'empêcheront pas :*

a) Une personne qui (au moment de l'entrée en vigueur du présent Act) possède le titre de Fonctionnaire titulaire, de *rester membre* d'une Trade-Union ou Organisation (ne se composant pas exclusivement ou principalement de personnes directement ou indirectement au service de la Couronne) dont elle était membre depuis plus de six mois, au moment de l'entrée en vigueur du présent Act — *si* (d'après les statuts desdites Trade-Unions ou organisations) elle bénéficiait (ou commençait à bénéficier) à la date du 4 avril 1927, d'un droit à un paiement éventuel pendant une période d'incapacité, soit sous forme de retraite, soit à sa mort ou à la mort de sa femme, soit comme pension pour ses enfants. Ou :

b) Une personne qui (au moment de l'entrée en vigueur du présent Act) se trouvait directement ou indirectement au service de la Couronne, et qui, par la suite devient Fonctionnaire titulaire, de *rester membre* d'une Trade-Union ou

Organisation (ne se composant pas exclusivement ou principalement de personnes directement ou indirectement au service de la Couronne) dont elle était membre au moment où elle a reçu le titre de Fonctionnaire titulaire (et cela aussi longtemps qu'elle ne sera pas nommée à un poste d'injonction ou de direction) *si* (d'après les statuts desdites Trade-Unions ou Organisations) elle bénéficiait ou commençait à bénéficier, à la date du 4 Avril 1927, d'un droit à un paiement éventuel pendant une période d'incapacité, soit sous forme de retraite, soit à sa mort ou à la mort de sa femme, soit comme pension pour ses enfants.

c) Une personne qui (étant fonctionnaire titulaire) exerce (outre son service comme tel) un emploi ou une occupation quelconque *de rester membre*, délégué, ou représentant, d'une Trade-Union ou Organisation (dont l'objet principal est d'influer d'une manière quelconque sur le taux de rémunération ou les conditions d'emploi des personnes exerçant ledit emploi ou occupation).

II) *Tout Fonctionnaire titulaire, enfreignant sciemment l'une quelconque des dispositions desdits Règlements, n'aura plus qualité de ce fait pour faire partie de l'Administration.*

S'il s'agit d'une première infraction, le fonctionnaire devra recevoir de son chef un avertissement, qui ne prendrait effet que si, un mois plus tard, le fonctionnaire continuait à enfreindre les règles posées par la loi.

III) Dans le présent paragraphe : le terme « Fonctionnaire Titulaire » sert à désigner toute personne employée régulièrement au service permanent de la Couronne, et comprend toute personne qui, étant munie d'un *certificat* décerné

par les « *Civil Service Commissioners* », fait un *stage* en vue d'être titularisée.

Le terme « Conditions d'emploi » sert à désigner (dans le cas de personnes autres que des personnes au service direct ou indirect de la Couronne) les Conditions d'emploi de personnes employées en vertu d'un contrat de service ».

D) TEXTE DU RÈGLEMENT DU 30 AOUT 1927

RÈGLEMENT concernant les « *Associations Autorisées* » du « *Civil Service* » (en date du 30 Août 1927) exécuté par les Services de la Trésorerie, conformément au « *Trade Dispute and Trade-Union Act* (1927). »

« En vertu des dispositions incluses dans la Clause 5 du « *Trade-Dispute and Trade-Union Act* » (1927), et en vertu des pouvoirs conférés par l'article 6 de l'*Ordonnance du 22 Juillet 1920* (établissant les conditions de service dans les établissements civils de Sa Majesté) et de tous les autres pouvoirs qui leur sont conférés en cette matière, les « *Lords Commissaires du Trésor de Sa Majesté* » établissent le présent *Règlement*, à savoir :

1) *Aucun Fonctionnaire Titulaire ne saurait être* (après le 31 Décembre 1927) *membre, délégué, ou représentant d'aucune Organisation* dont le but principal serait d'influencer ou d'agir sur la rémunération et les conditions d'emploi de ses membres, à moins que cette Organisation ne soit munie d'un *Certificat* valable (appelé dans ce Règlement « *Certificat d'Autorisation* » — affirmant que cette Association est une « *Association Autorisée* ».

Toutefois, il est établi que :

a) Toute personne qui (le 29 juillet 1927) était Fonctionnaire titulaire, *peut rester membre* d'une Trade-Union ou d'une Organisation qui n'est pas totalement ou principalement composée de personnes employées par la Couronne ou au service de la Couronne (*bien qu'elle ne soit pas une Association Autorisée*) si, à cette date, elle était membre de la Trade-Union ou Organisation depuis plus de six mois, et que, d'après les règlements de cette organisation, elle bénéficiait (ou commençait à bénéficier) à la date du 4 Avril 1927 d'un droit à un paiement éventuel pendant une période d'incapacité, soit sous forme de retraite, soit à sa mort ou à la mort de sa femme, soit comme pension pour ses enfants.

b) Toute personne employée, directement ou indirectement, par la Couronne, à la date du 29 Juillet 1927, qui, postérieurement, devient Fonctionnaire titulaire, *peut rester membre* — tant qu'elle n'est pas nommée à un poste d'inspection ou de direction — de quelque Trade-Union ou Organisation non composée totalement ou principalement de personnes employées directement ou indirectement par la Couronne (*bien que cette Association ne soit pas Autorisée*) si, à la date où elle est devenue fonctionnaire titulaire, elle était membre d'une Trade-Union ou d'une Organisation quelconque, et si, à cette date, elle bénéficiait (ou commençait à bénéficier) — d'après les règles en vigueur dans ladite organisation — d'un droit à un paiement éventuel pendant une période d'incapacité, soit sous forme de retraite, soit à sa mort ou à la mort de sa femme, soit comme pension à ses enfants.

c) Toute personne qui (étant Fonctionnaire titulaire)

exerce (outre son service comme tel) un emploi ou une occupation quelconque à l'extérieur, peut rester membre ou délégué d'une Trade-Union ou d'une Organisation (dont le but principal est d'agir sur la rémunération ou les conditions d'emploi des personnes exerçant l'emploi ou la profession, représentés par ladite Trade-Union ou Organisation) bien que cette Trade-Union ou cette Organisation n'ait pas le caractère d'une Association Autorisée.

2) Toute Organisation (dont l'objet principal est d'influencer ou d'agir sur la rémunération et les conditions d'emploi de ses membres) répondant aux conditions stipulées par ce Règlement, aura droit à un « Certificat d'Autorisation ». Ce Certificat sera valable tant que la Trésorerie sera assurée que l'Organisation remplit bien les conditions exposées dans la Partie I de la Cédule annexée au présent Règlement.

3) (1) La Demande d'obtention du « Certificat d'Autorisation » pour toute Organisation devra être écrite et adressée au « Chief Registrar of Friendly Societies ». Toute Demande de ce genre devra être accompagnée d'une Déclaration, signée par le Président (ou toute personne exerçant actuellement les fonctions de Président de l'organe exécutif de l'organisation) et par le Secrétaire de ladite organisation, dans les Formes précisées dans la Partie II de la Cédule annexée au présent Règlement.

(2) Il appartiendra au « Chief Registrar of Friendly Societies » de transmettre à la Trésorerie chaque Demande et chaque Déclaration reçue par lui (selon les dispositions précédentes de ce Règlement). Il y ajoutera un Rapport personnel.

4) Un « *Certificat d'Autorisation* » ne saurait être *délivré* à aucune Organisation, et un « *Certificat d'Autorisation* » ne saurait être *retiré* à aucune Association déjà Autorisée *sans que les conditions suivantes aient été remplies, à savoir :*

a) L'Organisation doit fournir au « Chief Registrar des Friendly Societies » les documents et les informations que celui-ci serait susceptible de lui réclamer (dans le but de faire savoir à la Trésorerie son opinion sur la conformité de l'organisation avec les *conditions* exposées dans la Partie I de la Cédule annexée au présent Règlement.

b) Si quelque *changement* se produit dans la constitution, les objets, et les règles de l'Organisation ou dans quelque clause au sujet de laquelle des informations ont été fournies au Chief Registrar of Friendly Societies, le Secrétaire de l'Organisation a le devoir (au cas où le changement affecte — ou est susceptible d'affecter — quelque condition précisée dans la Partie I de la Cédule annexée au présent Règlement) de le faire savoir par écrit au « Chief Registrar of Friendly Societies » dans un délai de sept jours à dater du changement.

c) Une *Déclaration* — rédigée dans les formes établies par la Partie II de la Cédule annexée au présent Règlement et signée par le Président (ou toute personne exerçant actuellement les fonctions de Président de l'Organe Exécutif de toute association autorisée) ou par le Secrétaire de ladite Association — doit être envoyée au « Chief Registrar of Friendly Societies » — en même temps que toute notice envoyée dans les conditions précisées par les paragraphes précédents de ce Règlement (tant que l'Association continue à

remplir les conditions prévues par la Partie I de la Cédule annexée au présent Règlement) si le « Chief Registrar of Friendly Societies » la réclame.

5) Tout « *Certificat d'Autorisation* » sera *rédigé* selon la *Formule* exposée dans la Partie III de la Cédule annexée au présent Règlement et continuera à être valable tant qu'il ne sera pas supprimé par la Trésorerie. *Mais tout Certificat de cette espèce pourra être supprimé par la Trésorerie* si, à un moment quelconque, la Trésorerie n'est pas assurée du fait que l'Organisation bénéficiaire du certificat remplit les conditions exposées dans la Partie I de la Cédule annexée au présent Règlement.

6) Dans ce Règlement les expressions suivantes ont le sens que nous leur assignons ici, à savoir :

« *Association autorisée* » signifie une Organisation à laquelle a été concédé un *Certificat d'Autorisation* qui certifie que l'organisation remplit les conditions exposées dans la Partie I de la Cédule annexée au présent Règlement.

« *Conditions d'emploi* » signifie (pour des personnes autres que des personnes, directement ou indirectement, au service de la Couronne) les « conditions d'emploi de personnes employées sous le régime du contrat de louage de service ».

« *Fonctionnaire Titulaire* » signifie toute personne employée régulièrement au service permanent de la Couronne, et comprend toute personne qui (étant munie d'un certificat décerné par les Civil Service Commissioners) fait un stage en vue d'être titularisée.

« Le terme « *Objet politique* » signifie les objets politiques

mentionnés dans la sous-section de la section 3 du Trade-Union Act de 1913 ».

E) *TEXTE DE LA CÉDULE ANNEXÉE AU RÈGLEMENT
du 30 Août 1927*

PARTIE I

Conditions que doivent remplir les Associations Autorisées

1. Les *Associations Autorisées* ne peuvent *comprendre* que des personnes directement ou indirectement au service de la Couronne.

2. Les *Associations Autorisées* doivent demeurer complètement *indépendantes* et ne *faire partie en aucune façon* :

a) De quelque *Organisation*, dont le but principal est d'influencer ou d'agir sur la rémunération ou les conditions du travail de ses membres, et qui comprend d'*autres* personnes que des personnes directement ou indirectement au service de la Couronne.

b) De quelque *Fédération* dans laquelle *entreraient* des *Organisations* répondant aux caractères mentionnés ci-dessus.

c) Les *objets* des *Associations Autorisées* ne peuvent être d'ordre *politique*.

d) Les *Associations Autorisées* ne sauraient être directement ou indirectement *dépendantes* de quelque *Organisation* ou *Parti à caractère politique*.

PARTIE II

Forme de la Déclaration à remplir pour obtenir le Certificat d'Autorisation :

Nous, soussignés, respectivement Président et Secrétaire, de X..., après avoir pris connaissance du Règlement sur les Associations Autorisées du Civil Service (1927) déclarons que ladite Organisation *remplit les conditions exigées dans la Partie I* de la Cédule annexée audit Règlement.

PARTIE III

Forme du Certificat d'Autorisation

Les « *Lords Commissaires du Trésor de Sa Majesté* » certifient que X... est une Association Autorisée *remplissant bien les conditions exigées dans la Partie I* de la Cédule annexée au Règlement sur les Associations Autorisées du Civil Service.

Signé : *Deux des Lords Commissaires du Trésor de Sa Majesté.*

3) *Conséquences de la Nouvelle Réglementation des Trade-Unions de Fonctionnaires*

Les Conséquences des dispositions de la Clause 5 et du Règlement postérieur sont capitales : Désormais, les Trade-Unions de Fonctionnaires devront rester entièrement à l'écart du mouvement trade-unioniste. *Les Trade-Unions de Fonctionnaires*, soumises à la nécessité de l'Autorisation gouvernementale, acquièrent un caractère tout à fait spécial ; elles

sont régies, non seulement par la législation générale des Trade-Unions (que nous avons étudiées dans notre Introduction) mais encore par des dispositions particulières qui leur donnent une *situation juridique exceptionnelle*.

Les Fonctionnaires (au moins les fonctionnaires des classes inférieures du Civil Service) n'ont pas du tout goûté la nouvelle législation. Ils sont imprégnés en effet, en Angleterre, comme ailleurs, de cette idée que leur situation est parfaitement analogue à la situation de l'employé de l'industrie privée. (Cette conception a d'ailleurs reçu dans le « Corps des Fonctionnaires d'Outre-Manche une diffusion particulière, en raison de la situation spéciale des fonctionnaires du Civil Service, considérés comme des employés de la Couronne).

Au lendemain de la promulgation du Trade Dispute and Trade Union Act de 1927, se tint la « *Conférence annuelle du Trade-Union Congress* » au cours de laquelle les *représentants* de certaines *Trade-Unions de Fonctionnaires* (qui y siégeaient pour la dernière fois) firent entendre leurs doléances :

Mr. J. W. Bowen (*Post Office Workers*) fit la déclaration suivante : « Je ne sais pas combien de temps s'écoulera avant que je puisse, à nouveau, parler au T. U. C. Mon vœu, et le vœu de tous mes collègues, le vœu de mon association et de ses membres, est de vous retrouver et de se joindre à vous de nouveau le plus vite possible. Nous sommes invités à nous en aller par un Gouvernement qui s'est mépris sur l'intention de la majorité de la nation (majorité formée par les travailleurs de ce pays, qui, j'en suis certain, ne ratifiera pas la décision qu'il a prise). *Nous ne nous repentons en rien de notre attitude en tant que travailleurs du Post-*

Office. Nous voici membres de ce Congrès depuis près de 30 ans et j'affirme que, en venant ici, nous n'avons pas voulu tirer avantage de vous, mais seulement apporter notre petite contribution au grand effort qu'est en train d'accomplir, en notre pays, la classe ouvrière. Nous avons été particulièrement attaqués et visés par le *Trade-Dispute and Trade-Union Act*, qui est une vile représaille à l'égard de l'ensemble du mouvement trade-unioniste, et à l'égard de la partie la plus vulnérable de la barrière trade-unioniste. J'espère cependant qu'il peut être démontré, et qu'il sera démontré, que les travailleurs du Post-Office ne sont pas aussi faibles que le Gouvernement se les représente ! Que nous reproche-t-on ? Nous avons eu l'audace de *faire part de notre sympathie à l'égard des autres travailleurs* dans une grande épreuve, à l'égard des mineurs, aux prises avec de si grandes difficultés ! *On nous a accusé d'avoir deux maîtres : le T. U. C. et l'Etat*, et on nous a fait savoir qu'une telle situation était incompatible avec notre qualité de Fonctionnaires. *Cependant, nous nous considérons toujours comme des « salariés »*, n'étant pas au service de l'Etat, pour des raisons philanthropiques, et n'étant pas redevables à l'Etat de nous avoir employé, mais seulement désireux de remplir leur besogne de leur mieux ; je mets au défi tout Gouvernement, ou tout homme public qui nous attaque, de nous citer un cas de défaillance ou de malhonnêteté dans l'accomplissement de notre tâche. *Il est donc vil de nous avoir infligé une réglementation telle que celle de la Clause 5.* On nous prie de ne pas nous associer avec des travailleurs étrangers au Service, car on nous affirme que nous ne sommes pas comme les autres humains. Mais nous ne nous

Service, car on nous affirme que nous ne sommes pas comme les autres humains. Mais nous ne nous faisons pas d'illusions sur cette affirmation. Si nous en avons eu, tant soit peu, le Postmaster General les aurait dissipées lorsque nous nous sommes trouvés en face de ses représentants. Tandis que l'un des représentants du Gouvernement (Mr Churchill) nous met à l'écart de la masse des travailleurs, un autre de ses représentants (le Postmaster General) nous incorpore à elle, lorsqu'il y va de son intérêt propre. Puisque nos salaires ont été mis au niveau des salaires des travailleurs de l'industrie privée, nous avons le droit de nous dire fermement unis aux autres travailleurs pour garder un même « niveau de vie ».

«Certains nous disent : Pourquoi ne pas braver la loi ? Mais, comme *Fonctionnaires*, nous devons obéir à la loi, dans tous les cas, que le Gouvernement soit entre les mains des Conservateurs, ou entre les mains du *Labour Party*.

Ce que nous voulons, c'est que la loi soit *amendée* de telle sorte qu'elle reconnaisse honnêtement à 250.000 personnes le droit d'être « citoyens libres ». Le « *Trade-Dispute and Trade-Union Act* » a pour but d'empêcher aux grévistes toute action d'intimidation sur ces individus et, dans la Clause 5, il y a véritablement un essai d'intimidation sur les travailleurs de notre Service.

« *Quoi qu'il en soit, que le Gouvernement et ses amis sachent bien que leur législation n'étouffera pas l'élan de notre mouvement trade-unioniste.* »

Ces paroles méritaient d'être relevées, car elles dévoilent

l'état d'esprit « *syndicaliste* » de certaines Classes de Fonctionnaires, en Angleterre.

Les orateurs, qui prirent ensuite la parole sur la question du *droit syndical des Fonctionnaires* à l'Assemblée Annuelle du T. U. C. (1927), exposèrent ensuite leurs rancunes, quant aux dispositions de la Clause 5, ou leurs espérances, quant à l'avenir du mouvement trade-unioniste chez les Fonctionnaires :

M. Hill (*Boilermakers*) déclara : « Je désire parler, au nom des *Trade-Unions*, qui ne sont pas, à proprement parler, des Trade-Unions du « Civil Service », mais qui, comme la mienne (ou celles des ingénieurs, charpentiers de navires, électriciens, etc...), *comptent parmi leurs membres un grand nombre d'individus employés dans les « Arsenaux Royaux » (Royal Dockyard) ou dans d'autres branches des Services du Gouvernement.* Une partie des membres de notre Trade-Union est formée de Fonctionnaires ; l'autre partie comprend des *Employés privés*. Nous n'avons même pas la possibilité de maintenir notre unité, en nous séparant du Trade-Union Congress et du Labour Party. La « *Société des Charpentiers de Navires* » a mis fin à son affiliation au Trade-Union Congress et au Labour Party ; *néanmoins*, elle ne peut continuer à enrôler des Fonctionnaires, employés dans les « Arsenaux Royaux » ou ailleurs ; et c'est là une vexation spéciale que subissent nos *Trade-Unions « mélangées » (divided)* ».

M. Brown (*Civil Service Clerical Association*) ajouta : « Nous regardons la « *Clause 5* » comme le plus grand compliment que le Gouvernement ait jamais adressé aux *Trade-Unions du Civil Service* (à la fois à leur qualité et à leur

conduite). Il y a quelques années certains syndicalistes étaient enclins à penser que les fonctionnaires étaient non pas des « *blacklegs* (1) *en puissance* » (*potential blacklegs*) mais des « *blacklegers en réalité* (*actual blacklegs*) » ; ils tenaient à les considérer comme des individus n'ayant guère de rapports avec le Mouvement du Travail ». Dans le passé, cette critique était peut-être fondée, mais, dans les dix dernières années, tout a été transformé.

— Il y a dix ans, la « *Civil Service Clerical Association* » comptait environ 400 membres. Aujourd'hui, elle en compte 20.000. Il y a dix ans, nous n'étions affiliés ni au Labour Party, ni au Trade-Union-Congress ; aujourd'hui, nous sommes affiliés aux deux. Il y a dix ans, il nous aurait été impossible de traverser la crise que nous avons traversée l'an dernier ! Et j'ose dire que *le refus concerté du « Civil Service » de faire le « blackleg », l'année dernière*, est un des traits les plus remarquables des progrès du mouvement trade-unioniste dans le « Civil Service », au cours des années récentes. Ainsi (terminait-il) nous ne serons pas avec vous, pendant quelque temps, mais si nous ne sommes pas ici « corporellement », nous le serons « en esprit » (« *if we are not here in the flesh, we shall be here in the spirit* »).

M. Smith (*Post Office Engineering Union*) concluait par une remarque digne d'être relevée : « Je vous demande de remarquer, disait-il, la différence très nette de réglementation du *Trade-Dispute and Trade-Union Act* à l'égard du Trade-unionisme en général, *d'une part*, et à l'égard du Trade-unionisme dans le Civil Service, *d'autre part*. La li-

Note. — Blackleg signifie « traître » dans le langage ouvrier anglais.

berté du Trade-Unionisme, en général, est garottée, *mais celle des Trade-Unions dans le Civil Service est « annihilée » (destroyed) (pour le moment présent du moins)*. J'espère que chacun d'entre vous votera la *Résolution* présentée et voudra voir, en son vote, l'engagement de travailler désormais à *rappeler les Trade-Unions du Civil-Service dans la Communauté Organisée du Travail » (Bring back the Civil-Service-Unions into organised communion)*.

Une « *Résolution de protestation contre la Clause 5* » fut alors présentée à l'Assemblée du « *Trade-Union Congress* », qui la vota à l'unanimité, exprimant le « désir de tous les travailleurs de voir les Fonctionnaires fusionner de nouveau avec eux dans l'avenir. » .

En dépit des véhémentes protestations de quelques-uns de leurs délégués, *les Trade-Unions de Fonctionnaires se sont parfaitement soumises à la nouvelle législation* : la « *Civil Service Confederation* », qui s'était elle-même affiliée à la « *National Federation of Professional Workers* » (Fédération composée d'éléments étrangers au Civil Service, en majorité), ainsi qu'à la « *Fédération Internationale des Fonctionnaires* », se retira de ces deux organisations. Les *Trade-Unions de Fonctionnaires titulaires* se retirèrent, d'autre part, du *Trade-Union-Congress* comme du *Labour Party*.

Vu, le Président de la Thèse :

A. MESTRE.

Vu, le Doyen :

BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris :

CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

Il n'y a pas d'ouvrage traitant spécialement de la question des « **Syndicats de Fonctionnaires Nationaux** » en Grande Bretagne. Mais on trouvera dans les livres ou les périodiques suivants quelques allusions au mouvement syndical des fonctionnaires nationaux de la Grande-Bretagne :

1) LIVRES, THESES ET BROCHURES

a) AUTEURS ANGLAIS ET ÉTRANGERS :

Sydney WEBB. — **History of Trade-Unionism** (1920).

G. D. H. COLE. — **Organised Labour** (1924).

id° — **Introduction to Trade-Unionism** (1919).

id° — **Self-Government in Industry** (1920).

id° — **The World of Labour** (1913).

G. HOWELL. — **Old and New Trade-Unionism** (1892).

HOBSON. — **National Guilds and the State** (1919).

O'BRIEN. — **Labour Organisation** (1921).

MUIR. — **Trade-Unionism and Trade-Union Bill** (1927).

MILNE-BAILEY. — **Trade-Unions Documents** (1929).

GELDART. — **The present Law of Trade-Unions** (1927).

SIMON. — **Three speeches on General Strike** (1927).

FYFE. — **Behind the scenes of Great Strike** (1927).

LLOYD. — **Trade-Unionism** (1915).

LOWELL. — **Le Gouvernement de l'Angleterre** (1913).

COMMONS. — Labor and Administration.

Stanley SAVILL. — **The Police Service of England and Wales.**

b) **AUTEURS FRANÇAIS :**

PINI. — **Thèse**, Paris (1927).

DELION. — **Thèse**, Paris (1926).

PHILIP. — **Thèse**, Paris (1923).

BARRAULT. — **Thèse**, Paris (1908).

MORIN. — **Thèse**, Province (**Le Statut juridique des Trade-Unions**).

BARATIER. — **Thèse**, Province.

LEFAS. — **L'Etat et les Fonctionnaires.**

2) PÉRIODIQUES

a) **PÉRIODIQUES ANGLAIS ET ÉTRANGERS :**

The « Times ».

« **Trade-Union Congress General Council Annual Reports** » (1927-1926-1925).

« **Directory of Industrial and other Associations concerned with matters relating to conditions of Employment** » (Ministry of Labour).

« **Labour Year Book** » (1927).

« **Hansard Parliamentary Debates** » (Common Law).

« **Public General Acts** ».

« **The Post** » (1927).

« **The American Political Science Review** ».

« **The Labour Monthly** ».

« **The Labour Gazette** ».

« **The Labour Magazine** ».

« **Civil Service Confederation Annual Reports** ».

« **Institution of Professional Civil Servants. Annual Report of Council** ».

« **The Police Journal** ».

« State Service ».

« Journal of the Royal Statistical Society ».

b) PERIODIQUES FRANÇAIS :

Le Temps.

Bulletin de la Société de Législation comparée.

Revue du Droit Public et des Sciences Politiques.

Revue politique et parlementaire.

Bulletin quotidien de la Société d'Informations Economiques.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos.. .. .	7
INTRODUCTION	15
Première Partie. — Les Fonctionnaires Nationaux de la Grande Bretagne	15
§ 1) Décentralisation administrative de la Grande Bretagne	15
§ 2) Statut juridique des Fonctionnaires nationaux de la Grande Bretagne	17
§ 3) Organisation de l'Administration Centrale de la Grande Bretagne.. .. .	23
A) Civil Service proprement dit	25
§ 1) Organisation externe.. .. .	25
§ 2) Organisation externe	33
§ 3) Rôle de la Trésorerie.. .. .	34
B) Employés du Gouvernement	36
Deuxième Partie. — Les Trade-Unions en Grande Bretagne ..	39
1) Aperçu historique du mouvement trade-unioniste.. ..	39
A) Première Période (origines)	40
B) Deuxième Période (1800-1824)	42
C) Troisième Période (1824-1842).. .. .	44
D) Quatrième Période (1842-1870)	46
E) Cinquième Période (1870-1927)	48
(Le mouvement syndicaliste)	
2) Statut juridique des Trade-Unions.. .. .	52
A) Légalité des Trade-Unions	52
B) Personnalité juridique et capacité des Trade-Unions..	54
LES TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES NATIONAUX EN GRANDE BRETAGNE	61
Section I. — ORGANISATION. ACTION. METHODE DES TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES.. .. .	63

Chapitre I. — Avant la Guerre..	113
§ 1. Recrutement et Développement des Trade-Unions de Fonctionnaires après la Guerre..	115
§ 2. Concentration des Trade-Unions de Fonctionnaires avant la Guerre	126
Chapitre II. — Après la Guerre..	131
§ 1. Recrutement et Développement des Trade-Unions de Fonctionnaires avant la Guerre	132
§ 2. Concentration des Trade-Unions de Fonctionnaires après la Guerre	155
Section III. — ATTITUDE DES POUVOIRS PUBLICS A L'EGARD DES TRADE-UNIONS DE FONCTIONNAIRES...	185
Avant-Propos	185
Chapitre I. — Première Période (1890-1906)	187
1) La question de la légalité des Trade-Unions de Fonc- tionnaires..	187
2) La question de la reconnaissance des Trade-Unions de Fonctionnaires	198
Chapitre II. — Deuxième Période (Concession du droit de représentation) (1906-1919)	201
1) Avant la Guerre	201
2) Après la Guerre	205
Chapitre III. — Troisième Période (1919-1928)	209
§ 1) Les Fonctionnaires de la « Metropolitan Police »	209
A) Texte de la Loi sur la police (1919)	209
B) Texte de la Cédule annexée à la loi sur la Police	213
C) Idées essentielles de la Loi sur la Police..	219
§ 2) Les Fonctionnaires du Civil Service	224
Avant-Propos..	224
1) Les Incidents de la grève générale (1926)	226
A) La circulaire du Trade-Unions Congress..	226
B) La circulaire du Conseil national Whitley	229
2) La Clause 5	231
A) Préparation du Trade Dispute and Trade-Union Act (1927) et réactions des Trade-Unions de Fonctio- naires et du Labour Party	231

B) Discussion de la Clause 5	234
C) Texte de la Clause 5.. .. .	240
D) Texte du Règlement du 30 Août 1927.. .. .	243
E) Texte de la Cédule annexée au Règlement du 30 Août 1927	248
3) Conséquences de la nouvelle réglementation des Trade- Unions de Fonctionnaires	249
BIBLIOGRAPHIE.	257

